INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

ASSOCIATIONS TRANSNATIONALES INTERNATIONALES

The review of international associations and meetings

La revue des associations et des réunions internationales

1981 - n° 6

This publication, produced by the UAI, appears this year in a modified form with six issues per year.

The purpose of the studies, surveys and information included in this periodical concerning the international and transnational networks of nongovernmental organizations is to promote understanding of the associative phenomenon in a human society which continues to grow and evolve heedless of the implications.

The programme of the review, in accordance with the principles of the UAI, is intended to clarify general awareness concerning the associative phenomenon within the framework of internatioal relations and, in particular, to inform associations about aspects of the problems which they tend to share or which are of common interest to them.

The columns of this review are open both to officers of associations, researchers and specialists of associative questions. The articles do not of course necessarily reflect the point of view of the publisher.

The review also contains supplements to the Yearbook of International Organizations and to the International Congress Calendar, both of which are published by the UAI.

Cette publication, éditée par l'UAI, se présente cette année à ses lecteurs sous la forme amendée d'une revue de période bimestrielle.

Son objet associatif d'études, d'enquêtes, d'informations, au service des réseaux internationaux et transnationaux d'organisations non gouvernementales, s'attache aux idées et aux faits d'un phénomène de société humaine en expansion continue et en évolution hâtée.

Son programme, conforme aux principes et aux méthodes de l'UAI, vise, en général, à éclairer les connaissances du grand public sur la vie associative dans la perspective des relations internationales et, en particulier, à informer les associations des divers aspects de leurs problèmes propres et d'intérêt commun.

Les colonnes de la revue sont ouvertes à la fois aux responsables d'associations, chercheurs, spécialistes des matières associatives, dont les articles n'expriment pas nécessairement le point de vue de l'éditeur.

La revue publie également les suppléments à l'Annuaire des Organisations Internationales et au Calendrier annuel des réunions internationales, deux autres publications de l'UAI.

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

EXECUTIVE COUNCIL COMITE DE DIRECTION

Prèsident : Président :
FA CASADIO. Directeur, Société Italiana per l'Organizzazione Internationale (Italie)

Vice-Président : Vice-Presidents:
Mohamed Ali RIFAAT (A R E)
Former Secretary-General at the Afro-Asian Orga-

SK SAXENA (India)
Director of the International Cooperative Alliance

Tresorier General : Trssurer General :
Paul E HIERNAUX (Belgique)

des Chambres de Commerce el d'Industrie de la Communaute Economique Européenne.

Secretaire General : Secretary-General
Robert FENAUX (Belgique)
Ambassadeur honoraire

Membres: Members:

F.W.G. BAKER (U.K.)

Scientific Unions.

Luis G. de SEVILLA (Mexique)
President Doyen de l'Académie mexicaine de Droit

Johan GALTUNG (Norvège)
Former Coordinator. Goals Processus and Indicators Project. United Nations University.
Nikola A. KOVALSIKY (URSS)

Ouvrier International de l'Académie des Sciences de l'URSS
Marcel MERLE (France)

Jef RENS (Belgique)
Président du Conseil National du Travail

Andrew E. RICE (U.S.A.)
Former Executive Secretary of the Society tor

Charles André SCHUSSELE (Suisse)

Ligue des Sociales de la Croix Rouge.

Albert TEVOÈDJHE, Directeur. Institut International d'Etudes Sociales, Secrétaire general de l'association mondiale de Prospective Sociale

UNION DES ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

REPRESENTATIONS PERMANENTES DE L'UAI

UAI REPRESENTATIVES

Organisations des Nations-Unies - New York
Andrew RICE

UNESCO : Vladimir HERCIK

Pans Maryvonne STEPHAN

Geneva Charles-André SCHUSSELE

Strasbourg - G Erwin RITTER

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES TRANSNATIONALES

INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

NO 6 -1981

Redaction/Editorial
Robert FENAUX
Georges Patrick SPEECKAERT
Geneviève DEVILLE
Anthony J.N. JUDGE
Ghislaine de CONINCK

Published by/Publié par :
Union of International Associations - UAI
(founded 1910)
Issn-0020-6059

Editorial and Administration :
Rue aux Laines 1. 1000 Brussels (Belgium) Tel (02)511 8396.

Editeur responsable : R. Fenaux,
1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique) Tel. (02) 511 8396.

Publicité/Advertising : Union of International Associations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels. Belgium. Tél. (02)5118396 - 5125442.
OU/OR
France : Roger Ranson, délègue-Directeur de publicité. 18 avenue du 19 janvier. 92380 Garches. Tel. 741 81 80.

Belgium: J.J. Wolff, Ave P. Hymans. 135, Bte 13. 1200 Brussels. Tél. 741 81 80.
U.K. : Maureen Wingham Media Representations Ltd. 317-319 Kentish Town Road, London N.W.S. Tel. 2679447/0.

Subscription rate : BF 950. or equivalent per year (6 issues) + postage.
Abonnement : FB 950. ou équivalent, par an (6 numéros) + Frais de port.

Method of payment :
Mode de paiement à utiliser :

Bruxelles: Compte-chèque postal n° 000-0034699-70 ou Compte n° 210-0451651-71 à la Société Générale de Banque, 48 rue de Namur, 1000 Bruxelles.

London: Account n· 04552334, National Westminster Bank Ltd., 1 Princes street

Genève : Compte courant n° 472.043.30 Q à l'Union des Banques Suisses

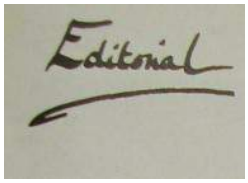
Paris: Par virement compte n° 545150-42 au Crédit du Nord, Boulevard Haussmann. 6-8, Paris 75009.

Copyright 1981 LIAI
Views expressed in the articles, whether signed or not. do not necessarily reflect those of the UAI.

Les opinions exprimées dans les articles. signés ou *non*. ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI.

SOMMAIRE / CONTENTS

Editorial : L'Homme Associé dans un monde libre et solidaire, par Robert Fenaux	365
Le Débat d'introduction au Forum commémoratif de l'UAI, essai synoptique par Sabine Speeckaert	367
A project of Communication & Interaction between the U.S. Department of State and Non-governmental organizations, prepared by John Dixon and Frank Penna	385
L'Association Mondiale de Prospective Sociale	393
La Fédération Mondiale des Anciens Combattants, par Serge Wourgaft	395
Intercontact, UAI On-line information system	397
Echos de la Vie Associative	403
News on Associative Affaires	403
IAPCO News : Mc Gill Conferences	408
Congrès internationaux et transports aériens, par Claude Guillot	409
International Congres Calendar - 6th Supplément/ 6e supplément	411
Associations Internationales/Transnationales Index Vol XXXIII 1981 International/Transnational Associations	418



L'HOMME ASSOCIÉ
dans un monde libre et solidaire

Voici l'instant traditionnel des bilans et des vœux. Un penseur français de foi chrétienne, Daniel-Rops, a fait un jour réflexion que la meilleure façon d'être fidèle à une tradition c'est de « trouver le point où elle pourrait s'insérer dans les conditions actuelles du monde et continuer à être vivante ».

Ce regard évolutionniste sur la société rencontre notre constant souci à cette tribune, conformément à la raison même de l'UAI. de traiter le phénomène associatif traditionnel selon son identité propre, sa nature humaine, son rôle social, sa portée universelle et ses moyens d'agir librement et solidairement.

La démarche de participation des associations, à part entière, à l'ordre mondial et à l'action internationale, nous parait précisément le point d'insertion de la Cité des personnes, des groupes, des peuples, dans le contexte des relations internationales.

Tradition oblige, dans le respect statique des idées et des valeurs permanentes mais aussi dans l'adaptation dynamique aux temps qui changent. Ainsi notre idéal demeure celui de nos pères fondateurs qui imaginaient un univers à deux forces composantes, dont la combinaison produirait une résultante de coopération : l'institution internationale d'une diplomatie institutionnelle, multilatérale, et la représentation transnationale des réseaux associatifs.

La réalité n'exauça ce rêve qu'a demi par la création de la première Société des nations et des institutions attenantes. Le Système universel des Nations-Unies, restreint par le privilège du veto, renforça encore les droits souverains exclusifs et les organisations non-gouvernementales, ainsi nommées et implicitement reconnues par la Charte, se trouvent toujours en situation de fait, mineure et précaire, sans statut juridique international, ni droits conventionnels de participation.

Cet état de choses fait problème, même s'il n'empêche pas les OING d'exister en soi et d'agir indépendamment du Système des Etats. Et la discipline d'études et de recherches de l'UAI sur ce sujet, à longueur de documents, d'audiences, de communications et de colloques, a trouvé son chef suprême de réflexion au Forum de Bruxelles 1980 commémorant trois quarts de siècle au service de la cause associative.

Lors, le président de l'UAI situa spécifiquement l'événement dans sa trajectoire sociologique, en éclairant l'aspect particulier de la société mondiale qui nous regarde : « Nous avons concentré notre attention sur une sorte de nouveau continent du monde : le continent des relations internationales et transnationales. Ce nouveau continent, affranchi des liens territoriaux, a remplacé le territoire par la dimension du réseau des relations interindividuelles ». Et le président Casadio d'affirmer la volonté de notre Institut de faire face à un travail important, responsable, difficile, d'une manière franche et tolérante que permet un lieu exempt des contraintes habituelles.

Ce travail, accompli au moment du Forum et puis précieusement conservé en archives sonores, a déjà trouve une large audience dans la publication des textes préparatoires, des enquêtes, des memoi-

res d'OIG et d'OING, des communications d'auteurs, des rapports ponctuels et généraux. Le maître rapport de synthèse de J.M. Chevallier vient d'avoir un prolongement à Casablanca, au 10éme Congrès de la Fédération mondiale des Villes Jumelées-Cités Unies, qui a chargé une de ses commissions « Forum » d'éclairer certains aspects de nos travaux en cours (1).

Mais ces ondes bienfaisantes de notre Forum de 1980 n'empêchent pas qu'il reste un inédit essentiel : les bandes enregistrées d'une semaine de débats dont la diffusion complète a été retardée faute de moyens.

En attendant ces « Actes ». d'une actualité persistante, notre collaboratrice, Mme Sabine Speeckaert, de belle lignée asso-

de transcription et de discernement, a eu l'idée fervente d'un essai synoptique des interventions lors du débat d'introduction aux travaux de commissions. On en sait l'itinéraire : de l'international au transnational; et le thème central : pour un ordre mondial global de souverainetés tolérantes à frontières ouvertes aux courants associatifs pluralistes de foi, de pensée, d'opinion, d'intérêts. On appréciera dans l'essai de Mme Speeckaert. ce qu'on appelle, en langage audio-visuel, un - montage », qui restitue de façon saisissante l'atmosphère et l'argumentation d'une délibération de haute qualité.

Cependant *les* fins morales, sociales, culturelles d'un Institut à but scientifique en requièrent les moyens, en des temps difficiles et toujours plus compliqués. Fins multiples d'études, de recherches, de services, de documentation, d'information, de publications. Moyens coûteux de réalisations, a l'heure de l'informatique et des banques de données. Nos aînés, documentalistes et bibliographes, travaillaient à la main, à la plume. Il n'y avait alors ni système unitaire de classification, ni micro-films, et on n'imaginait pas encore l'ordinateur. A l'aube du siècle on ne comptait guère plus de 200 à 300 associations de réseaux internationaux. Les méthodes artisanales y suffisaient. Depuis lors la montée du nombre, la multiplication des groupes, la révolution techno-èconomique, la transformation de la communication, la transmission automatisée de l'information ont intronisé la mémoire mécanique et la programmation électronique.

Il y a maintenant dix ans que l'UAI a fait, à sa mesure, l'effort héroïque de s'équiper en ordinateur: un impératif dont la dernière édition en date de l'Annuaire (Yearbook 19ème 1981) porte témoignage. L'ouvrage, considérablement amplifié et complètement remanié, indexe 14.784 organisations internationales, soit une augmentation de 80 p.c. par rapport à l'édition anglaise précédente (1978) ! Cette refonte fondamentale de l'Annuaire s'imposait pour répondre au besoin d'actualiser la classification, l'indexation, les facilités de consultation. Notre Calendrier international des Congres est entré à son tour cette année dans l'ordinateur. Cette gestion moderne de toutes les informations de notre ressort, a la pointe des progrés actuels, a conduit plus avant encore, par la force des choses, au projet de mise en « accès direct » de notre Banque de données Associations-Congrès, dont la prochaine réalisation opérationnelle annonce d'incalculables services. Cette évidence apparut clairement lors de la journée mondiale de démonstration du 21 septembre, qui réunit à Bruxelles le groupe organise des membres « associés » de l'UAI. venus d'un peu partout marquer leur vif intérêt pour l'effort innovateur de nos moyens d'information.

A l'instant des bilans et des vœux, notre propos se veut doublement de circonstance. Outre un rite gracieux, se pose en effet « te problème des problèmes » comme disait Paul Otlet au début du siècle, en préface à « Monde » cette vision globale et prophétique des temps présents. Pressentant et nommant déjà l' interdépendance » mondiale des êtres et des choses, notre ancêtre écrivait en précurseur : « Il faut en général traiter du Monde... Dès lors se posent pressantes ces questions : au delà des pluralités, des séparations et des compartements - ceux des doctrines et des sciences particulières, ceux des harmonies et des autres distinctions, ceux des programmes et des plans fragmentaires, au delà est-il possible que soit reconnue une unité essentielle dans les choses ? Un effort de l'esprit ne doit-il être fait pour les embrasser toutes dans les artifices d'un système qui conduise ensuite à une coopération cohèrante par un plan général ?... Problèmes fondamentaux qui dominent tous les autres ».

A l'autre bout du siècle, te problème des problèmes, mûri par la révolution des révolutions, est celui des rapports du Prince et de la Cité en devenir. Du pouvoir souverain et des citoyens sujets toujours plus associés, aspirant et prétendant à participer effectivement à l'ordre mondial, qui ne peut être qu'une réalité solidaire des peuples et des personnes ou ne pas être.

Robert FENAUX

(1) - Associations Tranantionale - publiera prochrnement un compte-rendu de cet important Congres, en particulier de la Commission - FORUM - que présida Cl. Laurent Genty, président du Comte de liason des ONG au Conseil de l'Europa

LE DEBAT D'INTRODUCTION AU FORUM COMMEMORATIF DE L'UAI

WORLD FORUM OF INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

la séance inaugurale

Les six orateurs qui ouvrirent le Forum Mondial, le 23 juin 1980, ont posé, *au delà de leur message commémoratif et avant l'ouverture réelle du débat de fond, objet de ce travail, les questions de base sur le thème proposé (1) :*

Trois sentiments nous inspirent dans ces quelques jours que nous allons consacrer à une recherche en commun sur un des aspects les plus intéressants, les plus passionnants de la vie internationale : sa structure.

(1) Les textes de leurs interventions ont été publies intergralement dans Associations
Internationalee / transnationales 8-9-80,

Essai synoptique par Sabine Speeckaert
Synoptic Essay by

D'abord un sentiment de réalisme, que nous aimerions voir influencer nos délibérations. (...) Puis un sentiment de confiance, dans le fait que la société mondiale a toujours prouvé être en mesure d'élaborer de nouvelles règles de la coexistence et de la collaboration. (...) Et enfin un sentiment de fidélité à notre action.

(...) Nous avons concentré notre attention sur une sorte de nouveau continent du monde : le continent des relations internationales et transnationales. Ce nouveau continent, affranchi des liens territoriaux, a remplace le territoire par la dimension du reseau des relations inter-individuelles.

Un travail important, responsable, difficile nous attend.

Je désire porter témoignage de la volonté de l'UAI d'y faire face.

F.A. CASADIO, Président de L'UAI

Bruxelles, le site du Forum.

Bruxelles - Palais des Congrès, siège du Forum.

La edance pleniere du debat introductif : un aspect de
S.M. la Rot Baudouin lors de la seance Inaugurale du Forum.

Photo Call Agency

Notre capitale est devenue le deuxième centre mondial d'organisations non gouvernementales. (...) Cela est dû à une longue tradition de liberté associative et à une législation singulièrement libérale sur les associations internationales sans but lucratif (,,). que les auteurs citent volontiers en exemple.

P. VAN HALTEREN. Bourgmestre de Bruxelles

Plus de trente années de participation des organisations non gouvernementales à la vie de l'ONU justifie que l'on se penche sur les résultats et le rôle des ONG dans le processus de transformation constante de la vie internationale. *La* Charte des Nations Unies, rédigée au nom des peuples, accentue les aspects sociaux, économiques et humanitaires des relations internationales et accorde en conséquence aux ONG un rôle important en tant que consultants.

E. SUY, Secrétaire général Adjoint de l'Organisation des Nations-Unies

(...) Combien le Forum qui nous réunit vient à son heure; cette recherche d'un nouvel équilibre entre les Nations et leurs aspirations.. Une chose est certaine, c'est que cette recherche n'est plus le fait des Etats, mais que chaque population, chaque individu a sa contribution à apporter. J'espère pour ma part que vous pourrez dégager des conclusions sur le problème délicat de la participation active des ONG à l'action internationale.

Ch. F. NOTHOMB, Ministre des Affaires étrangères

Le monde dans lequel nous vivons n'est pas le monde dans lequel nous souhaiterions vivre. (.) La complexité de la vie moderne, l'évolution technologique, la naissance de la bureaucratie et des technostructures forment une menace permanente pour le contact humain, l'union et la coopération des hommes qui s'efforcent d'atteindre un objectif commun. (..) Enfermés dans notre propre milieu, épuises par notre travail et aspirant continuellement à une nouvelle promotion, nous perdons notre prochain de vue. (..) Le fait associatif est précisément l'antidote, le vaccin contre le mal de la société que je viens de décrire. {..) La tâche est immense et tellement polyvalente et omniprésente qu'elle en devient quelque peu abstraite. Et pourtant nous ne pouvons pas désespérer ni abdiquer face à l'avalanche de problèmes qui nous assaillent. Le dilemme avec lequel nous sommes confrontés s'appelle confrontation ou coopération. (..) C'est un programme immense en même temps qu'un défi formidable.

M. EYSKENS. Minisire de la Coopération au développement

(...) Ce Forum, une belle concordance de lieu et de temps. (..) Mais ce temps, ce n'est pas seulement celui du souvenir, si noble fut-il, ni la leçon d'autrefois. C'est encore et surtout pour notre génération positive et pragmatique, le temps actuel, que nous vivons tous, les humains de civilisations et de cultures différentes et solidaires, avec nos craintes, nos angoisses, nos détresses, nos révoltes. Mais aussi avec nos espérances, malgré le cruel démenti des faits quotidiens, avec le sentiment nouveau de l'interdépendance des êtres et des choses et la prise de conscience d'un impératif de solidarité. C'est ici que la Cité rencontre le Prince. Le prince moderne avec son pouvoir souverain plus ou moins sévère ou tolérant. La Cité avec ses forces sociales et d'opinions qui composent un véritable univers transnational de reseaux associatifs dans un immense déploiement d'activités humaines aux mille actes divers.
Mais cette identité, cette participation, cette communication, ne vont pas de soi. Elles posent des problèmes. Des problèmes de principe et de méthode qui nous regardent.

R. FENAUX, Secrétaire Général de l'UAI

Le débat introductif

Le débat a adopté pour méthode un dialogue de podium entre personnalités de provenances et de tendances diverses, avec participation de la salle par des interventions orales et des questions écrites.
Il était présidé par le Professeur Lalive.

Voici la liste des vingt-et-un orateurs :

Professor Chadwick F. Alger, of the Ohio State University, Past President of the International Studies Association
Mme Ady Camusel, de la Confédération Internationale des Syndicats Libres
Ambassadeur Jean Fernand-Laurent, du Ministère des Affaires Etrangères, à Paris
Mr John Fobes, Chairman of Commission IV and former Deputy General of UNESCO
Professor Johan Galtung, Member of the Executive Committee of the UAI, of the United Nations University
Mme Odette Goncet, Secrétaire générale de la Fédération Internationale pour l'Economie Familiale
Mr Vladimir Kabes, Secrétaire général de l'Alliance Internationale du Tourisme
Mme Aïssata Kane, ancien ministre de Mauritanie, de l'Association Mondiale de Prospective Sociale
Mr Ashok Khosla, Director INFOTERRA. Programme des Nations Unies pour l'Environnement
Dr Marga A.M. Klompe, Présidente de la Conférence Européenne « Justicia et Pax »
Professeur Pierre Lalive, Professeur de Droit privé de l'Université de Genève
Professeur Paul M.G. Levy, Vice-Président du Bureau International de la Paix, Représentant Mr Sean Mc Bride
Chanoine Joseph Moerman, Secrétaire Général du Bureau International de l'Enfance
Professeur François Rigaux, de l'Université de Louvain
Mr Suren Saxena, Vice-president of the Executive Committee of the UA1, Director of the International Cooperative Alliance
Mr Charles-André Schussele, de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge
Mr Bernard Stasi, Vice président de l'Assemblée Nationale Française. Président de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées
Mr Erik Suy. Secrétaire Général-adjoint, Conseiller juridique de l'Organisation des Nations Unies
Mr Albert Tevoedjre, Directeur de l'Institut d'Etudes Sociales du Bureau International du Travail
Mr Armando Uribe, Ancien professeur à l'Université du Chili, professeur associe à l'Univesitè de Paris I-Sorbonne
Melle Nellie Wiener, du Conseil International des Femmes

INTRODUCTION

LE FORUM **: ATMOSPHERE**

Forum : événement, nouveauté :
La raison principale pour laquelle je voudrais prendre la parole, c'est pour dire que, quel que soit ce Forum, c'est un événement, une nouveauté, c'est une rencontre entre ONG et un grand nombre de représentants du monde des Nations-Unies de haute qualité. *c.~A. SCHUSSELE*

Refreshing and stimulating :
It is really exciting for me. a university professor, to be here with so many experts in the practice of international and transnational relations. You give nie a vision of a new world that you are building, and it is refreshing and stimulating to be with you.

Quatre jours pour beaucoup d'espérances :
Ensuite, je crois que cette conférence doit susciter beaucoup d'espérances, mais nous avons quatre jours pour les saisir au vol. Je crois que ce n'est pas une conférence comme les autres. Et je suis persuadé que. même si l'objectif final du Forum est d'arriver à des consensus sur des thèmes comme le fait associatif et la transnationalité, même si nous sommes obligés d'arriver à des compromis, je pense que nous devons saisir ces occasions pour aller plus loin que nous n'avons été dans nos rencontres traditionnelles, où nous étions quand même contraints à certaines restrictions. C. - A. *SCHUSSELE*

Forces nouvelles pour nos difficultés :

Je pense que le Forum auquel nous sommes très heureux, mes amis et moi. de participer, nous donnera peut-être quelques lumières sur tes moyens de surmonter ces difficultés, et aussi des forces nouvelles pour les aborder.

Mr STASI

CONFERENCES EN QUESTIONS

La verbosité des assemblées internationales :
Il n'est donc pas question d'imposer une limite à la liberté d'expression, sinon une limite de temps, mais il s'agit d'éviter les écueils de la dispersion, de la confusion et même, pourquoi ne pas le dire, d'une certaine verbosité qui sévit dans certaines assemblées internationales.

P. LALIVE

Je serai bref... :

Je tâcherai aussi de faire cela dans un temps limité, mais nous savons que ce sont les orateurs qui disent qu'ils seront brefs, qui parlent toujours le plus longuement !

J. MOERMAN

Péril de l'Angélisme :

Il m'est apparu, à cette lecture, qu'un autre péril menaçait un débat de ce genre, un péril que l'on pourrait appeler celui de l'Angelisme, Ou le péril de l'auto-persuasion. En effet, dans une assemblée d'associations internationales, le risque n'est pas mince de se parler entre « convaincus », et de perdre quelque peu conscience des obstacles qui parsèment la voie des associations internationales, de la manière dont les autres nous voient.

P. LALIVE

Réalisme et autocritique :

Il serait ridicule pour moi de suggérer aux associations ici représentées, de rivaliser d'idéalisme et d'imagination dans leurs interventions; mais peut-être n'est-il pas totalement superflu de rappeler à la suite d'ailleurs de certaines communications écrites, l'importance d'une vision réaliste, voire même autocritique, on l'a déjà dit avant moi ce matin, dans l'étude des associations transnationales elles-mêmes, et de leurs rapports avec les Etats et les organisations gouvernementales. *La* crédibilité de nos travaux et la crédibilité de nos recommandations et revendications, l'influence qu'elles sont susceptibles d'avoir, dépendra, dans une large mesure, de ce facteur.

P. LALIVE

Les avocats du diable.. :

Et c'est dans cette perspective qu'il conviendra, dans notre débat introductif d'aujourd'hui comme dans celui des journées qui vont suivre, de ne pas éviter les questions embarrassantes, mais au contraire, de les aborder de front. Il appartiendra aux divers intervenants, et à leur défaut, aux présidents de séance. de savoir jouer parfois le rôle d'avocat du diable, dans l'intérêt d'une réflexion plus fructueuse.

P. LALIVE

Associations and conférences : the « limited energy » :

• So many people are members of from five to ten voluntary associations. There is a limited energy available to every single individual, and it has to be enacted, either in a context of vicinity, the neighborhood the territorial unit, or in a context of affinity; there is a limit to how much one can devote to both of them, at the same time. The gain of one at some point becomes the loss of the other.
That is my first problem, on my list of four : what is the upper limit to the amount of activity we are engaged in ? Might it not be useful to remember that, like all human phenomena, we are exposed to a law of the upper limit, and not crave for the stars, when the effort to get to the stars may be detrimental both, to us, and to the stars ?

J. GALTUNG

Five ? The upper limit ?

1 believe I heard Mr GALTUNG say something about five being about the extent of the limited energy or capacity of an individual to participate in associations. I regard myself as a citizen of a small city of about forty five thousand people, and I try to play a role as a citizen of that city. I consider myself, and this is separate, as a citizen of a university, and try to help to make it more universal. I consider myself as a citizen of a state, (State of North Caroline), and go to the meetings of a state-board on public telecommunications; also as a citizen of a Federal Republic, called the United-States of America; finally as citizen of a community of international civil servants, since I had a one experience in that capacity and maintain valuable contacts with people in that community.
That is already five citizenships to deal with. It happens that I am also an active member of five local voluntary organizations, which I wont trouble you to name. There are opportunities to participate in many more, but I try to limit myself to those five. I added up the international non governmental association, in which I am reasonably active, and that also comes to five (...)
... Professor GALTUNG spoke about the general •< fatigue » with international conferences. Well, commission four, as you know, is going to seek better methods, try to make conferences more lively, see what kind of experimentation would make them more productive.
But it may be there are simply too many, even if we improve the way in which they are operated. If we are to do what Professor GALTUNG says as to reviving local communities, maybe we simply have too many global international conferences. Yet it may simply be that we have the wrong kind of conferences. If we start fresh thinking, beginning with local communities and grass-roots and we think about serving those interests first, before our global affinity interests, then maybe the types of international conferences ought to be changed quite apart from their number. *J. FOBES*

Too many conferences ? Which kind of ?
I would like to add that what has been suggested as an additional aspect of this particular conferences is extremely valuable I mean the fact that we have two parallèle conferences, a traditional one, and an other one - even of a slightly subversive character - which is in writing. And I am sure that more could be added with even more imagination; it is a question of putting imagination to work. However, there still remains for me another serious point, and that has to do with the size. There is no law of five numbers, but I think there is a [aw that if in a meeting you go much about twenty-thirty participants, then some kind of directness is lost. We try to improve by having commissions. But I am not so sure, for very often, when you have five commissions or something like that going on. there is a sort of osmotic process dragging one from one room to another. There is a lack of concentration, which may make the conference useful as a forum, but perhaps not providing people with a very deep experience. People after leave wondering what, if anything, actually went on at all. When John FOBES said that maybe we have too many conferences, I think he is right; and maybe we could add that perhaps we have too many of the more superficial type. And that other types should become much more predominant in the total picture - also attracting people that may be less tired of conferences than FOBES and myself '

J. GALTUNG

The opportunities : far too few. but not widely distributed :
One brief comment, with respect to the question of too many conferences : t do not think there are too many : it is true that there are a lot of tired people in conferences, because a few people go to too many. It is a question of distribution of opportunity. We have far too few conferences, we should have many more, but the opportunity should be more widely distributed; that is the issue. And with respect to guilt for non distribution of opportunity to participate I share the guilt with all of you ; I come every time I can !

C.F. *ALGER*

LE FAIT ASSOCIATIF

LE PHENOMENE EN SOI

Le « boom » associatif:

La vie associative est un phénomène récent. Les Français, contrairement aux Anglo-Saxons, n'ont pas encore le réflexe associatif très développé. Ce n'est que depuis quelques années que nous assistons à ce que nous appelons, avec peut-être un peu d'excès dans le propos, le « boom associatif ».Mais il est vrai que depuis dix ans. il y a eu dans notre pays un développement considérable du phénomène associatif, mais c'est un phénomène nouveau, qui n'est pas encore tout à fait rentré dans les mœurs de nos cités.

B *STASI*

ONG, connais pas :

If est désastreux que dans les Ministères particulièrement concernés, quand on emploie le mot ONG, ou OING, on se demande encore ce que c'est. Il faut que nous utilisions les médias pour faire savoir ce que sont les ONG et quel travail elles font.

O. GONCET

People know very little :

Most of the people of the world are not involved, infortunately, in the great work now being done by international associations, and by the work of U.N. agencies and other international governmental organizations. Unfortunately, most people know very little about the some 300 international governmental organizations, and the some 3,000 international non-governmental associations.

C.F. *ALGER*

Qu'exprimé ce fait associatif?:

La sensibilité des peuples s'exprime assez directement à travers les organisations non gouvernementales.

A. URIBE

Fait associatif originel :

Je voudrais dire tout ceci pour rappeler que le fait associatif a d'abord une valeur culturelle, et, en tant qu'africain, je voudrais souligner l'importance que nous accordons, nous, d'abord à l'association première de l'homme, qui est la famille. Le fait associatif, c'est la définition même de l'homme. Chez nous on dit que l'homme ne nait pas seul, il ne vit pas seul, et il ne saurait mourir seul. Première thèse que je souhaite approfondir... Voilà comment, de l'Est à l'Ouest, du Nord au Sud. nous nous rejoignons pour trouver dans le fait associatif un instrument essentiel de libération solidaire.

A. TEVOEDJRE

Not an objective in itself:

So international life is for the Roman Catholic organizations not an objective in itself.

M. KLOMPE

No associassionism ! :

La première question, N' 8, nous donne un conseil utile à méditer : « *Not too abstract, please. Remember that associations should, in some way, reflect the needs and aspirations of individuals, no associassionism for associassionism sake* ».

question écrite

All this for which results ?:

(...) More and more lead me to ask the question : how does all this, our deliberations here, the activities in our organizations, institutions we work with and the members-institutions of the Union, how does all this affect the lives of the poor, and especially of the very poor ?

A. KHOSLA

Un exemple de réalisme : effacement dès le but atteint :

(...utilité et la raison d'être des associations féminines...). Nous espérons qu'à un moment, nous n'aurons plus notre raison d'être et nous disparaîtrons.

N. WIENER

Associations factices :

On se souviendra que. au Colloque de Genève qui a préparé ce Forum, le Professeur MEHL de l'Université de Strasbourg, disait «*Il y a évidemment trop d'associations internationales, et beaucoup de factices* ». C'est là une preuve de lucidité et de réalisme, qui me paraît un modèle du genre.

P. *LALIVE*

Le Contrat Réel : nécessité d'un instrument précis :
Deuxièmement, j'aimerais beaucoup que sur cette base, nous nous penchions sur le fait que les problèmes qui se posent aujourd'hui au monde, (et on a parlé de la misère, on a parlé de la faim, de la malnutrition, on a parlé des hommes qui meurent également parce que les armes sont distribuées partout, parce que la violence nous assaille, parce que nous sommes également sujets à un mode de travail qui annihile chez nous l'autonomie créatrice), ces problèmes donc, qui sont ceux à la fois des sociétés et des organismes internationaux aujourd'hui, ne peuvent se résoudre que si nous avons à l'esprit un instrument...
... Il est évident qu'il n'y a aucune possibilité de résoudre les problèmes de la faim dans le monde, les problèmes de l'énergie dans le monde, sans que le fait associatif ne prenne une allure de contrat réel.

A. TEVOEDJRE

Dilution dans l'universel ou ségrégation dans le particulier :
C'est Aimé Cèsaire qui disait : «*Il y a deux manières de se perdre, par ségrégation, muré dans le particulier, et par dilution dans l'universel* ». J'appelle ségrégation murée dans le particulier, cette logique de la dispersion que nous avons tous dans les universités européennes, dans les universités occidentales, parce que nous avons oublie que le fait associatif est premier. Nous nous perdons également par dilution dans l'universel, parce qu'il nous arrive trop souvent malheureusement de croire que la solidarité humaine, l'association humaine, la charité humaine, peuvent se résoudre par une notion de principe et des buts précis, nous pourrions arriver à résoudre les problèmes concrets qui se posent à nous.

A. TEVOEDJRE

LES ASSOCIATIONS: ESSENCE, STRUCTURE, QUALITES, DEFAUTS

Associations et démocratie : le respect d'un instrument international applicable a tous :
Permettez-moi de souligner ceci : ce n'est pas par hasard si 70 millions de membres regroupés dans 122 organisations (C.I.S.L.) se retrouvent et se reconnaissent; mais bien parce que cela justifie une option fondamentale liee à un attachement aux principes démocratiques. Ceux-ci ne peuvent qu'être universels dans l'espace et dans le temps s'ils ont effectivement une portée internationale. J'ajouterai que ce qui traduit la solidarité internationale entre ces travailleurs, c'est moins une aide ou un appui contribuant à un effort de développement que le respect de l'application des instruments internationaux pour tous.

A. CAMUSEL

Démocratie associative: contre-pouvoir:
(...) Quand les associations sont apparues comme un contre-pouvoir, quand elles ont été vraiment l'expression de la dêmo-

cratie chère à Rousseau. A ce moment là, les associations sont devenues des partenaires avec lesquels il fallait compter.

O. GONCET

Democratie *à l'UAI : comment ont été sélectionnés les représentants au Forum ?*

Une autre question, N' 14 : « How were *the representatives, here at the Forum, selected as representatives ? Do congresses in fact maintain the most democratic process of all, more than many mad hatters coktails parties ? ».* Voilà une question également provocante. Comme je ne suis le représentant de personne, je demanderai peut-être au Secrétaire Général Robert PENAUX de répondre à cette question.

P. LALIVE

Réponse : les réseaux associatifs :

Nous nous sommes trouvés devant la difficulté d'appréhender les innombrables associations, et avons choisi comme méthode de les grouper en réseaux associatifs. Nous avons ainsi réussi à grouper une quarantaine de réseaux associatifs, et donné une très large information à leurs composantes: pas à toutes les associations forcément, il a fallu faire une sélection d'importance et de diversité de représentation de toutes les tendances, dans la limite de nos ressources. Mais cette sélection a été absolument objective, et nos dossiers ainsi que nos correspondances sont là pour en témoigner. Ceux qui n'ont pas répondu à cet effort d'objectivité ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Je peux d'autant mieux le dire que nous sommes

---

pas d'une représentativité totale impossible, mais d'une expression aussi convenable et diverse que possible du monde associatif.

R. *FENAUX*

Associations : démocratiquement structurées ?

My second question is really more than one. and is addressed to Mrs Klompe. She spoke very briefly about the catholic organizations « *Justice and Peace* », which we found all over the world. I would be interested to hear a little bit more about them, and in particular, when she said there were democratic in their structures and procedures. And I would like to know just what she meant by « democratic ».

I understand also that these » *Justice and Peace »* groups in fact, are gouped on a national basis, that is they are nationally structured, which happend to coincide with national episcopal conferences within the Roman Catholic church. Is that changing, or are there new answers, or are the national identifications losing some of their strength ? Are the movements becoming more global ? That is the second question.

J. FOBES

The Roman - Catholic organizations : *much freer in* a sense *than some associations more democratively built :*

Coming back to the question about democratic structure, I can say that this is not associassionism, this is a new form of structures, not built up democratively, it has been established by bishops'conferences and works under their auspices, they are much freer to a certain extend.

• Democratic », I think for world - organization along the following lines. The local branches make proposals and nominate candidates for the provincial level; this level nominates for the national level.

National branches submit proposals and nominations to the executive board on world level. I think this is democratic. All boards have thus a mandate to act from their members. And when - on a world level -, the board comes to some certain stand (and sometimes it is to compromize), the you know exactly they can speak for all. This is what I ment with « democratic structures ».

I wonder if I have, in the same time, answered to the question about the Episcopal Conference ? Did I ?

M. KLOMPE

Liberté d'association et souveraineté étatique :

Autre question générale : Celle de la liberté d'association, et de la souveraineté étatique. Lorsqu'on lit le programme, on voit dans le sous-titre, les mots - *souverainetés tolérantes à frontières ouvertes aux courants associatifs pluralistes », Il* y a ici trois idées voisines, trois facettes peut-être d'un même principe fondamental : tolérance, ouverture, et pluralisme.

P. *LALIVE*

Souverainetés tolérantes ? Dans notre monde actuel ?

Dans ce cadre politico-juridique du monde actuel, comment peut-on parler alors de ce postulat de « souverainetés tolérantes » à frontières ouvertes, et de courants associatifs « pluralistes »? On peut et l'on doit en parler, mais en même temps prendre conscience des obstacles considérables qui nous séparent de cet idéal.

P. LALIVE

Nationalisme aigu des pays neufs :

Mais beaucoup ne manqueront pas d'opposer à cet idéal un certain nombre de faits qui ont d'ailleurs été évoqués aussi ce matin, (le fait de l'absence de démocratie dans de nombreux pays; plus généralement la souveraineté de l'Etat-nationt. et de noter l'attachement farouche de nombreux Etats à leur souveraineté, parfois prise dans une conception absolue, voire franchement réactionnaire. L'on sait que les Etats nouveaux, (c'est peut-être compréhensible), se distinguent par un attachement particulièrement farouche à une souveraineté acquise de fraîche date.

P. *LALIVE*

Autonomie des ONG, à l'égard des pouvoirs étatiques, intergouvernementaux, économiques, idéologiques :

Et ceci m'amène à un cinquième et dernier point, en ce qui concerne le fait associatif sur lequel vos interventions pourraient se regrouper : c'est la notion d'indépendance ou autonomie des associations. Indépendance ou autonomie qu'il s'agirait de définir, et qui est, comme toujours, une notion quelque peu relative. Indépendance à l'égard de l'Etat, du pouvoir étatique, qu'il s'agisse de l'Etat d'origine ou de l'Etat d'accueil. Indépendance à l'égard des organisations internationales gouvernementales. Indépendance à l'égard du pouvoir ou des pouvoirs économiques enfin, et ceci pourrait être lié à une discussion ou à un échange de vue sur la question, soulevée ce matin, des idéologies.

P. LALIVE

A certain dependence... :

There is one handicap, when we speak about dependence and independence; for some roman catholic organizations, the Vatican claims a « finger in the pie » in the election of the president, and that can create frictions between the organizations and the Vatican, and that, of course, is a certain dependence, which is dangerous.

M. KLOMPE

Dépolitisation de facade :

Dans les pays occidentaux, nous sommes assez convaincus que la liberté associative est totale chez nous. Si étendue que cette liberté soit, nous devons nous interroger sur la reproduction par les ONG de l'idéologie ou des conceptions économiques et politiques dominantes dans tes sociétés nationales où ces associations sont les plus actives. On peut même se demander si certaines organisations ne reproduisent pas les clivages idéologiques ou politiques, en les dissimulant derrière une dépolitisation de façade et. surtout, si elles ne risquent pas de cristalliser le principe de réalité, comme le sont tant les entreprises de caractère économique que les Etats.

F. RIGAUX

Extension géographique « orientée » :

La nécessité d'une extension géographique invoquée par des Etats membres auprès de certaines ONG. n'est que trop souvent soumise à l'orientation que ceux-ci fixent à l'effort demandé à ces ONG.

A. CAMUSEL

Puissants, les gouvernements restent la source d'initiatives importantes :

My second point leads to what has been called the independence of the non governmental organizations towards the governmental power. Our own cooperating movement surpri-

ded on their Independence, on the spirit of self help and mutual help which animated them, on their own decision making and policy formulations; and yet in the third world, and even elsewhere sometime, but more particularly in the developping countries, governments, because of their supreme power and resources, had become the source of large and important initiatives.
And for a variety of reasons, a number or cooperating movements have not been entirely immune to such initiatives by governments. I suppose the fundamental question which arises is : is it valid then to have universal validity ? Can one encapsulate the fundamentals of a movement in his set up principles which are valid in all situations irrespective of time and places ?

S. *SAXENA*

The « seeming weakness » of the organizations : facteurs de lieux et d'environnement :

The socio-economic environment, which existed sometime in history in this part of the world, does not necessarily replicate itself, in the contemporary third world of today. The question is not only theoretical, but has practical implications of considerable importance, because in this fundamental generalizations is involved the loyalty of a large number of organizations, and the seeming weakness in these could have negative centrifugal tendances within the organization itself. The argument pushed to its logical end, could well bring a question : the central motivational forces around which loyalty of members are cemented in this diverse world of ours.

S. *SAXENA*

Critère d'authenticité tie l'ONG : une réelle participation de la base:

En tant qu'organisation syndicale libre qui groupe des hommes, des femmes, des jeunes, tant du monde industrialisé que du monde rural, je voudrais dire combien le caractère authentique d'une organisation syndicale libre se détermine par la participation de sa base. En effet, il ne peut y avoir d'organisations libres si ce ne sont pas les membres qui décident de constituer un syndicat en se référant d'une part aux instruments internationaux de l'Organisation Internationale du Travail et d'autre part, aux principes qui sont les fondements de la Constitution de la C.I.S.L
Il va sans dire que, groupant quelque septante millions de membres par l'affiliation de cent vingt-deux organisations dans nonante pays et par le canal de ces organisations régionales, la C.I.S.L peut prétendre à la représentativité de son extension géographique.

A. CAMUSEL

Grassroots... :

The first problem is, and it is not specific for catholic organizations, how to you reach, with your message, the grassroots ? How do you get the participation of many groups in the population to be active, to have responsibilities and to participate ? The problem of reaching the grassroots.

M. KLOMPE

Grassroots : local capabilities :

And. referring back to earlier speakers, I see the only way to do this is through grassroots participation, in the local chapters of our associations. Two things would be required. First, develop local capability to identify and cope with locally relevant international issues.
Second, create procedures through which local people can play a continual role in the transnational affairs of our associations.

C.F. ALGER

Relations a la base

Et notre conviction, qui est aussi partagée par toutes les associations, est que ce rapprochement entre les peuples ne résulte pas seulement des relations officielles, diplomatiques, entre Etats, entre instances nationales, mais aussi de relations entre les citoyens. Elles ne résultent pas de relations au sommet, mais de relations a la base.

B. *STASI*

Commune : lieu privilégié de participation :
Et nous avons choisi pour y parvenir, la coopération entre les communes, la coopération inter-communale. Et nous l'avons choisie parce que nous considérons que la commune est le lieu privilégié de la participation du citoyen. Il en résulte tout naturellement que ce nous voulons, en développant cette coopération inter-communale, en multipliant les jumelages, ce n'est pas du tout établir des relations entre des instances officielles communales, mais, à travers les communes, entre les citoyens.

B. STASI

Toute la population concernée... :

Nous avons utilise comme moyen pour y parvenir, la création du Comité de Jumelage dans toutes les villes. Les jumelages, pour nous, ne sont pas des accords entre les représentants officiels de la commune, mais entre les Comités de Jumelage. Et dans ceux-ci, doivent être représentés les élus, mais aussi les représentants de toutes les associations, du plus grand nombre possible d'associations et de citoyens de la Cité. C'est par ce biais que le jumelage a toute sa dimension; c'est véritablement toute la population qui se sent, ou devrait se sentir concernée. Cela se traduit par des échanges entre associations sportives, entre associations d'éducation culturelle; cela se traduit aussi et surtout, par une ouverture sur la réalité de l'autre, sur la vérité de l'autre.

B. *STASI*

Importance de la base :

Je voudrais enfin mentionner que le dernier orateur a montré comment, dans une communauté religieuse, l'importance de la base, l'importance de l'appartenance au monde est majeure.

A. TEVOEDJRE

Un exemple de concertation avec la base : les travailleurs :
Ces conventions sont préparées conjointement avec les représentants des gouvernements, mais aussi avec le groupe des travailleurs et celui des employeurs. Cette concertation basée sur le tripartisme permet à la C.I.S.L d'affirmer sa vocation internationale parce qu'elle défend le droit des travailleurs dans tous les pays sur la base des mêmes critères, des mêmes raisons d'agir, que sont notamment le fait associatif et le respect de la liberté syndicale.

A. CAMUSEL

Quand les associations suppléent à l'insuffisance de structures naissantes :

J'ajoute aussi que la formule du Comité de Jumelage permet de supléer les insuffisances des institutions communales, notamment dans les pays en voie de développement, où les institutions, n'ont pas encore la solidité ou les structures suffisantes; et c'est d'ailleurs un moyen de donner une sorte d'armature aux communes dont les structures administratives ne sont pas encore très développées.

B *STASI*

Dépolitisation : par le Jumelage entre Villes
D'autres avantages de la formule associative pour le développement des jumelages, et là je rejoins ce qui a été excellement dit par M. le Ministre EYSKENS, c'est que le Comité de Jumelage permet de dépolitiser les relations entre villes de pays différents. Nous avons pu. de cette façon, créer et développer des jumelages entre villes appartenant à des pays dont les relations diplomatiques étaient inexistantes. Ainsi entre des villes française et des villes de la République Démocratique Allemande, avant même qu'il y ait des relations diplomatiques entre la France et la RDA.

P. STASI

Associations créatives et a l'avant-garde :
Il y a là, et je ne veux pas faire le compte rendu du Séminaire organisé à Dakar au mois de janvier 1980. quelque chose d'urgent à faire. Comme les associations sont toujours à l'avant-garde. soit créent ou incitent les gens à trouver des solutions à leurs problèmes sans oublier le problème des femmes, il parait urgent de mettre en priorité dans notre programme le développement, et de savoir que ce développement tel qu'il est actuellement, est un échec.

A. KANE

Autre qualité de 'a formule associative, la pérennité : à l'abri des élections:

Le Comité de Jumelage permet aussi, et je le dis en passant mais ce n'est pas négligeable, de mettre les jumelages à l'abri des aléas des élections municipales. S'il s'était agi simplement d'établissement de relations entre des institutions municipales, il suffirait d'un changement de l'équipe municipale pour que le jumelage soit remis en question, soit compromis. Alors que par les comités de Jumelage, nous sommes à l'abri de ce genre de péripéties, et cela assure au jumelage une certaine pérennité.

P. *STASI*

Les associations ne sont pas élues pour cinq ans :

« ... non seulement entre les governements qui auront des élections dans cinq ans, mais aussi entre les peuples, qui ont eux, la nécessité de survivre, et par conséquent la nécessité de dégager à partir des problèmes qui leur sont poses, des instruments d'action. Ceux-ci conduiront non plus seulement aux religions, non plus seulement aux grandes philosophies, non plus seulement aux grandes communautés, mais à chacun des hommes ».

A. TEVOEDJRE

Ni pour sept ans... :

Une autre observation : on a, à mon avis, un petit peu trop insisté sur le côté administratif des ONG. Il semblerait qu'elles soient considérées uniquement comme courroies de transmission d'instances à instances, les instances non gouvernementales avec les instances gouvernementales. Mais nous sommes aussi, et surtout, des gens de terrain et le travail que nous faisons, nous le faisons à la base, avec tous les citoyens du monde, et je crois que c'est cela qui fait notre valeur, je crois que c'est cela qui fait que l'information que nous apportons est une information authentique. Nous sommes toujours présentes, nous sommes toujours là, et nous ne sommes pas des représentants élus pour cinq ans. pour sept ans et qui, entre temps, ont oublié ce que pensait la base, je crois que c'est là un des aspects les plus importants de la réalité des ONG.

0. GONCET

Mais les associations ont leurs défauts :

« Président for life » ;

I could choose, if you will another example, the « World Future Society», which is something which exists, calling itself » World Future Society », whereas in reality, it is a very U.S. organization, based in Washington and. somehow tied to a person who seems to be president for life, and seems more or less to own the organization. Is that a world organization ? I say this, as the former president of the World Future Studies Federation, which does change presidents and headquarters, because this was an eternal problem we had.

J. *GALTUNG*

Exécutifs trop vieux :

An other problem : the leaders of organizations or associations are not eager to leave their position. Even if the age should stimulate them to hand over the seat to a younger successor, (and this is a confession, because 1 am nearly sixty-eight, and I should have left a long time ago !).

M. KLOMPE

Executifs trop occidentalisés :

The problem is that the composition of the executive board on world level is often too western; ten or twenty years ago, in general, the board of this world organizations worked in a too western manner, too european minded. This has been improved now.

M. KLOMPE

Trop occidental aussi :

Un quatrième point nous est suggéré dans un certain nombre de questions écrites, et d'une manière ou d'une autre, par les interventions orales de ce matin a propos de la notion même d'association. Le fait associatif est-il oui ou non lié. - trop ètroitement lié ? -. a certaines formes de vie sociale qu'on pourrait appeler « occidentales ». On serait tenté d'en douter, après avoir entendu ce matin Monsieur TEVOEDJRE par exemple.

Encore faut-il peut-être distinguer la question purement géographique du lieu ou de centre d'administration de certaines associations, et la question de savoir si vraiment elles répondent à des formes trop occidentales de vie sociale,

P. LALIVE

Danger d'uniformisation :

H y a le danger d'uniformisation du monde contre lequel toutes les associations internationales doivent lutter. Au nom du progrès, on nous prépare une planète qui sera identique du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Il ne faut pas que le progrès soit un alibi, nous devons sauver la diversité des cultures et des civilisations.

0. GONCET

Ou danger de morcellement ?

Il a été dit aussi que les ONG présentent un danger de morcellement du monde sous l'angle des idéologies, des religions, etc. Je crois être bien placé pour faire un petit commentaire à ce sujet. Mon expérience personnelle, me prouve que cela n'est pas nécessairement le cas.

J. MOERMAN

Possibilité de rupture, d'atomisation

Dans une communication écrite, le Professeur GALTUNG mentionnait la question de la taille comme un des problèmes des associations. Il évoquait ce matin la possibilité de la rupture, de la sécession, de l'atomisation, comme étant un progrès en citant la fameuse phrase : « *Small is beautiful* ». Et voilà de nouveau une idée extrêmement féconde de l'intervention de ce matin. D'autre part, on trouve dans la Revue de l'UAI un passage écrit sous la plume de Monsieur HOBSON, si je me souviens bien, sur « *Size and Effectivities* » - *Value for International Associations* ». Il y a là, sinon une contradiction, du moins deux points de vue différents, sur lesquels il faudrait réfléchir. Toujours dans cet ordre d'idées.

P. *LALIVE*

An « infinite diversity of views » :

At the same time, we have to recognize the historical context of society, the diversity of economic and social conditions, the possibilities, the aspirations and the hopes of our people, of individuals, who represent, in the words of the title of this session, an « *infinite diversity of views* ».

A. KHOSLA

Dans le respect des peuples et des personnes :

L'Alliance International du Tourisme, et le Bureau International du Tourisme Social sont deux exemples puissants de la notion associative. Leurs actions stimulent à la fois la participation et la communication entre les peuples. Les deux éléments du postulat formulé de matin par le Ministre du Développement de la Belgique. En les rapprochant et en ouvrant les portes d'une expérience vécue des autres civilisations à des couches toujours plus larges de la population, ces deux organisations, et d'autres parmi elles dans le même cadre d'activité, contribuent ainsi au progrés social, de même qu'à l'épanouissement d'un monde uni dans le respect pour les nations, et qui plus est, pour les individus qui les composent.

V. *KABES*

Et des différences.. :

Sur cette base, on peut effectivement concevoir une éthique universelle et un renouveau moral et culturel respectueux de toutes les différences.

J. FERNAND-LAURENT

Le respect de la culture des autres: Dialogue n'égale pas échange :

Je voudrais parler très rapidement de la nécessité du dialogue des cultures. Je ne sais pas qui en a parlé le premier. En tous cas à l'heure actuelle, je pense que c'est très bien que dans un Forum, on ne soit pas toujours du même avis; car je crois au dialogue des cultures. Le dialogue des cultures ne veut pas dire échange des cultures. Mais le dialogue des cultures, c'est une meilleure connaissance des cultures des autres, et je crois que c'est un des rôles de nos associations. Parce qu'en connaissant les cultures des autres, on peut connaître mieux leurs

aspirations. En les connaissant bien, on est tenu d'avoir la conscience qu'eux aussi ont des valeurs, et qu'il nous faut les respecter.

A. KANE

Il n'y a pas de Cultures-Modèles :

Et peut-être qu'on arrivera à éliminer cette mentalité que nous avons tous, qu'il y a des cultures-modèles. Il n'y a pas de cultures modèles. Chacun a ses valeurs. Ce qu'il y a, c'est que l'autre, tout en gardant ses modèles, puisse lui aussi reconnaitre ces valeurs.

A. KANE

Respect de l'autre, respect des différences, identité nette :

Si je m'entends sur un objectif avec quelqu'un qui n'est, ni de ma religion ni de mon orientation idéologique, je travaille d'habitude mieux avec lui qu'avec mes co-religionnaires, parce que nous avons déjà un certain mérite à nous être trouvés. Et je croîs que c'est une affaire que nous devons bien nous mettre en tête. Je vous parle de mon expérience. N'ayant jamais caché mon identité dans l'exercice de mes fonctions de Président du Comité ONG/AIE, je ne me suis pas fait d'ennemis, à part peut-être l'un ou l'autre parmi les catholiques ! J'ai de la sorte facilité une attitude d'auto-identification chez l'ensemble des mes partenaires. Toutefois, cela n'a été possible que parce quej'ai toujours eu le souci du respect de l'autre, en ne froissant personne au nom de « l'impérialisme chrétien ». Le résultat a été que le Comité des ONG pour l'Année Internationale de l'Enfant a travaille comme un rêve. Il n'y a jamais eu de débat conflictuel ou idéologique au sein de notre communauté. Et cependant, vous savez que même dans le domaine de l'enfance, il aurait pu y avoir des débats et des » controversial issues », comme on dit poliment.

J. MOERMAN

Se définir, pour respecter l'Autre :

Je voudrais revenir sur ce qu'a dit tout a l'heure le Chanoine MOERMAN, en ce qui concerne la définition des partenaires d'un contrat de solidarité. Il a dit une chose qui m'a frappé : « *je me définis comme je suis, je respecte l'autre* ». Les problèmes sont nombreux dans le monde. Il y a bien sûr des points sur lesquels nous ne pouvons pas nous entendre. Mais ii y a des priorités urgentes sur lesquelles nous pourrions travailler ensemble. Une fois que nous nous sommes définis, une fois que nous avons mis sur la table les confrontations auquelles nous devons nous livrer, il y a encore ce créneau d'actions sur lesquelles nous pouvons nous entendre et sur lesquelles nous pouvons agir. Le contrat de solidarité n'est rien d'autre que cela. Et je suis extrêmement heureux que le Chanoine MOERMAN nous ait aidé à le percevoir.

C'est la raison pour laquelle je souhaite que nous réfléchissions à une opérationnalité de la solidarité, à partir des buts que nous voulons atteindre, des problèmes que nous voulons résoudre; et savoir alors montrer qu'il y a un contrat possible entre partenaires, qu'il n'y a pas de fait associatif sans que les partenaires se retrouvent et se définissent. Mr FENAUX disait dans son discours : *« Que la cite rencontre le Prince »*.

A. TEVOEDJRE

Pas de « soupe d'ambiguïtés », chacun reste soi-même :

Permettez moi de faire une remarque préalable. Nous pouvons faire semblant de penser tous de la même façon, et nous entendre à force de compromis et d'ambiguités. Cela n'ira pas loin. Je ne crois pas que l'unité planétaire se fera dans cette espèce de « soupe d'ambiguités ». Je crois qu'il est bon que chacun ait l'occasion de s'exprimer, de dire qui il est. Cela crée la clarté. A partir de là, on peut s'entendre sur des objectifs qui sont communs avec des gens qui sont aux antipodes de votre idéologie ou de votre religion, et trouver bien plus de choses en commun que de choses qui divisent.

C'est dans ce respect, cette acceptation de l'identité de chacun, qu'on parvient à se souder plus solidement et donc à travailler davantage à l'entente planétaire que lorsqu'on camoufle son identité. Bien entendu, il y aura toujours des divergences, qu'on les manifeste ou qu'on ne les manifeste pas.

J. MOERMAN

L'ambiguïté est ambivalente : l'enchainement des répits :

Il y a inévitablement dans le monde : des frontières, des lignes de démarcation géographiques, politiques, idéologiques. Il n'est pas question de les supprimer. Il faut respecter les personnalités. Mais il faut que ces frontières se croisent. Il faut éviter, comme le disent justement les polémologues, la coïncidence des fronts de conflits.

Troisième remarque, peut-être encore plus provocante, Mrs KLOMPE a posé la question extrêmement grave du dialogue des cultures.

Je crois que les frontières culturelles sont particulièrement nuisibles à une compréhension parfaite. Sans vouloir pour cela prêcher l'obscurité, sans vouloir prétendre être ce que je ne suis pas, et dissimuler ce que je suis, je crois qu'il faut reconnaître que l'expérience de la vie internationale nous montre qu'en dehors des accords dictés, des « Diktat », il n'y a que des traités et des accords ambigus. L'ambiguïté est ambivalente. Dans une certaine mesure, elle facilite les accords et, s'il n'y avait pas certaines ambiguites dans la plupart des institutions internationales et même des organisations non gouvernmentales, on n'en sortirait jamais. Mais l'ambiguité recèle des dangers à terme. Elle ne peut pas éternellement être conservée. Elle permet, non pas de conclure la paix et l'accord, elle permet d'obtenir des répits. Dés lors, l'attention des irènologues comme Johan GALTUNG et des polèmologues comme j'essaie de l'être, doit être attirée sur l'importance de la notion de répit dans les relations internationales, et sur la possibilité, en étudiant les accords qui ont permis d'obtenir un répit, d'obtenir un nouvel accord, éventuellement aussi partiellement ambigu, avant que le premier soit arrivé à terme. En d'autres termes, de créer un accord, - je vais employer une expression qui parait receler une contradiction mais qui dit très bien ce qu'elle veut dire -, un accord aussi permanent, aussi durable que possible, par l'enchainement des répits.

Enfin, dernière remarque : le Président LALIVE a rappelé, et justement, les dangers d'un certain jacobinisme. Je voudrais suggérer que nous soyons délibérément, volontairement, et durablement, girondins.

P. M. G. *LEVY*

Une seule morale : dans le respect de la différence de chacun :

Un groupe de travail s'est constitué récemment en France, qui comprend des pédagogues, des représentants d'associations d'éducation populaire et des syndicats de l'enseignement. Il se propose de rechercher pendant trois ans. avec une phase expérimentale d'une année, comment on peut élaborer un projet éthique sur la base de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dans le langage des adolescents d'aujourd'hui : un projet qui soit transmissible par une pédagogie appropriée, scolaire et extra-scolaire. Nous proposons que plusieurs pays dans plusieurs continents fassent le même travail, pour que celui-ci soit rassemblé dans trois ans pas l'UNESCO. C'est alors, pensons-nous, que les associations internationales non gouvernementales, associations d'enseignants, associations de jeunesse, associations de parents d'élèves et bien d'autres ONG, pourront faire campagne pour ce renouveau éthique qui proposerait une seule morale aux Etats, aux serviteurs de l'Etat et aux citoyens, dans le respect de la différence de chacun.

J. FERNAND-LAURENT

Le patrimoine des ONG : le Droit collectif de s'associer:

Droits de l'Homme et Droits des Peuples sont donc le patrimoine de toutes les ONG, et la violation de ces droits les affecte toutes. Les ONG sont titulaires des droits laissés par la violation des droits de l'homme et des peuples, et spécialement, celui collectif, de s'associer.

A. URIBE

Pour qu'un nouveau droit puisse émerger :

Il y a aussi un rôle pour les organisations non gouvernementales dans la création du droit international, ou au moins dans la création des conditions pour que ce nouveau - droit - puisse émerger. Ce rôle implique une vigilance nécessaire des ONG en ce qui concerne les droits de l'homme et les droits des peuples.

J'ose en conclusion alors proposer aux ONG ici représentées. qu'un accord soit approuvé et des mesures prises pour défendre les droits d'association partout dans le monde, où ils sont violés.

A. URIBE

Un même attachement aux Droits de l'Homme. Un document éthique:

La question N' 25 du papier F4 se terminait par cette question : « *Comment concevoir un renouveau spirituel tenant compte de toutes les données sociales, culturelles et de tradition propres à chaque pays ?* », avec *une question subsidiaire : « Sous quelle forme envisager l'institutionalisation d'un tel renouveau ?* ». Je pense qu'une première réponse a été donnée par la réunion des neuf principales familles religieuses convoquées par l'UNESCO à Bangkok au mois de décembre dernier. Ces neuf familles religieuses ont constaté que ce qui les unissait le plus, c'était leur même attachement aux droits de l'homme, non pas considéré comme un document juridique, mais comme le fondement moral proposé pour nos comportements, autrement dit comme un document éthique.

J. FERNAND-LAURENT

LA TRANSNATIONALE

TRANSNATIONAL ET MULTINATIONAL

Foi en l'espace transnational, l'espace « délocalisé » :

Qu'il me soit permis de soulignera quel point je crois a la transnaïonalitè, c'est à dire à l'existence d'un espace déterminé soustrait au contrôle immédiat des Etats.

F. RIGAUX

Phénomène de la frontière :

C'est le phénomène de la frontière, donc l'Etat, qui définit négativement les organisations et associations internationales et transnationales.

F. RIGAUX

Deux catégories de phénomènes associatifs transnationaux :

A côté des activités formellement étatiques qui, sur le terrain de la coopération, prennent la forme d'organisations inter-gouvernementales, nous reconnaissons deux catégories principales de phénomènes associatifs transnationaux : d'une part les entreprises économiques, aujourd'hui qualifiées de transnationales et de l'autre les associations qui par dessus les frontières, fournissent des fins non lucratives. Seule cette deuxième catégorie de « transnationales » est représentée ici. Les deux variétés de sociétés ou d'associations transnationales ont en commun leur indépendance a l'égard des Etats, mais elles se séparent par le caractère économique des premières, non lucratif des secondes.

F. *RIGAUX*

Les associations transnationales sans but de lucre : est-ce une distinction possible ? :

Les associations transnationales sans but de lucre sont-eltes toujours aussi faciles à séparer des entreprises économiques et, dans certains domaines, n'existe-t-il pas des liens étroits, sans doute de dépendance, du plus faible à l'égard du plus fort ? Je pense spécialement aux milieux artistiques, culturels, scientifiques, sportifs, à la commercialisation de l'art, du cinéma, du sport, à l'étatisation de la culture ou de la science a des fins économiques et industrielles. Il faudrait s'interroger sur le rôle économique de certaines activités qui se présentent comme désintéressées. F. RIGAUX

Profit-non profit ? une question a Mr RIGAUX :

My first question was to be posed to Professor RIGAUX. Since he is not here, I will put it on the record : I hope that, sometime, he, or someone could elaborate on his interesting remark about the difficulty of distinghuising between profit and non profit associations.

J. FOBES

Lucratif-non lucratif: la réponse du Prés: LALIVE:

Maintenant, en l'absence de mon collègue Français RIGAUX, je suis dans la situation paradoxale de devoir répondre a la question de Mr FOBES, alors que je suis d'un avis très différent de celui du Professeur RIGAUX. Mais comme il le sait et qu'il ne m'en voudra pas. je dirais que j'ai critiqué la manière dont il a contesté la distinction « lucratif-non lucratif ». Il a contesté cette distinction pour deux motifs, dont, a mon avis, aucun n'est véritablement convaincant. Le premier motif est que les associations transnationales ne devraient pas s'appeler transnationales, parce que le mot « transnational » serait réservé, dans la nouvelle terminologie des Nations-Unies, aux «transnational corporations «.

Les Nations-Unies, ne sont pas propriétaires de l'adjectif national..: et deuxièmement, si l'ONU a adopté l'adjectif « transnational » pour les entreprises, avec certaines raisons, ceci n'a strictement rien a voir avec l'aspect « profit or non-profit making ». S'il y a un mot qui essaie d'évoquer l'idée de « non-profit making « ou « profit making », c'est le mot » corporations ». « associations ». Ce n'est pas le mot « transnational ». Deuxième point plus important peut-être : le deuxième motif de mon collègue RIGAUX est que la distinction entre ce qui est à but lucratif et ce qui est à but non lucratif est, dit-il, malaisée. Bien sûr qu'elle est malaisée ! Mais s'il fallait renoncer a des distinctions parce qu'elles sont malaisées, on pourrait aussi bien renoncer à distinguer ce qui est international de ce qui est national. Je note simplement, sur l'observation du droit comparé, que la plupart des systèmes juridiques que nous connaissons utilisent cette distinction entre « profit or non-profit making ». toute en sachant très bien qu'il y a un certain nombre de cas marginaux.

Il y a des organisations qui font du profit tout en se prétendant « non-profit making », et d'autre part, il y a des associations « non-profit making », qui, tout de même, utilisent la vente de leurs publications pour se procurer les ressources qui sont nécessaires à leur action. Il suffit d'utiliser la distinction entre le but et le moyen.

La distinction est peut-être malaisée, mais elle existe, elle est possible, elle est faite dans de nombreux systèmes juridiques

sur le plan international.

Où Monsieur RIGAUX a tout-à-fart raison, c'est de nous rendre attentifs au fait que. derrière l'affichage d'une pureté économique, d'une absence de motifs économiques, il peut y avoir dans un certain nombre de cas, des motifs qui sont peut-être moins désintéressés sur le plan économique.

P. LALIVE

« First Class dilemma » : profit-non profit:

When economic times become harder, and the recession runs deep and sustained, the work of the organizations tends to be jugded largerly in economic categories, and here, we have a first class dilemma which conceptually we must resolve, if a number of non profit international organizations are not to go under. I know that our own *Union of International Associations* is also very seized of this problem.

S. *SAXENA*

Render services, but be able to SELL it ! :

I speak from a feeling that the so-called TNC's, profit making organizations, ought to become more like us, the so-called non profit associations, and maybe some of us, the non profit voluntary associations, should become more like TNC's. It seems to me that we ought to justify ourselves often in term of services which we render, and to be able to « sell » those services. The two groups might well benefit from a little exchange, and therefore, I do not mind at all if there is difficulty in defining the two, profit and not profit.

J. FOBES

TRANSNATIONAL : THE GLOBAL PROCESS, THE NEW WORLD SYSTEM

Processus transnational en marche :

We are celebrating today the 70th anniversary of the *Union of International Associations,* and I think the process that has taken places is well illustrated on the board : from *international to transnational,* both at the same time, but moving towards the transnational.

J. GALTUNG

In the interest of the Nation-State System ? an international association of terrorists, listed in the Yearbook ?

There are new phenomena coming up, that could be called transnational phenomena, and they are quite different from what we usually associate with international associations. Imagine an international gang of terrorists, entering this room, kidnapping us - which would contribute greatly to our prestige in the world - and it is a sad token of our insignificance that nobody thinks us worthy of being kidnapped. No doubt this would have been a doubly transnational phenomenon, and such things are today revolving at a tremendous speed. It would, of course, be useful to have an international association of terrorists, listed in the Yearbook, next to the International Association of Diplomats, seating them next to eachother with consultative status to the Security Council, and letting them work out games whereby they could simulate it rather than doing it. Also perhaps, working out in an orderly manner rates of exchange, one diplomat equals five secretaries, equal ten terrorists, but then depending on which nation they come from. But if the terrorists agreed to this, they would no longer be terrorists, for in terror, there is always the unexpected. The reason why I say this, is a particular one : one should not be blind to the circumstance that it is in the interest of the Nation-State system, to discipline us into orderly, well recognizable and recognized international associations, with Secretary Generals who can be held responsible, and have us as consultative members where we can be listed and called to attention, and not have us too fluid, not have us as networks that, like certain astronomical bodies, suddenly contract, suddenly expand, then disappear with a bang or a whimper, being accountable to nobody.

J. GALTUNG

Institutionalization of transnationalism : too far

So let us be sensitive to these new phenomena, because they tell us something : they may tell us that the institutionalization of the international association in a sense, has gone too far.

J. GALTUNG

People confused, perplex, suspicious of large organizations :

So there is a large gap between the world of people assembled here and most people in the world. I believe the gap is growing. We here are building, more and more international regional and global institutions. But most people are confused, perplexed and increasingly suspicious of large organizations. They are demanding decentralization. It often goes by the name of self-reliance, or autonomy. This is an aspiration that is as strong, I believe, in the industrialized world, as it is in the Third World.

C.F. *ALGER*

Organizations : limit in size and number :

There is a limit to how many big transnational organizations we can have, there is a limit to the size they should have, and this shows up in processes of splitting and dividing a secession.

J. GALTUNG

Scenario for an inimaginable future ! When the Nation-State System will be absorbed by a Transnational Association's System :

I have no difficulties imagining seventy years hence, a little tiny association of prime ministers, sitting in a corner somewhere, and asking wether the transnational associations could be more kind to them, recognizing their countries, and providing them with some funds to run their secretariats.

J. GALTUNG

Transmunicipalization, too far:

In other words, something is happening, and that « something » we have a model of. In the Nation-State, we know that very few nations-states can be analyzed as a collection of municipalities only. Switzerland can to some extent be seen as a collection of cantons, but in general, the problem of the nation-state today is indicative of what may be our problem tomorrow. Namely, that « transmunicipalization » may have gone too far.

J. GALTUNG

Strive for a balance :

Should we not strive for a balance between the territorial and the non-territorial? J. *GALTUNG*

Bridges to be built:

I would like to talk about some contradictions that I see in this activity, however, and about some bridges that need to be built.

C.F. *ALGER*

Global processes, versus Individual People :

The contradiction of which I speak is the fact that, although all these people are impacted by global processes in their dally life, they are not cognizant of this, and they understand very little about these global processes. But they are impacted as consumers, as global processes affect prices, what they buy, and even affect what they want. And they are affected as workers, as global processes determine whether they work, where they work, and what kind of work they do. But few perceive, and even fewer understand. They are affected, but they cannot cope. *C.F. ALGER*

The so-called Nation-State System : people cut off from the world :

Why?

I see two fundamental reasons. First, professors of international relations, including myself, are to blame. The way we have traditionally studied and taught about the world has cut people off from the world. We teach about the world as a so-called nation-state system.

Our teaching focuses on the activities of distant elites that are far from the people. The international education we offer forges no links to the everyday lives of people. For this reason, international education must be fundamentally revolutionized.

CF. *ALGER*

Foreign Policy handled by a small elite :

Second, we have traditionally taught people not to participate in international affairs. This has been a tradition in all the countries of the world, whether big. small, rich. poor, democratic or authoritarian. Foreign policy has traditionally been handled by a small elite, who are presumed to have esoteric knowlegde about what is good for the people. They alone, it is assumed, know what is in the national interest, of course, they usually

espouse what is in the interest of the controlling elite.

C.F. *ALGER*

The best of two worlds : of being big. of being small :

All these experiences and explorations lead me to feel that there is a need, as perhaps never before, for developping new institutional framework; this will, as many of my collègues have already mentionned in the last minutes, certainly be characterized by being: one, networks, and two, transnational in cha-

racter.

The network combines the best of two worlds : the power, the resources, the economies of scale of being big. and the responsivness and flexibility of the small local unit. Transnationality reflets a communality of groupings which allows different countries and peoples, and groups in different countries, to cooperate in unexplored ways and with unexplored possibilities.

A. KHOSLA

The Local and the Global :

We. in this room, I believe, have a special responsibility to build bridges to the people of the world. We must face equally in two direction : We must face toward people in the peripheral cities, the small towns and the villages of the world, as well as face

towards the great centers from which the world is increasingly directed, centers such as Brussels. We generally have not done this. We must build bridges between the local and the global that support local participation in global affairs.

C.F. ALGER

A new and better international economic order :
I think that the whole question of transnationality and the value of transnational association really ought to be looked at, in the context of the impact it has on the establishment of a new and better international economic order, exactly in the same way as the impact of national NGO's work ought to be looked at in terms of changed impact it has on national economic orders. Associations of this type have to be adaptive, flexible, so they transcend the specific paradigms of any specific culture, and therefore, promote the interaction, the interchange of ideas, the knowledge, the flow of information which would make for this kind of interchange, in the international economic order.

A. KHOSLA

World's System : some kind of decline :
You should remember, and that is my fourth point, that we are the out come of an historical process, of an enormous center-periphery formation: brought about by Columbus and Vasco de Gama travelling much too far. and were discovered, by people in other places, and for that reason, our associations are modelled according to what Wallenstein calls the new world system. But that world system is now challenged by the new international economical order, and it is challenged effectively, for which reason many of the old centers are now, if not exactly going down the drain, suffering some kind of decline.

J. GALTUNG

The New International Tragedy :
The great global issues of today, the new international developments tragedy, the new international economic order, transnational cooperation, all this measures the significance of the fact that we will all be living in a dream world, if we did not seriously consider the position of the third world in the world order of tomorrow.

S. *SAXENA*

/GO'S *and INGO's on space-ship : zooming off into space :*
A further contradiction is that these efforts by local people to control their own affairs tends to completely overlook so-called « foreign » affairs. So we have a situation in which cosmopolitan elites like us, in international, governmental (IGOs) and non-governmental (INGOs) organizations are zooming off into space on space-ship earth, further and further from most of the people of the world. So my appeal to you is to bring people aboard this space-ship. I think it is a special task for voluntary associations with transnational interests.

C.F. ALGER

The « Westemalized » internationalization : Headquarters, always in Rome :
Other problem : - patterns of democratization, in our associations. Very quickly said : the deep necessity of couteracting the western bias towards individualism, and the western bias towards center-periphery formations. Thus, I am not sure that problems of Catholic organizations can be solved within a church that has its headquarter in Rome, that any organization which depends on a first, second, third or fourth Rome, that any type of pattern that depends on such headquarters as a part of the cosmology, can ever be devoid of the western bias. Rotating Popes AND rotating Romes would be a true asset to transnationalization. but not so easily brought about within western organizational thinking. Buddhism is better in that regard, as there is no Pope, no hierarchy to speak of, no headquarter. For that reason, Buddhism is already a much more truly transnational phenomenon.
But rotation is nonetheless important, and so may be decoupling and recoupling; initiated chapters that feel abused, feel invaded by the center, they would be wise to secede from the organizations. Secession is no tragedy, it is a way of learning for the center and may lead later on to recoupling as both parties mature.

J.GALTUNG

Le monolithisme catholique ? obstacle à une transnationalisation ?
Mon ami Johan GALTUNG craint que le monolithisme catholique ne facilite pas les relations internationales. Bien que je ne porte pas de col romain, je n'ai jamais caché mes opinions, et je crois que la question a été mal posée par lui. Dans la mesure où l'Eglise romaine n'identifie pas ses frontières a des frontières nationales, dans la mesure ou elle s'identifie de moins en moins à des frontières idéologiques, je crois que non seulement, elle ne nuit pas l'établissement de relations transnationales, mais qu'elle l'aide. Le danger, comme je viens de le dire, c'est la superposition, la coïncidence des fronts de conflits.

P. M. G. Levy

The Roman Catholic Organizations : transnational in character:
All these associations have a few characteristics in common : first of all. they are the fruit of free initiatives of Christians and have a democratic structure; we shall discuss this topic later on. Secondly, universality of their vocation, and this originates from the universality of the Christian message, and the planteraisation of our modern world. So the roman catholic non governmental organizations are open to transnational activities.
They are not bound to a variety of national standpoints, that means, not international in character, but transnational.

M. KLOMPE

Headquarters : *Anywhere in the world ? :*
Mr President, while I have the floor, will you permit me just to say a couple of words in connection with what Professor LEVY said, in connection with the Vatican. There is something here which I think is important. If one has an entity which pretends to be transnational, I would say it is not a bad test to ask yourself : could the headquarters be anywhere in the world ? In other words, is it really universal, catholic, in the sense that the headquarters could be anywhere ? 1 doubt it.

J. GALTUNG

On a deep cosmological level : is Christianity a sect for the Western World?:
Personally, I am in no doubt that Christianity will be up against a very severe problem and that applies not only to Catholicism. The problem, Mr President, can be put very simply in the following way: if one wants to retain the character as a universal religion, then Christianity has to universalize much. But if one wants to retain a certain western controi which is not only a question of where the headquarter is located, but also a question of basic concepts at the deep cosmological level, then my prediction would be that Christianity, within one hundred years will become a sect for the Western world.

J. GALTUNG

The Universal versus the International : Professor KÜNG'S versus Professor WOJTYLA :
In other words, that it will retract, perhaps similar to what happend to Judaism. I can also imagine a split between two types of Christianity : one that becomes more similar to some type of Budhism, - and to my mind, in the last pages of Professor Hans KÜNG'S Christ sein, you can already see the beginning of theological manouvering in that direction -, and an other one, which is more traditional, Western, headed by another Professor, Professor WOJTYLA, the present Pope. The giant struggle of Professor Küng versus Professor Wojtyla, is an extremely important, if you will, example of precisely the transnational versus the classical international, - the universal with clear address and that which has an only much too clear address -

J. GALTUNG

A l'Ouest, pas nécessairement l'élément directeur:
Je ne résiste tout de même pas à l'envie de revenir sur la question des «headquarters », qui est une question importante. Le lieu géographique dans l'Ouest ou ailleurs n'implique pas nécessairement que la composition des comités directeurs sort du pays.
Deuxièmement, cette question est liée au statut juridique des associations internationales, aux facilités juridiques de la

législation locale, en ce qui concerne la reconnaissance des associations, et. disons le, aux facilités fiscales accordées par tel ou tel pays.

L. *LALIVE*

Pas d'Islam sans la Mecque, mais le BIT à Nairobi :
Mais permettez-moi. Monsieur le Président, une petite incursion pour taquiner mon ami de droite. (Mr GALTUNG) en ce qui concerne les « Head-quarters ». Je crois que, dans ce domaine, on ne peut pas faire d'amalgame. Je ne peux pas concevoir, comme Madame Kane le disait tout-à-l'heure en partant de l'Islam, certaines religions sans des lieux qui rappellent précisément les fondements de ces religions. l'Islam et ses pratiques sans la Mecque. Mais je peux fort bien par contre concevoir que les *Nations-Unies* n'aient pas leur siège à New-York. Que le BIT soit installé à Nairobi, que l'OMS soit ailleurs. Mais dans les domaines qui ont d'autres sources de fondement, on est obligé d'avoir d'autres critères de jugement en ce qui concerne la fixation des lieux, je ne dis pas des sièges, mais des lieux qui rappellent les fondements d'existence de ces pensée ou de ces cultures, ou en tous cas de ces structures qui permettent aux gens de se retrouver.

A. TEVOEDJRE

How good we are at adapting ?:
It may well be that we, in Western Europe and the Nord Atlantic area, in general are approaching a higher level of social organization, of smaller relatively similar systems where non-one really dominates the other, and with a weak superstructure. I am thinking of the medieval system, also woven together by transnationalities. The question is how good we are at adapting to such changes !

J. GALTUNG

The missing link : between people and institutions :
So I believe you can help forge the missing link in the emerging world; forge this link between the people of the world and the emerging networks of international institutions. Thereby, I believe, we can make a world that fulfills the fundamental democratic impulse of voluntary associations. I see no other way for humankind to cope with the great global issues that now confront us.
Thank you.

C.F. ALGER

LES ONG ET LES OIG.

OWG. *les « experts » des OIG; je ne suis pas pessimiste, dit Monsieur SUY:*
Je vous demanderais de considérer ma contribution comme celle de quelqu'un qui a une certaine expérience des organisations internationales, et qui a vu de tres près certaines activités d'organisations non gouvernementales au sein de l'Organisation.
Je voudrais vous rappeler que les relations internationales de nos jours sont devenues de plus en plus complexes. Nos Ministres des Affaires Etrangères, nos Chancelleries, nos diplomates, ne sont certainement plus en mesure de comprendre tout et de décider, pour eux mêmes ou pour leur pays, ce qui est le plus intéressant ou le plus important.
Il faut, de plus en plus, avoir recours *à* des experts. Des experts que l'on retrouve, soit dans les universités, surtout dans certaines organisations non gouvernementales. Et, pour ma part, je ne suis pas pessimiste quant à l'avenir de la contribution des ONG aux travaux de l'Organisation internationale, ou à l'élaboration d'un nouveau système internationale. Il faut, je crois, réfléchir aux différentes formes possibles de coopération sur le plan international.

E.SUY

Moments de gloire.. :
Beaucoup d'ONG ont reçu un statut auprès du Conseil Economique et Social de l'Organisation, et pensent par conséquent que leur moment de gloire est arrivé, en participant, en parlant devant le Conseil Economique et Social. Je crois que c'est une' erreur fondamentale. Ce n'est pas ainsi qu'une ONG se fera valoir et pourra, le plus efficacement, partager et faire partager ses idées.

E. SUY

Question de contacts :
Mr SUY a souligné que certains pensent que l'heure de gloire est arrivée parce qu'ils peuvent prendre la parole à l'ECOSOC ou à une assemblée deliberative du système des Nations-Unies. C'est bien vrai qu'il ne faut pas exagérer l'importance de ces événements. L'action vraiment efficace se fait dans le contact qu'on a avec l'administration, entre gens qualifiés des ONG et du service compétent des Nations-Unies. Une des choses essentielles est de savoir à qui s'adresser dans cette structure qui est parfois labyrinthique. Il faut trouver le fonctionnaire compétent, celui qui, dans le domaine concerné, est à l'origine des décisions et des politiques du système.

J. MOERMAN

Obstacles à cette collaboration : ONG nationalistes. Liées aux intérêts économiques, idéologiques, ONG trop « Western ». Manque de confiance en elles mêmes. Problème de la sélection des ONG représentatives :
Il y a évidemment certains obstacles : des obstacles qui. d'une part sont la faute des Etats, parce que nous parlons de l'international et du transnational, mais n'oublions pas que le nationalisme est plus vivant que jamais, il y a là un certain obstacle. Il y a aussi des raisons qui doivent être trouvées auprès des organisations non gouvernementales elles-mêmes, Mr RIGAUX a rappelé tout à l'heure que certaines ONG sont trop liées aux intérêts économiques. Il y en a d'autres, et non pas seulement en Occident, qui sont trop idéologiques, qui sont trop liées à leurs Etats. Il est vrai que la plupart des organisations non gouvernementales ont leur siège en Occident, que ce soit en Europe ou aux Etats-Unis et que, par conséquent, on peut se demander si ces organisations représentent suffisamment le point de vue de la communauté toute entière. En outre on a souvent l'impression que les ONG ne croient plus assez à leurs possibilités, et pourtant ces possibilités existent; je donnerai tout à l'heure quelques exemples. Peut-être est ce parce qu'elles ne connaissent pas suffisamment la technique pour influencer et sensibiliser les Etats.

E.SUY

Oui peut influencer la politique internationale ? :
Je vois encore d'autres obstacles à l'action d'organisations non gouvernementales, il ne faut pas croire que la plupart des ONG ont une vocation à participer aux relations internationales proprement dites, elles croient toutes être en mesure d'influen-

donné qu'à quelques organisations très rares.

E.SUY

Liberté de parole ? Oui, judicieusement :
Et là se pose la question : est-ce que ces organisations le font avec un sens suffisamment élevé de responsabilité ? Il y a quelque vingt ans. s'est posé aux Nations-Unies le problème de la participation des ONG aux travaux de l'ECOSOC- On a posé notamment la question : « Est-ce que les représentants des organisations non gouvernementales peuvent, dans leurs interventions, critiquer les gouvernements des Etats membres de l'Organisation ? ». Et on est arrive à la conclusion en 1952, qu'effectivement, les ONG peuvent faire les déclarations qui leur plaisent, même en critiquant les gouvernements. Mais nous espérons tous à l'Organisation, qu'en utilisant judicieusement de cette liberté de parole, les organisations non gouvernementales seront plus à même d'influencer la conduite des Etats.

E. *SUY*

« Comment s'y prendre » ?
L'exemple le plus frappant est l'activité de certaines organisations non gouvernementales dans le domaine des droits de

l'homme. Domaine extrêmement important pour les ONG. Il y en a certainement qui réussissent très bien. D'autres, s'en occupant également, n'y réussissent pas aussi bien. Ce n'est pas une question d'autorité, à mon avis, c'est une question de technique : « Comment s'y prendre » ? Alors il faut réfléchir à d'autres et nouvelles formes de coopération entre les ONG et l'Organisation Internationale.

E.SUY

Travail patient de sensibilisation :

Si vous voulez un exemple très pratique, l'ONU a proclamé l'année 1979 « l'Année Internationale de l'Enfance », et l'année prochaine, ce sera - l'Année Internationale des Handicapés ». Or l'Année Internationale de l'Enfance est née d'initiatives d'ONG, mais ce n'est pas à travers une action directe auprès des organisations internationales. C'est après un travail très patient tendant à sensibiliser les Etats individuellement que l'on a pu obtenir ce résultat, et peut-être que le père de cette manifestation, qui est dans la salle, le Chanoine MOERMAN, va nous donner quelques détails sur certains modes d'opération efficaces d'une organisation non gouvernementale.

E. SUY

Comment l'Année Internationale de l'Enfant a réussi ?

Mr SUY disait : le Chanoine MOERMAN pourra peut-être dire comment il est parvenu à réussir. Il y a une première chose : l'idée de l'Année Internationale de l'Enfant est née de mes soucis professionnels quotidiens, dans la prolongation de mes travaux quotidiens, comme Secrétaire Général du *Bureau International Catholique de /'Enfance,* et je me suis rendu compte qu'il y avait, sur le plan international, une certaine fatigue que je résumerais de la façon suivante : on travaille pour le Tiers-Monde, mais cela n'avance pas.

C'est à partir d'un souci professionnel, en étant profondément motivé, en se faisant progressivement des alliés, en utilisant les canaux officiels et en ne négligeant pas les contacts avec les fonctionnaires vraiment responsables. que nous en sommes arrivés à avoir une Année Internationale de l'Enfant, pour laquelle les Nations-Unies ont tout normalement, désigné *l'UNICEF* comme « lead-agency ». L'UNICEF a convoqué un Groupe Consultatif l'AIE, réunissant 22 entités des Nations-Unies. A côté de cela, l'*UNICEF a* demandé qu'on donne un statut à ce Comité des ONG qui fonctionnait officieusement depuis 1975.

Le Comité ONG/AIE a été créé officiellement en juin 1977. au siège des Nations-Unies. Notre dernière Session Plènière s'est tenue, il y a trois semaines, également aux Nations-Unies. Je me plais à signaler un autre fait, qui illustre l'étroite collaboration qui s'était établie entre notre Comité et les Nations-Unies : le secrétariat de notre Comité à New-York était situé au sein de l'ensemble des bureaux du Secrétariat des Nations-Unies pour l'Année Internationale de l'Enfant, cela grâce à la compréhension de l'U*NICEF.*

A partir de ceta. qu'avons nous fait pour réussir et aboutir à ce à quoi Mr SUY a fait allusion ? J'en ai d'abord parlé à mon propre Conseil. Nous avons ensuite assez vite pu créer un petit groupe d'OING motivées, et empiriquement, nous avons étendu nos contacts.

Il y a eu une première lettre à Mr WALDHEIM. En y répondant, il nous a donné un encouragement qui a été unique. J'aimerais beaucoup que Mr SUY lui dise cela à l'occasion. A partir de là, il y a eu le processus habituel : Comité des ONG auprès de *l'UNICEF,* contacts avec ses fonctionnaires, qui sont tous devenus des amis, je suis sûr que Mr SHIELDS ne me contredira pas. De l'*UNICEF,* nous sommes passé à *ECOSOC.* De là, a l'Assemblée Générale, et le 21 décembre 1976. il y a eu la proclamation annonçant que 1979 serait l'Année Internationale de l'Enfant.

J. MOERMAN

Résultats de l'Année de l'Enfant:

Le résultat de cette Année a surtout été une grande conscienttsation des masses du fait qu'il y a des problèmes qui touchent les enfants. Beaucoup d'ONG qui croyaient n'avoir rien a voir avec les enfants, ont découvert que leurs activités n'y étaient pas étrangères. Il y a eu un grand rapprochement entre les ONG et le monde des Nations-Unies, en particulier bien entendu le monde de l'*UNICEF.* Des milliers d'initiatives ont été prises, et on a valorisé les efforts au niveau local. Notre souci actuel est d'obtenir que le mouvement se poursuive, en particulier au niveau local, afin que d'une façon générale, le dynamisme qui a été créé ne s'éteigne pas.

J. MOEFtMAN

Année de l'Entant: résultats concrets ?

On oublie que le problème de l'enfant est un problème à la fois éthique, économique et politique, un des nombreux problèmes du nouvel ordre mondial, et que là, les ONG ont peut-être quelque chose à faire de façon à ce que la situation des enfants change. Je ne crois malheureusement pas que cela ait été gagné l'année dernière, puisqu'aucune convention internationale n'a été proposée, et à plus forte raison, votée.

0. GONCET

Pour que ça marche.. :

Il y a d'autres moyens de coopération. Je voudrais, à partir de ma propre expérience, conseiller aux organisations non goûtantes, au Secrétariat ou au Secrétaire général d'une organisation. Ecrivez plutôt aux Etats membres qui sont représentés dans cette organisation. C'est là, je crois, un travail qui est directement les Etats plutôt que les organisations intergouvernementales.

Enfin, en matière de forme de coopération, tout dépend de la nature de l'organisation internationale. Si elle est avant tout politique comme *l'ONU,* c'est très difficile; si elle est technique comme *l'Organisation Mondiale du Tourisme* ou l'OMS, ce sera beaucoup plus facile d'approcher ou de faire connaître vos points de vues. Cela dépend aussi du statut de l'organisation, de sa charte, de son règlement intérieur. Il y a là, je crois, un effort à faire pour peut-être réviser dans certaines organisations, les techniques de coopération entre l'organisation et les ONG.

E. *SUY*

Le crédit des ONG : c 'est la conscience des limites de leurs compétences :

Il est bien vrai, en rapport avec les observations qui ont été faites, que les ONG jouissent du crédit qu'elles désirent avoir blés de limiter leurs objectifs à leur réelle compétence, et quand elles ne prétendent pas s'occuper de toutes sortes de choses marginales. C'est pour cela d'ailleurs qu'en contrepartie, j'ai souvent dit à des fonctionnaires des Nations-Unies:, nous recevons trop de documents qui ont trait à des sujets dans lesquels nous ne sommes pas compétents. Si nous ne répondons pas parce que nous ne nous estimons pas capables, nous sommes « fichés « parmi ceux qui ne coopèrent pas. Mais que voulez-vous que nous répondions dans des domaines qui ne sont pas les nôtres ? Il y a là, de la part des Nations-Unies, un reproche qui n'est pas entièrement fondé. Nous ne devons pas hésiter à faire comprendre quelles sont les limites de nos compétences. Et c'est en le faisant que l'on aura un certain crédit et une certaine autorité.

J. MOERMAN

LES ONG ET LES PROBLEMES MONDIAUX

TIERS-MONDE

Basic needs versus *many higher level needs :*

Problems of the third world are quite different from many of those that we know in the first and second worlds. Primarly, though of course not solely, they relate to the eradication of poverty, to alleviation of hunger, to the increase of employment Accelerated development versus perhaps a slowing down of

economic growth. Basic needs versus many higher-level needs. There are also, of course, factors related to participation, self-reliance and other social and political needs which are of interest to both.

A. KHOSLA

Monde de la misère, monde de l'opulence :
Tout d'abord, je souhaite rappeler les discours d'ouverture que nous venons d'entendre, dont quelques uns n'ont pas manqué d'avoir sur nous quelqu'impression. Je voudrais rappeler le discours du Ministre Eyskens, qui a tenu a souligner l'importance pour notre réflexion des thèmes qui sont ceux du tiers-monde aujourd'hui, problèmes qui sont également ceux de l'ensemble de la communauté internationale, et qui soulignent. d'un côté le monde de la misère, et de l'autre, celui de l'opulence.

A. TEVOEDJRE

Tiers-Monde, vers une réelle autonomie, parles fruits de la science et de la technologie moderne :
Thirdly, I corne back directly to the problems of the poor : economic and social development. Recently. I have been working on new institutional approaches, which. I believe, can bring more dramaticaily perhaps than before, the fruits of modern science, technology, into the life of the poor, and to build the fondation of genuine self-relance.

A. KHOSLA

Un dialogue de nantis.
Le silence de la majorité, celle du travail et de la sueur :
Tout à l'heure, j'entendais dire une chose tout-à-fait juste. Dans les pays industralisès, il y a des sous-développès; dans les pays en développement, je ne dirais pas qu'il y a des développés, je dirais qu'il y a des nantis qui dialoguent avec d'autres dans une structure vers laquelle ils sont maintenant aspirés, pendant que la marge est celle de la majorité; et il y a, dans cette participation à la gestion des affaires du monde, une place juste à retrouver pour ceux qui revendiquent par association, par décolonisation, leur place dans les produits de ce qu'ils donnent par leur travail et par leur sueur, et aussi à l'intérieur d'eux-mêmes, comment essayer de gérer leurs affaires au bénéfice de la majorité de la population.

A. TEVOEDJRE

Receuillir le fruit de leurs talents :
But these are obvious things : there are much more subtle ways in which the science, technologies, research, establishments of poor countries are to some extent distorted in their work, by their interaction with international organizations. NGO's and others. The publication requirements of top quality journals, conferences of various types promote motivations to do certain kind of work that is of less relevance to their own countries. Reward systems such as visiting professorships, awarding of prizes, consultances make it possible and likely for them to get greater recognition, for doing the kind of work that is more relevant elsewhere than in their own countries, defining, their own societies of the fruit of their talents ».

A. KHOSLA

Une ONG dans une action concrète pour le Tiers-Monde :
La Federation des villes Jumelées. Effort de sensibilisation des Français face a l'incompréhension, le manque de curiosité, le paternalisme :
Je dirais que depuis quelque temps, la Fédération accorde une importance prioritaire à ce que nous appelons les jumelages-coopération, c'est à dire le jumelage avec les communes du Tiers-Monde. Parce que nous avons acquis le sentiment que c'est dans ce domaine que l'incompréhension ou l'ignorance, voire le manque de curiosité de la part de la population française, étaient le plus grave et le plus dommageable. Il fallait que nous agissions là, et donc nous faisons un effort tout particulier pour développer les jumelages-coopération. C'est vrai que ces jumelages-coopération, puisque nous sommes ici pour parler librement, les Français les abordent avec un esprit un peu paternaliste, avec la volonté d'apporter quelque chose. Un jumelage-coopération qui marche bien, si vous me permettez cette expression un peu vulgaire, c'est un jumelage où les Français, (pour ne pas dire les Européens, puisque nous nous efforçons d'associer d'autres villes, en jumelages triangulaires), se rendent compte qu'ils ont autant à apprendre qu'à apporter, et notamment, en ce qui concerne, comme l'a dit M TEVOEDJRE. le fait associatif.

B. STASI

Afrique : sens *de la Vie en communauté. A donner a l'Europe.*
Je crois que le domaine dans lequel nous autres Européens, avons beaucoup à apprendre des Africains, (parce que c'est essentiellement avec l'Afrique que se développent ces jumelages-coopération), c'est celui de la vie en communauté, du sens de la communauté. Les individualistes que sont trop souvent les Français, ont beaucoup à apprendre dans ce domaine.

B. *STASI*

Sous- représentation du Tiers-Monde dans les Conférences internationales :
Thus, we need slightly different concepts, or perhaps, different paradigms, and these might, and do, indicate a need for different inticutions.
Only a part of the reason that we are, I believe, in this room under-represented by third world people, is the fact that it is difficult and costly for them to come here. Could it not possibly be that many of them find the processes which we are discussing to be of less relevants to them, than do the once who have come ? How do we make our work and transnational cultures more relevant to a greater variety pf people ?

A. KHOSLA

La décennie du développement en Mauritanie : un échec; riches encore plus riches, pauvres encore plus pauvres :
Je termine en faisant une constatation. Je viens d'un pays très très loin, classé parmi les plus pauvres du continent africain, et dans ce pays, je suis d'un village très reculé, (beaucoup s'emploient à dire que cela a presqu'été un miracle d'avoir échappé à l'obscurité de l'ignorance). Et j'ai appris que la décennie du développement qui vient de s'achever a été un échec. Je sais que dans ma vie pratique de villageoise, c'est un milieu, et les pauvres encore plus pauvres. Et les grands disent maintenant qu'entre l'Hémisphère Nord et l'Hémisphère Sud. c'est exactement la même chose. J'ai oublié d'ajouter un point à ma présentation : je suis Mauritanienne, je suis musulmane, et j'ai trouvé beaucoup d'appuis dans ma religion pour lutter contre les déséquilibres sociaux, tant entre la femme et l'homme, qu'entre les riches et les pauvres, et entre les zones du monde.

A. KANE

TOURISME

Rôle du Tourisme : connaissance et compréhension du peuple visité. Echange de différences.
Le Tourisme, phénomène sociologique par excellence de la deuxième moitié du XXème siècle, a été élevé par l'*Organisation Mondialedu Tourisme,* du niveau d'un laissez-faire de l'industrie privée à celui d'une haute responsabilité gouvernementale. Je m'adresse à vous en tant que porte-parole de *l'Alliance Internationale du Tourisme,* du *Bureau International du Tourisme Social,* que j'ai l'honneur de représenter ici et qui sont deux organisations d'intérêt parallèle, à savoir poursuivre la promotion et la défense du tourisme en tant que sujet d'un droit acquis, du droit humanitaire par excellence, à la liberté des déplacements et à la connaissance et la compréhension qu'apporté le mouvement touristique bien conçu et réalisé.
L'ère du tourisme international doit son essor en premier lieu, à la législation sociale dans le domaine des congés payés, et à l'individualisation des voyages par la conquête universelle, et parfois inquiétante vu son emprise sur l'homme et son appétit énergétique, de l'automobile à travers le monde.

V. KABES

Tourisme *? Au bénéfice de qui ?*

Tourism has been developed from the point of view of tourists, and much less from the point of view of host country; these are all points we have just barely touched on, but they do obviously deserve a much closer look.

A. KHOSLA

Les touristes veulent voir une certaine image du pays : on la leur fournit :

Je vais poursuivre sur un problème qui me préoccupe beaucoup, c'est celui du Tourisme. Je ne suis pas opposée au tourisme, tout comme je ne suis pas opposée au dialogue des cultures. Un des moyens de contacts est le tourisme. Mais ce tourisme vient lui aussi avec une très grande rapidité, par les moyens de communication, le séjour du touriste aussi est rapide, donc tout est transformé. Celui qui vient de loin, pour l'Afrique en tous cas, vous devriez voir ce qu'il avait vu dans des images : l'Afrique avec ses plumes, ses jupes de paille et ses tam-tams. En Afrique, les services que vous trouvez accentuent encore ces différences avec vous : plus cette différence est grande, plus le groupe de touristes est satisfait. Et je vous dis Qu'on vous roule, ils ne vous montrent que l'Afrique telle qu'elle est. Les touristes qui arrivent, se transforment aussi complètement, et cette curiosité dénature leur tempérament à eux. Je crois que là, il y a des choses qu'il faut arriver à équilibrer. Il faut que ceux qui reçoivent les touristes, les reçoivent avec moins de transformation pour les besoins de la circonstance. Et que le touriste, en allant dans des pays, n'aille pas se trouver dans des musées historiques ou voir l'antiquité de ces pays, mais il faut qu'il le voie dans sa réalité, dans sa vie quotidienne.

A. KANE

Curiosité insultante, convoitises commerciales et spéculatives :

Le tourisme, tel qu'il se manifeste dans les conditions de la stabilité économique et de la liberté de mouvement, est souvent la victime des convoitises commerciales et spéculatives, qui menacent, par le même fait, l'équilibre de notre environnement et mettent en péril l'évolution graduelle du tourisme vers des relations amicales et mutuellement fructueuses entre tes visiteurs et les visités.

Ces derniers ne doivent pas être réduits à l'image d'un objet exotique, objet d'une curiosité souvent débordante, sinon insultante, qui envahit la sphère privée sans même essayer de la comprendre, de comprendre son caractère spécifique, et la richesse de la diversité d'expression.

V. KABES

Le mépris culturel :

Le deuxième point sur lequel je voudrais insister pour arriver au point du développement, c'est, reprenant le mot de Madame Kane, revoir et nous sentir concernés par l'ignorance, ou peut-être parfois, le mépris culturel.

A. TEVOEDJRE

Entre civilisations de valeur comparable :

En revanche, nous préconisons un tourisme paisible, véritablement culturel, où les touristes et leurs hôtes doivent aspirer et acquérir le rôle de partenaires à part entière dans les échanges mutuels entre civilisations de valeur comparable, dans des contacts individuels entre égaux qui, seuls, sont susceptibles de prêter au tourisme toute sa dimension humaine.

V. KABES

MASS-MEDIAS

Information mosaïque. Sociétés « bacterio-resistantes » à l'information ;

L'une des premières interventions avant même que le Forum ne s'ouvre ce matin, a été celle du Ministre des Affaires Etrangères de mon paya. M Charles-Ferdinand NOTHOMB. qui nous a déclaré, comme si cela allait de soi. gué le développement des médias facilite la participation.

Comme sociologue de la communication et de l'information avec tout le respect que je dois à un membre du gouvernement de mon pays, j'estime que c'est totalement inexact. La pléthore et l'anarchie de l'information, au moins dans les sociétés occidentales, effraie et décourage, engendre des sociétés résistantes à l'information, tout comme sont résistantes à la pénicilline les bactéries qui ont subi de trop gros assauts de pénicilline.

Nous nous trouvons dans une société où l'information est devenue une information mosaïque, comme dit Abraham MOLS, ou bien comme disait feu mon maître Eugène DUPREEL, où elle est saucissonnée, découpée en petits morceaux. Il n'y a plus aucune coordination pour le grand public, qui est égaré. Une remise en ordre de l'information est indispensable à la création d'un véritable esprit de participation.

P.M.G. LEVY

Flows of information : at alarming rate :

The second area, I believe, to be of great importance, is the improvment of flows of informations, even taking account of the caveats just mentioned by Professor GALTUNG. There are certain trade-offs or what Professor ALGER called a few minutes ago, « contradictions ». Much information exists and more is being generated at a rapid, almost alarming rate. Information appropriate in one context, may be useless and even counter-productive in another. Thus, what is needed is to build the capacity, to generate, absorb, adapt, modify and use this information well.

My own division in *UNEP, (INFOTERRA),* tries to do just this at the national and international level.

A. KHOSLA

Grand public tout à fait égaré :

Je ne résiste pas au plaisir de dire combien j'ai été heureux d'entendre quelqu'un contredire l'affirmation, me semble-t-il dangereuse, selon laquelle le développement des mass-mèdias favorisait la participation.

Je crois qu'il nous a rendu service en attirant l'attention sur le phénomène inverse et ce qu'il a dit me parait lié à ce que me disait ce matin le Professeur Chadwick ALGER, sur les obstacles à la participation et le fait que le grand public était tout à fait égaré, et n'arrivait plus à percevoir le phénomène du développement des mass-mèdias; ce qui risque bien de contribuer à ce développement des mass-médias, à cette non-participation.

P. *LAUVE*

Information ? Laquelle ? Au bénéfice de qui ?

sant. de la nécessité d'information et de communication, nécessité de contact. Mais de quelle information ? Et cette communication est-elle utile tout le temps ? Et ce contact par groupe ou individu sert-il l'Afrique ? Parce que les informations qui vont le plus vite et qui utilisent les moyens de communication ne sont très souvent que des informations entre gouvernements, et très souvent aussi les informations qui intéressent certains ne sont pas nécessairement les informations Qui intéressent l'ensemble du peuple, de par leur haut niveau ou tout simplement, parce que cela sert la politique de diplomatie entre les deux pays.

A. KANE

Entre informés et non informés : un océan :

Et la rapidité des communications fait que la mode, (et je ne veux pas seulement dire la mode féminine, mais dans son ensemble !), et tous les comportements vont tellement vite que, en fin de compte, certains ont l'air de se retrouver, par rapport à leur pays, avec un océan entre eux et leur peuple, parce que la rapidité des communications les met à un autre niveau, qui est très loin de celui de la réalité.

A. KANE

EDUCATION ET ENSEIGNEMENT

Révision des manuels scolaires : nouveau respect de l'autre dés l'école:

Vous êtes des représentants d'associations non gouvernementales, et je voudrais vous indiquer deux endroits où vous pourriez être extrêmement utiles : le premier, c'est dans le domaine des parents d'élèves, et dans tout ce qui touche le scolaire. Monsieur Stasi y a touché tout-à-l'heure: lorsqu'on *a* parle de l'école et des villes jumelées; il y a d'ailleurs en France, (pays dont je parle plus facilement, y ayant des activités de temps à autre), des groupes, des organismes non gouvernementaux, qui travaillent de temps en temps sur la révision des manuels scolaires.

Ceci peut paraître peu. mais c'est énorme, dans la connaissance, dans qu'on apprend aux enfants, dés l'école enfantine. Et je pense que les associations non gouvernementales auraient un rôle important à jouer dans l'éducation pour le développement, s'ils nous aidaient à revoir les schémas à partir desquels nous définissons le Turc, *te* Noir de Mauritanie, l'Arabe de Mauritanie, le Tchadien, etc... Il y a beaucoup de schémas que nous avons, et à partir desquels nous jugeons définitivement les autres.

A. TEVOEDJRE

Geography of London Town : in the heart of Africa :

We have talked here, this afternoon, about education, and the writing of text books, about science and technology, about tourism; and each of these, if I had a little more time, I think we would be able to explore the role of NGO's in interesting and greater details. I will give you an example : the children in the heart of Africa are studying the geography of London town, when there are much more immediate things that could be of great relevance and interest to them, and certainly of great benefit.

A. KHOSLA

Enseignement poussiéreux de l'Histoire : indifférence du public :

J'aimerais ajouter, pour faire rebondir la discussion, quelques mots sur l'importance de l'éducation. Un professeur peut difficilement s'empêcher d'avoir des idées là dessus, d'autant plus que ce que vous avez dit sur l'importance de la révision des manuels scolaires touche une corde familiale très chère, puisqu'il y a plus de cinquante ans, mon père, qui était enseignant lui aussi, a beaucoup combattu pour la révision de l'enseignement de l'histoire dans les manuels scolaires, exactement dans le sens dont vous parlez; et ceci me paraît lié à ce que disait le Professeur ALGER ce matin, ainsi que dans le papier qu'il a préparé pour ce Congrès, où il discutait les causes de la non-participation, d'une certaine indifférence du public, qui se sent dépassé et non-concerné par les phénomènes transnationaux. Si je me souviens bien, il attribuait la responsabilité de cela à la manière dont on enseigne l'histoire, en particulier l'histoire contemporaine.

P. *LALIVE*

Enseignement du Droit: presqu'à 100 % national:

Je serais tenté de dire que ce n'est pas seulement la manière dont on enseigne les relations internationales, et je crois que cela se rapproche de ce que disait Monsieur TEVOEDJRE, Comme professeur de Droit International Privé, je suis frappé de voir a quel point renseignement du droit dans tous les pays, reste, à 98 %, national et ferme les yeux sur les cultures étrangères; après tout, les institutions d'un pays, et notamment sa tradition juridique, sont une partie de sa culture.

P. LALIVE

JEUNESSE

Quand les jeunes vont-ils pouvoir imaginer leur futur eux-mêmes ? :

Now, may we corne to perhaps some more profane remark.

Question Nr 12 : « *Why is there noone of the younger generation amongst the panalist ? Are the older people going to continue to imagine the future for the young ?.*

question écrite

Nous aimons la contestation permanente, si elle est bilatérale :

This is a very good question if I may say so, and now. it is the time for the younger generation to come forward. Puis-je demander aux représentants, et pas seulement à l'auteur de cette question extrêmement pertinente, de monter à la tribune, et peut-être de nous dire quelques mots. Nous avons tous besoin d'imagination, et, en tant que professeur d'université qui vit dans la contestation permanente et que nous aimons tous pourvu qu'elle soit bilatérale, je n'ai aucun complexe particulier. Comme le disait un de mes collègues : « La vieillesse n'est pas une question d'âge, c'est une question d'état d'esprit ». Alors, nous attendons avec beaucoup d'intérêt, que les représentants de la .. younger generation » veuillent bien venir. Il y a évidemment quelque chose de sérieux sous cette remarque. La question qui s'y pose est : est-ce que les représentants des associations internationales sont satisfaits de leur recrutement, de leur « membership », du rajeunissement constant de leur « membership « ? C'est une question importante, qui se pose très certainement.

P. *LALIVE*

Education des jeunes : ouverture aux autres: comment ? :

Je passe aux deux questions qui ont un destinataire tout à fait précis. L'une s'adresse à Monsieur STASI, question N' 18: « Dans *le jumelage des villes et des communes, prévoit-on dans l'éducation, à travers les écoles par exemple, une préparation a cette idée ouverte aux autres, et comment s'y prent-on ?* ». Monsieur STASI, voulez-vous essayer de répondre à cette question ?

question écrite

Chantiers de jeunes : jumelages - coopération :

Je vais essayer, Monsieur LALIVE. Et je le ferai concrètement.

Je crois qu'une des cibles effectivement, bien que je n'aime pas cemot, des jumelages est la jeunesse et l'enfance. Parce que nous considérons qu'ils sont plus facilement ouverts aux autres et que. pour des raisons évidentes, c'est sur eux qu'il faut agir. Un jumelage réussi est un jumelage qui implique la population juvénile d'une cité.

Echanges de classes

Alors, comment faire en sorte que !es jeunes soient des éléments actifs d'un jumelage ? Il y a uncertain nombre de méthodes pratiques, je me contenterai d'en donner quelques unes. Tout d'abord les échanges de classes. Ce n'est pas toujours facile à réaliser. Par exemple, dans une ville dont j'étais le maire avant 1977. chaque année une classe allait passer un mois en Allemagne, dans une école allemande, et une classe allemande venait passer un mois dans une école française. Concrètement ce n'était pas aisé, mais cela avait des résultats bénéfiques.

L'essentiel : non pas ce qu'ils font, mais ce qu'ils font ENSEMBLE :

Pour ce qui concerne les jumelages-coopération, nous nous efforçons de sensibiliser les jeunes à travers les chantiers de jeunes. C'est à dire que nous organisons, dans un certain nombre de pays d'Afrique, des chantiers de jeunes que l'on fait travailler ensemble sur des petites réalisations, jeunes africains et jeunes français ensemble.

L'essentiel n'étant pas ce qu'ils font, mais ce qu'ils font ensemble, et les contacts qu'ils peuvent avoir. Nous avons ainsi reçu récemment une délégation d'une ville de Haute-Volta. avec laquelle nous sommes en train d'amorcer un jumelage. Il y a eu dans les écoles, de petites expositions sur le pays, et par là même, sur les problèmes du Tiers-Monde. Il y a également échange de correspondance, je crois quo tout cela contribue à ouvrir l'esprit des jeunes et que, par là même, les jeunes deviennent des éléments actifs du jumelage. Je crois avoir ainsi répondu concrètement à la question N' 18.

B. *STASI*

FEMMES

Impact des perspectives féminines :

And then, a last question before the pause. 1 read question N' 17 :« Whatt is *the impact of the feminine perspective on the* future structures process *and models of association network actions ? ».*

Voilà aussi une question intéressante qui, j'espère, va stimuler les membres ou représentantes des associations féminines qui sont dans la salle, que nous n'avons pas encore entendues, et que nous nous réjouissons d'entendre après la pause.

question écrite

Je suis fatigué d'entendre dire qu'on met les femmes de côté:

Je mentionnerai aussi en passant, à propos de la condition féminine, que nous avons plusieurs dames dans cette salle qui occupent des postes importants de liaison avec les ONG; Madame SAURWEIN, de New-York, Mademoiselle MARTINEAU. de Genève, et les deux présidentes de conférences ONG/OIG, qui sont toutes deux également des femmes. Ceci pour dire que, dans la famille des ONG, je suis fatigué d'entendre dire que l'on met les femmes de côté. Permettez à un ancien président de la Conference ONG/UNESCO de l'exprimer, parce que nous les respectons et que nous leur avons donné beaucoup de responsabilités, bien heureusement.

C.A. SCHUSSELE

La solution des femmes est d'abord et encore dans les mains des hommes :

Parce que je crois que la solution du problème de la femme n'est pas entre les mains des femmes. La solution se trouve d'abord entre les mains des hommes, parce qu'au stade actuel, vous détenez les facteurs d'amélioration des conditions de vie et de progrès des statuts. Vous avez le pouvoir politique, vous avez le pouvoir économique, vous détenez en quelque sorte tous les pouvoirs.

A. KANE

LE FORUM, UN PEU D'HUMANISME

Raison et émotions... :

(...) Cela est né aussi d'un souci émotionnel personnel, je crois que ce que l'on (ait uniquement par conviction rationnelle manque d'un certain souffle.

J. MOERMAN

Our past ? A lesson for our future :

I know this conference is going to end with an effort to explore transnational movements during the middleages, and that is also my final point. I think there is much to learn for our future, in our past. For Western history is certainly not linear. But it is not cyclicla either. Maybe a spiral of some kind ?

J. GALTUNG

La Vérité ? non LES vérités :

J'espère vivement que dans les jours qui viennent, et dans les travaux des commissions, nous n'entendrons pas des uns et des autres La Vérité, mais que nous serons conscients, en toute modestie et en toute ouverture, qu'il existe dans ce monde DES vérités, et que nous devons essayer de trouver parmi les vérités une synthèse sur laquelle nous pourrons travailler.

C.A. SCHUSSELE

Karl Marx :

Je voudrais, bien qu'appartenant à une philosophie différente, citer ici Karl Marx, qui disait, dans son Manifeste du Parti Communiste, une chose que Madame Klompé ne desavouerait pas : « *A la place de la vieille société, de ses classes, de ses antagonismes, devrait naître une association dans laquelle le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».*

A. TEVOEDJRE

Les trésors d'une civilisation globale et indivisible :

Pour y arriver, il faut agir à travers les frontières nationales et les barrières des préjudices et des méfiances, qui n'auraient pas pu, et qui ne pourraient pas, se répandre ou se maintenir dans des conditions d'échanges libres entre les nations et les continents, effectués par le truchement de leurs meilleurs ambassadeurs : les voyageurs individuels, avertis et désireux de partager les trésors d'une civilisation globale et indivisible, qui découle des exploits universels de l'Homme.

V. KABES

The « Honest Doubt » :

Finally, Mr President, you very likely asked us not to be too complaisant about our work, or not to adopt too much « Dr Panglossy »'s philosophy. I think, the practical question I would like to pose is as follows : How do you institutionalize this spirit of self-criticism, so that with every achievement we also carry with us an honest doubt about our own work and usefulness, for I think this honest doubt is what this world misses about.

S. *SAXENA*

Ce travail est un montage des moments forts du Débat Introductif. relevant en quelque sorte de la technique cinématographique. Par ailleurs, le Débat a été pris, ainsi que les séances de Commissions, a partir des bandes enregistrées au Forum, et transcrit intégralement afin d'être à la disposition de ceux qui le souhaitent Il est difficile, dans un montage, de *respecter vraiment un ordre logique. Nous espérons que dans ce foisonnement de thèmes majeurs et mineurs entrecroisés, la transnationalité, le fait associatif, le nationalisme et l'indépendance, la démocratie et le droit naturel, les dédales administratifs ou « l'angëlisme », l'approche choisie permettra à ceux qui ont pu assister a la séance pléniére du 23 juin 1980, d'en retrouver l'atmosphère et de découvrir peut-être a quel point dans ce débat, étaient solides les fils conducteurs d'un dialogue dont la continuité logique n'a pas été affaiblie par la distance chronologique. Du «* doute *honnête »* à *l' « infinite diversity of views », malgré la conscience nettement exprimée de l'enjeu du nouvel ordre mondial en marche et des craintes qu 'il fait naître, les orateurs ont redit leur espoir de pouvoir considérer les associations internationales privées comme - leurs meilleurs ambassadeurs : des voyageurs individuels, avertis et désireux de partager les trésors d'une civilisation »:*

S.SP.

A PROJECT OF

COMMUNICATION & INTERACTION

BETWEEN THE U.S. DEPARTMENT OF STATE AND NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

prepared in May 1975 by John Dixon and Frank Penna*

A previously unpublished Report of Findings from *Responses to a Letter sent by Charles W. Bray III, Deputy Assistant Secretary of State for Public Affairs*

In October 1981, John Dixon indicated that the status of this document is « dormant » although many of its recommendations were implemented with on-going effects five years later. There was no formal written follow-up to this document which remains of considerable interest as an example to non-governmental organizations in other countries, and in terms of its significance for intergovernmental organizations.

Part I : Introductory Material

Results

141 people out of 258 have responded (54.6 %).

Greatest agreement among respondents : affirming the need to improve communication between the Department of State and non-governmental organizations (NGO).

Over fifty suggestions for improving communication were made. Suggestion mentioned most : use small-group meetings.

Perceptions of Respondents

Comments about each other and about conditions generally affecting communication were as diverse and varied as the numbers of respondents.

Some respondents were skeptical about the motive of the Department of State; others were supportive.

Some respondents doubted the commitment of the Department; others were willing to take the effort seriously.

Some respondents questioned the ability of the Department to overcome bureaucratic inertia and change its ways even if it wanted to; others said they didn't know enough about the Department to comment.

Second greatest agreement : the NGO sector is extremely heterogeneous and not a « community ». General agreement that the state of the world, the complexity of international relations, the mood of America, the role of the While House, of Congress, of mass media are factors that somehow must be taken into account.

Preface

This report does not capture the richness, the contextuality, the subtlety and hard work put into the content of these letters of response. Why is this so ? Well, short of sharing over four hundred pages of these responses, there is no way to convey the physical sense of these letters as a whole, get their left, see the diversity of their letterheads, and absorb the range and depth of their content.

It is in the nature of condensing and categorizing for analysis that the tone, the style and the feeling of these letters fades in the description.

This endeavor requires disciplined inquiry, factual evidence to separate assumptions from knowledge, hard work. More importantly for those of us who are closely involved, there needs to be a verve, a sustaining spirit, and that spirit is found in these letters.

Introduction

This report is part of a project designed to generate ideas and recommandations for action which can be taken by the Department of State and non-governmental organizations to improve the processes of communication and interaction between them.

In order to do this, two basic methods are being employed : a « letter experiment » whereby a letter from a State Department official was sent to 258 respondents asking for their ideas; and a « workshop experiment » in which a varied group of people will be brought together to discuss and refine proposed strategies for improving communication which they themselves have suggested.

The « Letter **Experiment »**

The purpose of the letter experiment is to solicit ideas about communication and interaction, its causes and possible improvements.

To do this a provocative letter, which one respondent called a « verbal Rorschach ». was sent to 258 respondents subjectively selected by John Dixon of the Center for a Voluntary Society and Charles Bray of the State Department. Five categories were used : NGOs, Department of State, Congressional, academic researchers and experts philanthropic funding sources. Organizations in the NGO sector were selected on the basis of their having a major interest in foreign affairs, a minor interest, and no interest but where it was felt they should have. Experts were chosen on the basis of their interest in international affairs, the role of public opinion in the foreign policy process, their knowledge about the independent voluntary sector and its role in the public policy process. Foundations selected included those with a funded program in international affairs, and those with no stated interest in the subject.

On the subject of who was selected and how, it is important to posit a disclaimer :

The list of respondents was not, nor was it intended to be.

a scientifically chosen random sample of NGOs, experts.

State Department, Congress of foundations.

Therefore, conclusions and inferences which are made can be in reference only to those who responded. In other words, if we say that a majority of the respondents in the NGO sector agreed with a point, that only means that those answering agreed. In no way can a conclusion be drawn that a majority of the NGOs in the country would agree.

« Center for Voluntary Society (dissolved in 1976)

Table of responses

Category	In Category	Percent of Total	Responded	Percent of Category
«NGO »	114	44.2%	73	64.0%
Expert	53	20.5%	32	60.4%
Foundation	33	12.8%	20	60.6%
State Dept.	48	18.6%	14	29.2%
Congressional	10	3.9%	2	20.0%
Total	258	100.0 %	141	54.6%

Where do the letters leave US ?

1 Go ahead with the project.

2 Proceed slowly. Despite an apparent common interest in improving communication between the non-governmental organizations and the Department of State, there are too many different participants, with too many different values, with too many different perspectives, with too many different interpretations of the language of discourse (« NGO », - communication », «responsive ») to enable us to define the situation with assurance that agreement on what needs to be done to improve communication can be achieved easily.

3 Re-examine original assumptions behind the project. Open other areas of inquiry and study.

What are the next steps ?

Suggestions-for-action fall into three groups :

1 Those suggestions to which commitment could be made now by the Department of State and by non-governmental organizations.
One Department official remarked upon reading through the summary of ideas : « It is surprising how do-able many of them are ».

2 Those suggestions to which commitment-in-principle could be made, contingent on further staff work and study.

3 Suggestions which need much deeper attention, consultation, research and continuing staff work before a strategy could be developed, let alone action taken.

In all of the above we need to find out from the literature and from experts what is already known and not known about the process of communication/interaction in the policy-making process. What have we learned about how responsible authorities take counsel from different constituencies in different circumstances ?

If the endeavor is to continue a mutual determination needs to be made to see if the bonds of trust and confidence are minimally sufficient to sustain the dialogue.

If there cannot be agreement on the substantive foreign policy issues of dialogue can there be agreement on the importance of maintaining the process of communication ? One respondent put it this way : •• Let's think this through together ».

A thought on policy making

« Policy making is not like playing chess. It cannot be reduced to calculation, not because (as in chess) the calculations would be too complex, but because in chess the rules of the game and the meaning of success are unalterable data, whilst in managing human affairs at any level from the personal to the planetary, the rules of the game; and the nature of success are precisely what have to be decided. »

Geoffrey Vickers

PERCEIVED CONTEXT IN WHICH SUGGESTIONS WERE MADE

What was said about communication ?

Here is a quote which captures (he tone of general agreement about the purpose of the project :

« I agree with you completely that it is essential that there be a genuine dialogue between the American people and its government concerning foreign policy. The lack of support for U.S. foreign policy in both the Congress and the public at large in recent months has been all too clear. »

The important inter-relationships between communication and consensus, and between consensus and communication was noted :

« People tend to interact more readily with those who

have unlimited time to talk with those who want to quarrel with them, or persuade them to do things differently. This problem is more acute, naturally, in periods (like the present) when there is no wide consensus (or « dominant paradigm') on the purposes, character, and instrumentalities of foreign policy. »

What was said about communication between the department and NGOs ?

From an NGO respondent :

<• Yes, I believe that the Department of Stale is reasonably responsive to the views and concerns of organizations which have or should have - an interest in foreign policy. Clearly, there is always room for improvement, and that is one of the purpose of your present letter and effort. »

From someone in the State Department :

- It is my belief that the Department is highly responsive to outside organizations interested in foreign policy and that, on the whole, there is not much that could be done to improve the Department's posture. »

It is easy to see that if we agree with these respondent's perception that progress in communications is good, there is no problem; no new action is required, and this project isn't needed.

However, here is what another Department person wrote :

« Even as a member of the Department of State, I feel that our organization is not responsive to organizations which have - or should have - an interest in foreign policy. I think we need to be far more aggressive and active m the dissemination of our current foreign policy problems and approaches than we are today. »

And here is what a person not in government said :

- One receives a letter like yours with a sense of irony. How can a bureaucracy like the Department of State, which seems scarcely responsive to Congress, let alone the general public, ever do much listening to non-governmental organizations ? Like many Americans I have found myself alienated from the Department not merely because I may disagree with this or that policy, but also because of its fundamental cultural style : Anglophiliac, Ivy League, elitist. ..

So, the letters show a clear and wide sense of difference on the subject of communication. To understand the communication process there must be some sense of who is talking to whom. of component parts and variation. Listen to this NGO person :

» My answer is equivocal : some parts of the Department are responsive to some of the concerns of some organiza-

tions. ... the more an organization specializes in one or more regional or policy areas, the more it wants to deal directly with the Bureaus and the desks. And here there is infinite variety in « responsiveness ».

Or another NGO person :

> « The division between the responsible desk officers and the policy planning staff on one side and the « public affairs » people in the Department on the other side has tended, I believe, to cause the Public Affairs job to be seen as one of pumping out explanations of U.S foreign policy, rather than as one of gathering in ideas and suggestions. Too often those in the Department who have contact with organizations and the media - with the public - have seen their basic task as that of explaining defending, justifying and rationalizing what the State Department is or has been doing. Questions may come to the Department, but « answers » go out. The flow of truth and wisdom has often been thought of as one way. »

Again from the NGO sector :

> « When I hear that the Department wishes to develop •< an appropriate process of communication and interaction » with independent organizations representing (more or less) the American people, I am immediately forced to wonder whether the intent is to democratize the making of foreign policy or to improve the machinery available to the Department for selling its own line, whatever that may happen to be at any moment. »

Another NGO person offers this perspective ;

> « The dominant climate is adversarial. I wirte from a background of some twenty years of professional experience
>
> zations that seek to inform, educate or shape public opinion on foreign policy problems. I write troubled that our government is not now capable of conducting a foreign policy that would realize our potential for leadership... for in a time when widespread and persistent efforts to gather agreement on the purposes of American foreign policy and to foster a common understanding of policies designed to achieve them are so badly needed, few are engaged in such an effort. For many in the foreign policy oriented voluntary sector the enemy is, quite simply, the Pentagon and the Department of State. Even among organizations which do no fit that definition, the reaction to your letter would. I'd think, be highly skeptical. »

What was said about conditions ?

The respondents had a good amount to say about themselves. about obstacles, constraints hindering communication, and what might be helpful. There appears to be a general awareness that if we are going to improve the situation we need to know what is going on specifically. What might work under one set of circumstances won't necessarily work elsewhere.

What was said about the department ?

« Our relations with the Department of State have often been impaired by Department attitudes that we regard as both condescending and devious. »

« I find that people are increasingly distrustful. They feel that foreign policy is being formulated in a very secretive, elitist fashion. ..

» The Department doesn't know much about the NGO sector. »

- Too often the Outside comment appears to be one more problem, rather than part of a solution. If it tends to fit in with the thinking of the recipient he often overlooks the new elements and says to himself that we are already doing that. If, on the other hand, it is contrary to current thinking the recipient is likely to dismiss it with the thought that we have decided not to do that, or that it is contrary to our policy. In the hurly-burly of decision-making a piece of paper from someone that has no power and is absent from the scene is likely to get short shrift. It is often bucked around until it ends up unread in someone's « reading file ». Unsolicited advice is often undigestible; .t is not in a form that can he easily absorbed. Where advice had beer, solicited it has often been done as part of a public relations job to keep the people and the organizations happy and not from a genuine desire for ideas. »

« Foreign policy is basically an elite process and should remain so - no use playing games with people who don't have what it takes to play. Il individuals and organizations are not knowledgeable enough to contribute or desirous of a real dialogue with the Department then why waste time and energies. And besides, the people in your Department aren't going to buy this kind of interaction for very long unless they really get something out of it (and nor are the better people from the NGO and academic worlds). »

What was said about the NGOs ?

The NGO sector is heterogeneous:

> « The universe of organizations with which you are concerned is of such a nature that a search for a representative sample will constitute, I am inclined to believe, an uneconomical activity likely to prove fruitless. »

NGO's knowledge about the issues :

From the Department :

> « ... the private groups usually arent't plugged in to be of much help on current tactics, which is our bailiwick, but they can provide a useful and different viewpoint as to where we should be going, and they give us a clue as to what the political realities are within which we are dealing. »

From a scholar :

> « The majority of the public tends to be rather isolationist or at least parochial at root. Few people, including the leaders and members of most voluntary groups, have an adequate understanding of the multifarious transnational inter-dependencies affecting nearly every individual or collective goal and activity. Unless there is a massive consciousness raising/awareness increasing campaign in this area, the level of effective and relevant transnational interest of most voluntary groups will remain small. »

NGOs don't know how to communicate with the Department :

> « I don't consider myself knowledgeable about the Department. »
>
> " I guess that I am part of the problem. -
>
> « I'm afraid I have no direct knowledge of what the Department of State does - beyond what I read in papers and magazines - to communicate with the United States public

or its constituent parts. »

NGOs wonder it it makes a difference :

> « This is obviously a difficult undertaking to do well. My guess is that one of the factors inhibiting such communication in the past is that it is hard for leaders of relatively small groups to feel that their input has effect. Beyond this is the fact that government policy must necessarily run counter to the recommendations of many who have strong views. When people find their advice rejected, they may feel they are not listened to. »

NGO special interest groups are efficacious : - pro-Israel ». « pro-Greek -, « anti-militarist ».

NGOs cannot suppress individual organizational goals to a common purpose : * suspicious of one another -, « turf struggles », « hopelessly polarized ».

Do NGOs represent « the public interest » ?

« It has always seemed to me that the Department reacted best to those organizations that were not only knowledgeable but also had a specific interest in a particular policy area. General public-interest (or pro-bono-publico) organ-

izations are in rather direct competition with the Department on the questions of who is in the best position to determine the « national interest », and it is easy to sympathize with those in the Department who argue that they have the responsibility for doing so.»

What was said about the larger social environment?

« The complexity of foreign policy issues makes communication and interaction difficult. »

Congress :

«... does not reflect the public interest faithfully. »

on the other hand...

«... foreign policy and its architects have been discredited in the eyes of Congress. »

Mass media :

« wholly inadequate »

« superficial and sensational ».

Level of public education about international affairs :

- isolationism in the past »

« more sophisticated now ».

Part II : A Summary of Suggestions and Recommendations for Action made by Respondents.

What can be done ?

Suggestions have been arranged into specific concepts for ease of reference. Please remember that this is a project of communication which means we must develop clarity about the differing perspectives of two hard-to-define parties : the non-governmental sector and the Department of State. This is easier said than done.

We have arranged the suggestions in an order which, we hope, will facilitate the continuing discussion about what can be done to improve communication.

Structure of Presentation

N What can non-governmental organizations (NGOs) do about who, in their sector, communicates what, to whom in the Department of State and how this might be done ?

D What can the Department of State do ?

T What can be done together?

OP What can other participants do ?

Some suggestions are cross-referenced. Ideas for improving communication by a non-governmental group might also be used by the Department of State, and vice versa. Some of these mutually compatible ideas are pointed out.

Suggestions are numbered for purposes of reference only, not in order of importance. Quotes are from respondents.

What can the NGOs do ?

Who should speak for the NGOs ?

N 1 NGOs should use their highest quality spokespersons in dealing with the Department [see related ideas in section 03. T1).

- prominent citizens »

« with status and influence ••

« articulate »

« knowledgeable ».

What should the NGOs say ?

N 2 NGOs should address fundamental assumptions which underlie policies [see D4],

(a) « basic perspectives and worldviews which determine policy.

(b) « The most important suggestions an outsider can make will be those that raise the most fundamental questions: he will be providing answers to questions that the State Department may think it is not interested in. »

To whom should the NGOs speak ?

N 3 Speak to officials less publicly known, better informed about specific issues (see D2].

(a) « Local groups continue to press for officials with prestigious titles over others, less publicly known, better informed and more apt to deal in an interesting way with international issues with which they are intimately familiar on a working basis. »

How should the NGOs communicate?

N 4 NGO leaders need to become more knowledgeable.

(a) « about the State Department and its workings » [see D17).

(b) « about the substance of foreign policy ».

(c) « about the process of policy formation ».

N 5 NGO leaders need to inform, educate and mobilize their existing and potential constituents [see D8, D9].

(a) « newsletter and publications written by NGOs on what the Department is doing » [see 014, D15].

(b) « community education projects at the grassroots ».

(c) « workshop and discussion groups on foreign affairs ».

(d) « conferences which challenges prevailing assumptions ».

(e) « establish a more effective network of foreign relations clubs ».

N 6 Assign staff to the communication role [see D24]

(a)« a representative to the Department from each organization ».

(b)«a liaison panel for all NGOs to the Department ».

How could NGOs communicate by creating new organizations? [seeT6. T7]

N 7 New NGOs should be established as communication vehicles for two-way transmissions.

« On U.S. policy related to Africa a Washington based organization could : 1. obtain and disseminate data on U.S. policy to the scholarly community: and 2. represent the views of educa-

N 8 Create an International Common Cause to stimulate public dialogue on foreign policy and channel it to government.

« This has lead me to wonder whether the country would not be well served by a John Gardner and a Common Cause-type organization directed at America's involvements and responsabilities in a world of ever greater international interdependence ».

N 9 Create a Foreign Policy Public Opinion Center [see D23].

» Such a Center would (a) collect, analyze and bring to the attention of policy-makers the views on foreign policies expressed by various groups and publics; and (b) arrange opportunities (through conferences, seminars, advisory committees, etc.) for more frequent and effective two-way communication between government officials (legislative and executive) on the one hand, and the « informed public » interest groups and ex-

perts on the other; and between the executive branch and the Congress, «

N 10 Create a Commons of Voluntary Associations.

« A Commons of Voluntary Associations concerned with international affairs should be formed to carry forward disciplined processes of inquiry, with an in-house research staff. »

What can the Department of State do ?

Who should speak for the Department ?

D 1 More personal appearances by the Secretary of State.

D 2 The entire Department should be involved [see related idea N2).

« It must come as a whole (i.e.. not just a few key people in Public Affairs) to understand clearly what it has and has not been doing in the past regarding consultation with voluntary groups. It must also come as a whole to understand the relevance and advantages/disadvantages of increasing responsiveness to voluntary groups in our country (and elsewhere) ».

D 3 The Department should use higher quality spokes people.

« If these organizations do not always measure up to the standards which would make for a meaningful dialogue, there is also the question of the quality of those who speak fot the Department of State, and the extent of their influence in Washington » [see N1,T1].

What should the Department say ?

D 4 The Department should articulate fundamental assumptions and pre-decision questions [see N2].

« the real vs. stated justifications »
« the unspoken assumptions »
« underlying value judgment »
« long term vs. crisis issues »

(b) « Not only does the Department have to « hear » what the public thinks, but also the public must feel that its views are being seriously considered. -

(c) .' Dialogue without commitment to follow through will only backfire. »

D 7 The Department should not ask NGOs for their official views.

« One generalization that may be possible is that private organizations should not be expected to make any significant contribution to the conduct of U.S. foreign relations through the adoption of resolutions or the taking of institutional positions. Any organization that can give a quick official response runs the risk of doing so irresponsibly. »

To whom should the Department speak ?

D 8 The Department should listen and speak to those who are outside the usual foreign policy establishment [see *NS].*

« young people »
« the poor and oppressed »
« theologians and philosophers »
" scholars and teachers »
« grassroots populous »

« the outs ».

D 9 The Department should communicate with groups which have outreach and communication leverage [see N5*].*

« large constituencies »
« teachers and students because of the multiplier effect »
« the media -
« business and trade associations »
« labor »
« issue groups on food, energy, population, environment »
« churches «
« general foreign affairs educational organizations ».

How should the Department communicate ?

D 10 The Department must listen instead of talk
« selling its views »
« persuading Americans of the correctness of U.S. policy »
« preaching and exhorting instead of explaining and discussing "

isome bureaucratic role of carrying out the policy set on high -

a collaborative process between government and the people in building either a new consensus on foreign policy or a new understanding of the absence of consensus ».

D 11 The Department should use more small seminars and workshops as opposed to large public meetings.

(a) •• country seminars like Wilton Park in England »

(b) « tri-alogues between special interest groups, general interest groups and the Department on specific issues »

(c) « conference calls between NGO groups and desk officers broadcast on T.V. »

(d) » small seminar-type discussion in different parts of the country with representative people such as farm organizations, professional societies, teachers' organizations, and the like -

(e) « in the communication procees there is no better substitute than person-to-person meetings »

(f) « light on formal presentations and heavy on open discussions »

(g) « build informal interpersonal relationships ».

D 12 The Department should improve on large public meetings or drop them completely.

(a)« Smaller meetings with some real give-and-take, and the ability to express provocative ideas are needed it new ideas are to develop and it participants are to be encouraged to come back again -

(b) « more questions and answers time»

(c) « unofficial as well as official speakers »

(d) « drop condescending 6th grade talks »

(e) « large public meetings are not suited to dialogue •-.

D 13 The Department needs sensitizing sessions for its officers on the importance of public opinion.

D 14 The Department should publish a regular report on upcoming choices [see N5aj.

(a) « Have a monthly publication in a flexible and informal format to which both Department and outside people contributed everything from a several-page memorandum or article to a brief letter or comment devoted to identifying and to discussing the pros and cons of upcoming decisions that the United States, the United Nations, or others concerned with international affairs were going to make during the weeks and months ahead -

(b) « report policy options before they are decided upon ».

D 15 The Department needs an evocative publication [see N5a].

« A new weekly publication with a format and purpose entirely different from existing publications, newspaper style with headlines and photos; describe the burning issues of the week ».

D 16 Department officers should publish more articles.

« It would be useful for contact between the Department and other interested organizations if more Department officials and Foreign Service Officers wrote about the problems that concern our foreign policy today. Such articles could give rise to a dialogue with academic and other outside critics that could be very useful for ail of us ».

D 17 The Department should produce and distribute a brief manual on whom to see about what in the Department [see N4c].

« Prepare a brief and simple manual for the use of heads of voluntary organizations which would provide information spelling Out the functions of the Department ».

D 18 Improve access to the Department by outsiders by asking them to write in with their reactions, evidence, analyses, and suggestions.

D 19 Reduce the amount and kinds of information regarded as classified.

D 20 The Department should support the Freedom of Information Act.

D 21 The Department should work with the media more [see T5 - the press -]

(a) - The Department could establish a weekly program of its own debating issues in an organized way. with the active participation of private organizations and as follow-up (keeping in mind the experience of « The Advocates ») an opinion poll on th outcome of the debate mailed in from each of the private organizations around the country and take a straw ballot on it. •

(b) » TV dialogue formal based on telephone questions from viewers ».

(c) «A weekly TV program, highlighting issues and comment, including a series of panels with representatives of the Department and public groups. -

(d) « The great majority of Americans are getting most of their impressions about the results of foreign policy from such superficial and sensational sources as television especially commercial television. Perhaps the Department should put more emphasis on reaching the public through this medium, at least through the public educational network »

D 22 The Department should work with Congress in order to reduce the negative impression of the Department which they convey to their constituents [see T5 - Congress •].

(a) « Foreign Service officers should be trained and encouraged to maintain a wide variety of Capitol Hill contacts. -

(b) « This lack of credibility - not abroad, but here at home - is exacerbated by the mututal distrust between Congress and the Executive Branch, or more accurately between Congress and the Secretary of State. This problem is significant in terms of its ramifications on a foreign policy consensus. To the extent our foreign policy and its architects remain discredited in the eyes of Congress, it's going to be that much more difficult for the Department to get public opinion behind it. Unless there is a more constructive relationship between Congress and State efforts « in the field » will have very little chance of real success Obviously, mutual respect is a two-way street, but it is clearly in the Department's interest to go more than halfway to assure it. -

D 23 The Department should work with domestic government agencies because of their mediating role with national constituencies on the increasing interrelationship between international and domestic policies (see N9).

« It is timely for the State Department to find new ways of reaching American Opinion through domestic Departments and Agencies. Discussions of - interdependence - themes coming from Agriculture. Interior. HEW, Labor. Federal Energy Agency, etc.. are likely to be perceived differently than by the Department. The domestic agencies tend to have personnel who reflect and understand the viewpoints of their clients, and would be regarded as more credible in discussions of foreign affairs impacts. »

The Department and its internal administration

D 24 The Department should assign someone to take charge of these demonstration projects in communication [see N6],

(a) « In each Bureau of the Department assign a liaison officer to the NGOs -

(b) - Post a public affairs officer in each region of the U.S. ».

(c) « Establish an inside advocate for outside ideas. The way to gel something done is to give someone the job of doing it. People will be more interested in conveying suggestions to the Department if there is a live body within the Department making sure that those ideas get a full hearing. The measure of his success would be the number of outside suggestions that he got adopted by the Department. He should have status, a reasonable budget to bring people to Washington for follow-up meetings to discuss their ideas with those directly concerned. •

(d) « Four or five people from each geographic and functional bureau (for a total of 30 to 40) should be assigned to this public education job. They can be grouped into about ten teams of three or tour officers and sent all over the country. Public Affairs would schedule their engagements and aggressively seek out forums for them to talk to. It would cost money and require people, but would be worth it. ».

(e) « Appoint an Ambassador to NGOs as is done m Sweden »

D 25 The Department should use retired people, both former employees and Foreign Service Officers, and also other retirees.

(a) » The Department should utilize for speaking purposes the great pool of retired Foreign Service Officers in Washington and other parts of the country ».

(b) « On crisis subjects a retired FSO could be called into the Department to bring himself up to date on the country in question. Various NGOs would be given a list of speakers and their subjects who are available. »

(c) « Many of your most valuable consultants would be recently retired people. »

0 26 Relax regulations about conflict-of-interest and security.

« The demand that all stocks held and all organizations to which one belongs be listed so that one can give two or three days of consulting al minimum rates, is one that puts many people off. A relaxation both of security clearances and declarations of possible conflicts of interest ought to be sought. »

D 27 Recruit Foreign Service Officers with non-estabtishment backgrounds, and with NGO experience [see T1].

(a) « Too many foreign service people, particularly those in policy-making positions, are graduates of very « narrow-range •> institutions, namely the Ivy League schools. I strongly feel that our country should be represented by as wide a spectrum of persons from varying backgrounds as is possible. »

(b) « Baptist and Catholic churches, in Appalachia, in urban ethnic neighborhoods, in construction workers unions, in Elks Clubs and Knights of Columbus, among Americans of East or South European origin, in the American Legion and Vereans of Foreign Wars, and among the fans of professional football, baseball, basketball and hockey. How many foreign service officers match this profile ? »

D 28 Motivate and reward Department staff to work with NGOs.

(a)« Change the internal compliance system for the Department- It provides relatively little incentive to most employees for genuine responsiveness to external citizens' groups with foreign policy concerns. »

(b) « Perhaps a group of relatively seasoned FSOs should have as part of their regular career service a year in Public Affairs, with the task of listening and talking to the kinds of groups Question One is concerned with. »

D 29 Careful planning of the process of communication and interaction is required by the Department.

- State should design a precise strategy for the next two or three year period. -

D 30 The Department needs more knowledge than it has about the process of communication.

(a) « This is a complex and difficult task. In order to assess the domestic factors relevant to foreign policy, the policymaker needs knowledge, not only of the spectrum of views held among the public at any given time, but also of the underlying latent attitude and motivation structures. Since it depends on these structures how far people will go in accepting mounting risks, costs, and sacrifices involved in a given policy, the long-range prospects of policies can only be determined with reference to them. »

(b) « How can the Department of State, or anyone, formulate « foreign policy » in the interest of the nation when it lacks an accurate understanding of the nation. The Department seems to know less about the needs, fears and problems of people in Milwaukee than in Mongolia, in Pasadena than in Poland or Peru. »

(c) - Bring in Public Affairs for the policy takeoffs as well as the landings. -

D 31 The Department should get information through a variety of methods.

(a) « piggybacking existing public opinion surveys >•

(b) « doing original surveys of NGOs, their interests »

(c) « holding hearings »

(d) « use the Delphi technique »

(e) « with university-based opinion research institutes develop a network of relationships that would keep the Department informed about relevant opinion-research projects »

(f) « collaborative research by pairing insiders and outsiders ».

What can non-governmental organizations and the department of state do together?

T 1 Exchange personnel in order to develop mutual understanding of each others's perspectives [see D27] « Implement a process of rotation - be it one week, one month, one quarter or even one year - by which there are present in the Department and in NGOs individuals who are resident not only for consultation purposes but for actual operational purposes. »

T 2 State and NGOs could jointly support before Congress the recommandation that Congress set up a public corporation to administer « Reactor Panels » of twenty-five to fifty thousand citizens to be polled on their foreign policy views [see *022].*

T 3 Have Congress establish a National Referendum on issues [see D22].

«This may require new and imaginative techniques, such as, for example, « indicative voting » on issues. This could be achieved through use of voting machines in representative communities regarding selected yes-no kinds of questions and over much the longer run through an integrated nation-wide computerized system which gives its results once a week to the executive and Congress. Such « indicative voting » would not be binding on either the executive or Congress but would be valuable to them as a source of information on attitudes. »

T 4 Revise the Federal Advisory Committee Act.

« A point should be made in relation to the structures of the Federal Advisory Committee Act. Useful contact cannot occur when inhibited at every turn by unnecessarily restrictive and burdensome provisions of this Act. Past useful communication by government with groups such as the U.S. section of the Business and Industry Advisory Committee (BIAC) to the OECD have been jeopardized, and even the official advisory bodies for the coming GATT trade negotiations are straigjacketed by these procedures. The Executive Branch should strongly consider seeking necessary changes in this statute to permit the exchange of ideas and information in an effective manner, otherwise, even good structural changes will still lack the ability to receive substantive input. »

T5 Create an Office of Foreign Affairs Information [see D21. D22).
« Authorize and direct the President to establish and finance an Office of Foreign Affairs Information, analogous to the Office of War Information of World War II, This new Office would be independent of existing Departments, and one of its major functions would be to strenghen the hand of the information bureaus in those Departments. It would have an affirmative responsibility to uncover and make available to Congress, the press and the general public as full information as can be revealed without jeopardizing national security. It would also serve as a point of appeal for officials or persons unable to obtain and make public information believed not to jeopardize national security. »

Looking to the future of communication/interaction between the Department and NGOs, many respondents expressed concern about the continuity of the process begun by this project itself. Institutionalizing the process by assigning an organization to manage it was seen as focusing on a « network », not a * bureaucracy ». These proposals were made :

T 6 Establish a permanent consultative organization made up of 50% NGO personnel and 50% Department [see N7-10].

T 7 Create a quasi public/private organization with a Board of Trustees composed of NGO leaders and senior Department officials [see N7-10],

Funding of the process of communications was envisioned through both private philanthropy and government.

T 8 Legislate a National Endowment for Foreign Affairs Education as an independent agency, privately directed and government funded, making grants to private organizations,

T 9 New ways need to be fund to draw in funds from a diversity of sources.

(a) « The financial position of most is not strong. Apart from the general economic recession, it is becoming increasingly difficult to tap foundations for support in this area. Corporations are a potentially greater source of support, but no organization concerned with international questions should become overly dependent on such sources. »

(b) « Can private foundations be enlisted to support a heavy program of citizen involvement ? (I think they can.) ».

T 10 Pray a lot.

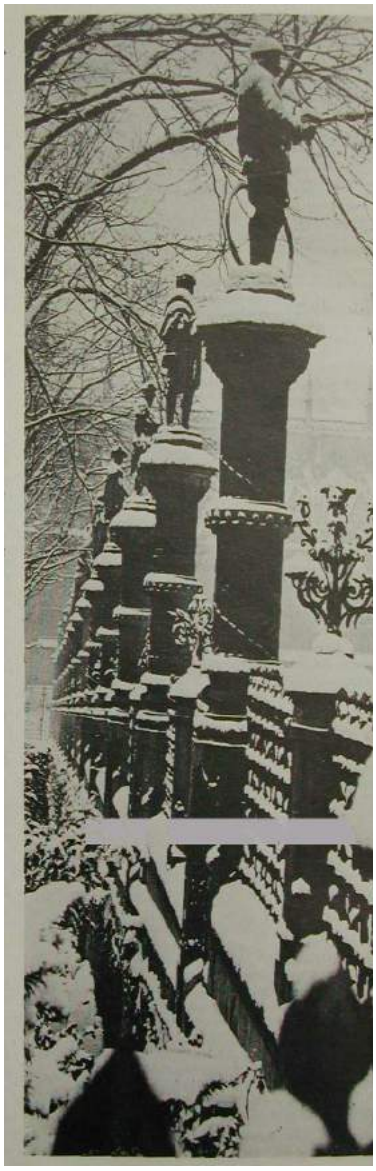
What can other participants do?

OP 1 The President should give this high visibility.

OP 2 The President and the Secretary of State should make a public commitment to the process to give it further legitimacy.

OP 3 Elect a new President.

- What must change in the Department ? ! doubt if any change is feasible. Primarily we need a new President of the U.S., a new Secretary of State, individuals as Under-Secretaries and Assistant Secretaries who have some personal knowledge of the democratic process ana are in personal sympathy with all feasible participation of individuals and organizations outside of government knowledgeable about foreign policy. »



L'ASSOCIATION MONDIALE DE PROSPECTIVE SOCIALE

Dans une typologie des organisations non gouvernementales, l'Association mondiale de prospective sociale (AMPS) se situe au point de rencontre de l'international et du transnational, du fait même de son objet et de sa composition.

I. Qu'est-ce que l'AMPS ?

L'Association mondiale de prospective sociale (AMPS) est un groupement de caractère scientifique créé à l'initiative des participants au Colloque mondial sur les implications sociales d'un nouvel ordre économique international, organisé par l'Institut international d'études sociales (IIES) du 19 au 23 janvier 1976.

Réunissant 127 personnes de tous les pays du monde ainsi que des représentants de la famille des Nations Unies, des institutions de recherche et des associations transnationales, ce colloque s'est efforcé de favoriser, sur le plan international, l'expression et l'échange le plus large de tous les courants de pensée sur les problèmes suscités par la revendication d'un nouvel ordre économique international.

Plutôt que d'aborder les questions relatives au nouvel ordre international sous le seul angle de l'économie, le colloque de Genève s'est essentiellement attaché à en définir les implications sociales. Les réflexions de ses participants constituent une mise en garde contre la tentation d'instaurer un ordre nouveau fondé sur la primauté de l'économique et qui conduirait à négliger son point de perspective : ses finalités humaines et sociales.

Bien que « le social » et « l'économique » aient été considérés comme constituant les deux aspects fondamentaux d'un même processus de développement global, il fut jugé nécessaire qu'à cette évidence réponde une double exigence :
« replacer l'humain au centre du social et le social au centre de nos préoccupations ».

Selon les conclusions du colloque, un nouvel ordre véritable devrait :

- rendre effectif le principe d'une justice sociale aux niveaux interne et international;
- reposer sur un développement où la coopération soit un moyen de redistribution des richesses entre les nations et un complément à des stratégies nationales et régionales autonomes;
- trouver des voies nouvelles aux relations économiques et sociales par la mise en application d'un principe de solidarité.

Ayant précisé les finalités d'un nouvel ordre susceptible de répondre aux aspira-

la recherche de son devenir social et devant l'ampleur des actions à promouvoir pour satisfaire à ces exigences, les participants du colloque sont convenus de créer, grâce à l'appui de l'Institut international d'études sociales, l'Association mondiale de prospective sociale. La première étape de ce projet fut la constitution d'un comité provisoire, composé des présidents et rapporteurs du colloque, dans le but d'élaborer un projet de statuts de l'Association et de designer les membres de son conseil exécutif provisoire. Il fut également décidé de confier, à titre personnel et provisoire, les fonctions de Secrétaire général de l'Association au Secrétaire généra! du colloque.

II. Ses objectifs

Exposés dans ses statuts, définis par les membres de son conseil exécutif provisoire à l'occasion de la réunion organisée

de l'Institut national de prospective et de développement économique d'Espagne et de l'Institut international d'études sociales, les objectifs de l'AMPS sont :

- de favoriser l'étude prospective des grandes questions qui se profilent sur l'horizon social dans la perspective de l'établissement d'un nouvel ordre international;
- d'effectuer et de stimuler des recherches comparées sur les forces dynamiques qui déterminent l'avenir des politiques sociales et du travail;
- de discerner les initiatives sociales qui constituent des préalables indispensables à l'instauration d'un nouvel ordre international et d'aboutir sur cette base à la formulation de propositions capables d'influencer les décisions des responsables des politiques économiques et sociales.

III. Son caractère spécifique

L'AMPS est un groupement *ouvert.* Son caractère international se manifeste notamment au niveau des conditions requises pour l'affiliation de ses membres.

qui n'est sujette à aucune limitation pour raisons de nationalité, d'idéologie, de religion, de race ou de sexe. Les seules limites assignées à la qualité de membre de ce groupement se situent au niveau de la

tutions et des personnes de coopérer activement a l'établissement d'un nouvel ordre international sur la base des objectifs définis par l'Association.

Les principes de justice sociale et de solidarité qui, selon les promoteurs de l'AMPS, devraient constituer la clef de voûte d'un ordre nouveau ont conduit à l'adoption d'un système d'organisation démocratique et ègalitaire du groupement. Cette préoccupation se manifeste en particulier:

- au niveau des organes de l'Association : principe de la répartition géographique équitable pour la constitution du conseil exécutif (chapitre IV, article 4.1 des statuts):
- au niveau de la détermination du montant et du mode de règlement des cotisations. Le Conseil exécutif provisoire a voulu tenir compte des différences de ressources des chercheurs et des institutions, sans pour autant adopter un système de cotisations susceptible d'amoindrir le principe d'égalité entre les membres de l'Association. Il décida de prendre en considération les difficultés relatives au moyen de paiement des cotisations lorsqu'elles sont le fait du caractère non convertible de certaines monnaies nationales (voir paragraphes 1 et 3 du texte - Cotisations pour l'année 1977»).

IV. Ses programmes d'activités

Le programme initial de l'AMPS fut consacré d'abord à sa propre organisation et à la mise en place de son plan d'études.

Le premier congres de l'association eut lieu à Dakar en 1980. avec quatre sujets à son ordre du jour : maîtrise sociale des besoins, développement rural, politiques de l'emploi et contrats de solidarité. Le deuxième congrès de l'AMPS est en préparation. Il se tiendra en principe en 1983 (janvier-février) à Caracas (Venezuela) durant les cérémonies consacrées au deux centième anniversaire de Simon BOLIVAR.

Un message de M. Tevoedjré *

En présentant « Prospect sociale ». le bulletin de l'AMPS M. A. TEVOEDJRE. son Secrètaire general fondateur, a défini son programme en termes d'éditorial.

L'Institut international d'études sociales. toujours soucieux d'être aussi proche que possible des realites qui nous entourent, a lancé en collaboration avec l'Hospice général de Genève un cycle de conférences-débats sur le thème de l'action sociale. Notre objectif était de stimuler la réflexion sur le devenir de nos sociétés, qu'elles soient industrielles ou en voie de développement, et d'aider au rapprochement entre théoriciens et praticiens. La prospective qui seule, a mon sens, peut permettre une saine vision des politiques à mettre en place, dés aujourd'hui, ne doit pas rester cantonnée dans le domaine des idées, des théories, mais doit nécessairement se prolonger dans l'action concrète et quotidienne. Ce cycle de conférences-débats n'avait pas d'autre but que d'encourager cette démarche.

Or. pour que la prospective ne demeure pas vaine parole, il convenait d'envisager la réalité sociale, non pas dans sa globalité, mais de manière sectorielle. C'est la raison pour laquelle l'Institut a décidé de traiter le problème de l'avenir social, dossier par dossier, et ce afin, d'une part, de pouvoir déblayer le terrain et, d'autre part, en posant clairement les questions importantes pour chacun d'eux, de permettre d'avancer, ensemble, vers des solutions tout à la fois ambitieuses et raisonnables; ambitieuses, car il n'est plus concevable de se contenter de demi-mesures et d'approximations; raisonnables, car il ne peut être question d'ignorer les contraintes, tant structurelles qu'exogènes, qui pèsent sur la re présente, sous peine de rendre inefficace toute tentative de changement et d'innovation. Cette année, nous avons décidé de nous occuper des problèmes suivants : les aspirations de la jeunesse, le problème des personnes âgées, l'action sociale de base, les conséquences sociales de l'informatique et. enfin, la question des modèles de développement.

Les thèmes retenus et dont nous vous donnons dans ce bulletin un bref aperçu peuvent apparaître extrêmement différents. Ils ont néanmoins en commun un trait fondamental, celui de se rapporter, tous, au tissu social dans son infinie complexité. Par ailleurs, il s'agit là de cinq phénomènes qui. bien qu'encore plus ou moins sensibles, n'en constituent pas moins des clefs fondamentales pour notre avenir. Des solutions qui pourront être trouvées pour résoudre les probémes qui. en ces domaines, nous assaillent dépendra, en grande partie, la configuration du monde de demain.

Aucun des participants à ces séances de travail n'a eu la prétention de posséder la ou les solutions miracles. En entreprenant cette tâche de réflexion en commun, nous n'avons eu pour seule ambition que de contribuer, même modestement, au grand effort qui s'impose à nous tous afin de maîtriser l'avenir.

Je profite de cette occasion pour lancer a vous tous, membres et amis de l'AMPS. un appel afin que vous aussi preniez part à ce dialogue en nous faisant connaître vos travaux ou vos projets sur ces questions, pour que puisse encore s'élargir et s'approfondir cette entreprise.

Personne ne peut demeurer indifférent face aux profondes mutations que nous vivons aujourd'hui, personne ne peut souhaiter rester passif et subir ces transformations. Maîtriser le devenir de notre planète, tel a toujours été le noble projet qui nous anime tous et tel a été aussi l'engagement que nous avons mutuellement contracté lors du Congrès de Dakar. C'est pourquoi l'AMPS se doit d'être présente partout ou l'avenir est en jeu en apportant sa contribution originale aux défis d'aujourd'hui et de demain.

• Directeur de l'Institut Inrernational d'Etudés Sociales de Genève el Secretaire général de l'AMPS.

For a new international order :

In view of its constant interest in keeping close touch with the realities of the world around us, the International Institute for Labour Studies has launched a series of lecture/discussions on social action in collaboration with the Hospice General of Geneva. Our objective in doing so was to stimulate reflection on the development of our societies, be they industrialised or developing, and to encourage a rap*prochement* between the theoreticians and the practitioners. From now on, the prospective - in my sense of the word - which alone can grant a rational vision of the policies to be effected, should necessarily be extended to concrete and daily action. The goal of the series of lecture/discussions was to encourage this outcome.

In order that the term prospective does not remain an empty one it is appropriate to consider social relality. not in its entirely, but in a sectoral manner It was for this reason that the Institute decided to treat the question of the social future, issue by issue. By doing so it was able, on the one hand, to cover the entire ground and, on the other, to pose the important questions for each theme clearly and to allow participants to arrive together at solutions that are at once both ambitious and reasonable. Ambitious because it is no longer possible to content ourselves with half-measures and approximations, and reasonable because we cannot ignore the structural and exogenous constraints which bear upon the present reality if we do not wish to render inefective the attempted changes and innovations. This year we have decided to concentrate on the following issues : the aspirations of youth, the problems of the aged, basic social action, the social consequences of new information techniques and, finally, the question of models of development. Although these themes, which we have referred to briefly in this issue of the newsletter, might appear very different from one another, they have a basic characteristic in common in that they all relate to the social fabric in its infinite complexity. In addition, they concern five phenomena which, with varying degrees of importance, constitute the key issues for the future. The configuration of the world of tomorrow will depend largely on the solutions we can find to the problems facing us in these areas.

None of the participants at these working sessions claimed to have the miraculous solution or solutions. In embarking on this task of common reflection our only aim has been to contribute, however modestly, to the great effort required of us all in order to achieve a mastery over the future.

I take this opportunity to appeal to all of you. members and friends of AMPS, to join in this dialogue by letting us know about your studies and projects on these issues so that we might extend and deepen this venture.

No one can remain indifferent in the face of the profound changes taking place today. No one can hope to remain passive and to suffer these transformations. To gain mastery over the development of our planet has always been our worthy purpose. It was also the contract we entered into together at the time of the Dakar Congress. This is why AMPS should be present wherever the future is being considered bringing its original contribution to the challenges of today and tomorrow.

LA FEDERATION MONDIALE DES ANCIENS COMBATTANTS

par Serge Wourgaft (*)

Il y a trente ans, un groupe de rêveurs réalistes, représentant des organisations d'anciens combattants de sept pays, décidaient d'unir les efforts de tous ceux qui. ayant connu les souffrances de la guerre et quel qu'ait été le côté duquel ils avaient combattu, voulaient œuvrer ensemble pour contribuer à la construction d'un monde pacifique, juste et libre, dans le cadre des principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Fédération internationale des organisations d'anciens combattants qui devait, l'année suivante, devenir la Fédération mondiale des anciens combattants, naissait ainsi a Paris le 27 novembre 1950. au Siège d'alors de l'UNESCO.

Lorsqu'on considère le chemin parcouru durant ces trente années d'efforts, de coopération et d'amitié, ont est frappé de retrouver dans toutes les activités passées de la FMAC et dans celles qui sont en cours un certain nombre de caractéristiques constantes : le rôle de pionnier, avec des prises de position précédant celles des gouvernements; le souci de déboucher au travers, et au delà, des intérêts des anciens combattants sur des questions intéressant l'ensemble de la collectivité au plan national et au plan international; la préoccupation constante de tirer sa force et sa cohésion de la diversité même de ses membres, de la variété de leurs horizons géographiques, philosophiques, sociaux: un effort permanent de lucidité et de compréhension des autres, au delà des particularismes, en vue de réaliser une participation effective. Ces caractéristiques se sont affirmées tout d'abord en matière de Readaptation. Des ses premières années, la FMAC a en effet souligne la nécessité d'une intégration complète des invalides de guerre dans la collectivité pour qu'ils puissent exercer les mêmes droits et assumer les mêmes responsabilités que tous les autres citoyens. Cela implique la restauration de l'intégrité physique par les soins appropriés et la réadaptation médicale, par des prothèses ou des ortheses destinées a pallier les membres manquants ou les fonctions déficientes. Cela implique aussi la réadaptation professionnelle et la possibilité d'avoir un emploi, l'accès aux activités sportives. Cela implique enfin des structures sociales et des attitudes mentales permettant cette intégration. C'est dans cet esprit que la FMAC a organisé un certain nombre de réunions d'experts, qu'elle a mis à profit l'expérience accumulée par ses associations membres sur la vie et les difficultés quotidiennes des invalides de guerre pour promouvoir des améliorations dans tous ces domaines et une meilleure adéquation des services et des prestations aux besoins et aux aspirations des utilisateurs; qu'elle a été à l'origine de la création de l'Organisation internationale du sport pour les handicapés; qu'elle a mis sur pied le Centre international d'information sur l'acessibilité, l'environnement et la technologie. INTER ACCENT. C'est afin d'atteindre ces objectifs pour toutes les personnes handicapées, quelle qu'ait été l'origine du handicap, que la FMAC, en dernier lieu, a co-patronné, en avril 1980 a Houston, la Conférence internationale sur l'inclusion des personnes handicapées.

Nous sommes heureux que ces conceptions qui. dans les années 50. n'étaient pas encore très répandues, soient maintenant largement admises et qu'elles soient notamment reflétées dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies au sujet des objectifs de l'Année internationale des personnes handicapées.

Le rôle d'avant-garde de la FMAC s'est manifeste aussi dans la manière dont elle a réuni en son sein ceux qui s'étaient affrontés les armes a la main. C'est ainsi que les associations membres allemandes furent admises à la FMAC des 1953 et ce, sur la proposition et souvent l'insistance des anciens déportés dans les camps de concentration nazis; que les années 50 ont vu également l'admission des associations japonaises, sur la proposition des anciens combattants américains, et de l'association d'Indonésie sur proposition des associations membres néerlandaises, que l'Organisation algérienne des anciens Moudjahdine rejoignait les rangs de la FMAC. dés 1965, trois ans a peine après la fin du conflit entre l'Algérie et la France.

A l'heure actuelle, la Fédération mondiale compte parmi ses membres des associations de pays encore récemment en conflit ou qui continuent à l'être, notamment dans la région du Proche-Orient. Elle s'efforce par ailleurs d'établir des liens de coopération avec les organisations des pays qui ont connu récemment des conflits.

D'autre part, les changements de la carte géo-politique du monde et l'émergence des pays nouvellement indépendants d'Asie et d'Afrique se sont traduits également, dès les années 50. par l'admission d'organisations de nombreux pays de ces continents.

Avant-garde encore en ce qui concerne les options préconisées par la FMAC. Car les premières résolutions qu'elle ait adoptées ont porté sur la nécessité de réduire la course aux armements et d'affecter les ressources financières correspondantes aux pays en voie de développement, ainsi que sur l'importance de la protection des droits de l'homme. Ainsi, dés sa création, la FMAC a mis en relief le lien étroit qui existe entre le développement, le désarmement et la défense des droits de l'homme qui constituent les trois piliers indissociables d'une paix juste et durable. Alors que le problème du développement n'était pas perçu dans l'opinion publique, la FMAC s'est efforcée de la sensibiliser à l'urgente nécessité d'agir pour arriver à une plus juste répartition des ressources mondiales, pour lutter contre la faim et la misère qui accablent les deux tiers de la population du monde. La FMAC est intervenue aussi de manière concrète, dans la limite des ses moyens, pour permettre aux associations membres de pays du Tiers monde de participer aux pogrammes de développement de leurs pays respectifs les concernant plus particulièrement. Et ceci notamment dans le domaine de la réadaptation des invalides de guerre, par l'envoi d'experts, la formation de spécialistes, la création de centres dont certains, comme celui de Solo en Indonésie, ont encore aujourd'hui un rôle-pilote. La réunion qu'elle a tenue en octobre 1980 sur les « Nouveaux dangers et les Nouveaux défis », sous la présidence éminente de M. Willy Brandt, est l'aboutissement des préoccupations passées de la FMAC depuis sa création et le point de départ d'une action renforcée. Réunissant ceux qui ayant combattu pour leur pays, connaissent les effets dévastateurs des conflits armes et en portent encore les traces dans leur chair et dans leur esprit, la FMAC était tout naturellement amenée à mettre au premier plan de ses préoccupations la solution pacifique des différends internationaux, dans le cadre et le respect des principes de la Charte des Nations Unies. Dans certains cas, lorsqu'elles l'ont pu, les associations membres de la FMAC ont apporte une contribution concrète à la solution de ces différends ou a l'arrêt des conflits armés. En bien de circonstances, les efforts entrepris par les associations membres des pays en conflit pour mieux comprendre leurs positions respectives et pour arriver à des points de vue communs ont contribué à créer un climat facilitant les négociations au niveau des gouverne-

La FMAC a eu aussi le souci constant de renforcer l'Organisation des Nations Unies pour lui permettre d'accomplir pleinement son rôle. Elle s'est prononcée pour l'universalité de l'ONU. alors que de nombreux pays n'y siégeaient pas encore et s'est élevée contre toutes les tentatives qui tendaient à compliquer son fonctionnement et, par là même, a l'affaiblir. Persuadée du rôle important et irremplaçable que les Forces d'urgence des Nations Unies seraient amenées a jouer.

la FMAC a mis sur pied, dans tes années 60. un Centre d'étude et d'information sur les problèmes auxquels avaient à faire face les Forces de maintien de la paix et notamment sur la manière dont les pays appelés à fournir des contingents à ces Forces devaient se préparer pour les rendre les plus efficaces possibles. Les travaux de ce Centre ont été largement utilises et continuent à l'être par les experts, les milieux universitaires et gouvernementaux.

Dans le domaine du désarmement qui, dans les années 60, était considéré, plus encore que maintenant, comme strictement réserve à un petit nombre d'experts et était, par conséquent, totalement inaccessible à l'opinion publique, la FMAC s'est efforcée de mieux faire comprendre la portée et la complexité de cette question. C'est ainsi qu'elle a publié, pendant de nombreuses années, un périodique qui exposait les problèmes et rendait compte notamment des négociations qui se déroulaient a la Conférence des 18 Puissances sur le désarmement, constituant un document de référence très apprécié même par les délégations gouvernementales. C'est ainsi aussi qu'elle a tenu de nombreuses réunions internationales sur la nécessité et l'urgence de progresser vers le désarmement et la possibilité d'y parvenir.

Certes, la course effrénée aux armements dont nous sommes témoins aujourd'hui ne paraît pas être une réponse très encourageante à tous ces efforts. Néanmoins, on peut constater une prise de conscience de plus en plus grande, parmi les hommes d'Etat et dans l'opinion publique mondiaie. de (a nécessité d'arrêter cette course et de progresser vers le désarmement. Pour sa part, la FMAC continue inlassablement ses efforts au plan national par l'intermédiaire de ses associations membres, au plan international avec les organisations gouvernementales internationales auprès desquelles elle a le statut consultatif, avec les organisations internationales non gouvernementales, ainsi qu'avec la communauté des anciens combattants. La Rencontre mondiale des anciens combattants pour le désarmement, qui s'est tenue à Rome en octobre 1979, a l'initiative de la FMAC et des trois autres organisations internationales d'anciens combattants, la Confédération européenne des anciens combattants, la Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre et la Fédération internationale des résistants, constitue une illustration marquante de cette action. De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement ont souligné l'importance et la portée du Message adopté lors de cette Rencontre par des représentants d'organisations d'anciens combattants du monde entier, des pays socialistes comme des pays a économie de marché, des pays non alignés, des pays membres de l'OTAN ou comme ceux du Pacte de Varsovie.

Position d'avant-garde encore que celle de la FMAC dans le domaine de la défense des droits de l'homme. D'abord, en affirmant, dès sa création, son attachement aux principes de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'importance pour le maintien de la paix du respect de ces principes. Ensuite, en s'associant aux efforts de tous ceux qui œuvraient dans la même voie. La FMAC a estime à ce propos que le respect des droits de l'homme, qui implique compréhension et tolérance, devait se cultiver très tôt. Elle a donc organisé dans ses premières années des camps de vacances internationaux pour les enfants et un peu plus tard des séminaires sur les droits de l'homme destinés aux étudiants. Et il n'est pas sans signification que le directeur actuel de la Division des droits de l'homme des Nations Unies ait été l'un de ces étudiants.

La FMAC a également patronné un certain nombre d'études sur les institutions destinées à la protection des droits de l'homme et sur la manière d'en améliorer le fonctionnement.

Comptant dans ses rangs des hommes et des femmes ayant connu les souffrances des camps de concentration, des camps de prisonniers de guerre, de la lutte dans la clandestinité, la FMAC a porté une attention particulière à la mise en œuvre et à l'amélioration des Conventions de Genève de 1948. Une coopération suivie s'est établie à cet égard avec le Comité international de la Croix-Rouge, notamment en ce qui concerne l'étude et l'élaboration des Protocoles additonnels, ainsi que les efforts pour mieux faire connaître et respecter les principes et les dispositions du droit humanitaire international.

Les accords dégagés au sein de la Fédération mondiale des anciens combattants sur la voie a suivre dans les différents domaines d'activité que je viens d'énumèrer, se sont fréquemment traduits dans la réalité diplomatique internationale. Et ceci illustre également certaines des caractéristiques que j'ai mentionnées tout à l'heure de l'activité de la FMAC. Tout d'abord, la recherche de la lucidité. Il comme la nôtre deux écueils qu'il convient d'éviter : d'une part se contenter de formules générales sur lesquelles l'accord est certes facile mais qui, en fait, ne représentent qu'une vue superficielle qui peut cacher des divergences profondes. D'autre part, ce qui nuirait considérablement à son efficacité, de ne pas aborder des questions difficiles pour ne pas mettre en danger la cohésion de l'organisation.

L'action de la FMAC au cours des trente dernières années, ses prises de position, l'attitude de ses associations membres paraissent bien démontrer que ces deux écueils ont été évités.

La force de la FMAC réside peut-être dans le fait qu'elle n'a aucun moyen de coercition pour imposer à ses associations membres le respect des décisions de ses organes statutaires. Il faut par conséquent que ces décisions soient de telle nature qu'elles puissent être acceptées et défendues dans tous les pays représentés au sein de la FMAC et que les associations membres soient convaincues de leur importance et de leur nécessité.

La lucidité suppose aussi la compréhension et la tolérance, la possibilité pour chacun de s'exprimer pleinement dans le respect des principes et des règlements adoptés en commun. Elle suppose le respect de la diversité des uns et des autres, la reconnaissance du droit à être différent.

En fait, elle implique, ce qui parait être aujourd'hui, non seulement l'aspiration générale dans le monde, mais encore, d'après les opinions convergentes de tous les spécialistes, la condition sine qua non du développement dans tous les domaines, a savoir une participation véritable de tous aux décisions et à leur mise en œuvre. Dans ce sens, la FMAC, dès ses premières années, a également fait œuvre de pionnier.

C'est dans cet esprit de participation que la FMAC entretient des relations de coopération suivie avec les Nations Unies, l'UNESCO. l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé, le Bureau international du travail, la FAO. la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, ainsi qu'avec les organisations régionales. Conseil de l'Europe, Communauté européenne. Organisation de l'unité africaine, etc.

C'est dans cet esprit de participation également que la FMAC a organisé quatre Conférences internationales sur la législation des anciens combattants et victimes de guerre auxquelles ont pris part à la fois les représentants des gouvernements et ceux des organisations d'anciens combattants, permettant ainsi, après un échange de vues approfondi, de comprendre les aspirations et les difficultés des uns et des autres et d'aboutir à des recommandations, conciliant les souhaits des organisations d'anciens combattants avec les impératifs, notamment budgétaires, des gouvernements.

La FMAC peut donc regarder avec quelque fierté le chemin parcouru au cours de ces 30 années. Elle entend redoubler d'effort sur la longue et difficile route de la compréhension, de la coopération internationale, vers un monde plus pacifique, plus juste et plus libre.

(*) *Sécretaire general de la Federation mondiale des Anciens Combattants.*

INTERCONTACT

On-line information system on international organizations and conferences using information managed by the Union of International Associations.

Documentation prepared for an online presentation of the system - using the DOCU/MASTER software- for the UAI Associate Members annual meeting. Brussels 21st September 1981.

SUMMARY

Intercontact is the first on-line information system on international organizations and conerences in all domains. The information is provided by the Union of International Associaions as part of its function since 1910 as a clearinghouse for such information (cf. Yearbook of International Organizations, International Congress Calendar, etc). The system under est contains information on 11,400 organizations and 7.500 conferences representing a total of 1,174,000 words of which 910.953 are individually indexed, whether in English or other working languages. The information would be accessible world-wide, directly or via telex, at an unprecedented level of detail through use of the DOCU/MASTER retrieval software implemented by SLIGOS Benelux on an ITEL AS5 computer. Decision on the final implenentation is currently under review.

PART I : GENERAL OUTLINE

1. NEED FOR AN ON-LINE INFORMATION SYSTEM

1.1. Information **explosion**

It is unnecessary to comment on this widely reported phenomenon. As an example, the 1981 edition of the Yearbook of International Organization lists 11,800 bodies, compared to 8.000 in the last English edition in 1979. Given the constraints and costs of recording information on paper, it is frequently impossible to reproduce information which is readily available - unless advantage is taken of the limitless capacity of information systems. The Union of International Associations, for example, has card files on meetings going back many decades which it has never been possible to render accessible by conventional means.

1.2. Need for information

Accompanying the information explosion is a proliferation of new needs for information which cannot be adequately met by conventional information tools.

1.3. Urgency

The new needs for information are now matched by impatience with the time delays associated with reproduction on paper. In addition much information on international organizations and meetings has a useful life which is shorter than the periodicity of pacer-based documents.

1.4. Revolution in information technology

It is unnecessary to comment on this widely reported phenomenon. It is sufficient to note that many bodies working in relation to the international community of organizations are now using, or planning to use, some form of terminal-oriented information system.

1.5. Data bank society

The spread of on-line data banks is a widely reported phenomenon, whether it be reservation systems, documentation systems, or others. It is vital that information on the international community of organizations keep place with the emergence of the « information society ».

1.6. New questions

The complexity and interdepence of social sectors, previously considered m isolation, has resulted m a proliferation of new kinds of question which users need to ask. These questions cut across the categories which have been traditionally used to order information in printed publications. Users want to formulate their own questions and are frustrated by imposed categories. It is only in on-line systems that users can be provided with a new level of flexibility.

1.7. New users

The possibility of asking new kinds of question creates new kinds of users whose needs cannot be met by information ordered in conventional ways.

1.8. Cost factors

The cost of using on-line systems is now at a level where a potential user must seriously assess the advantages of such a facility as compared with the costs and delays of obtaining the information in other ways - or doing without it.

1.9. Next step in service provided by UAI

It was only by converting to computer-based production of publications thai the UAI was able to maintain the level of service provided by its Yearbook. An on-line service provides a logical complement to the continued production of the Yearbook for the reasons outlined above.

2, BACKGROUND TO THE INTERCONTACT SYSTEM

2.1. Information

The Union of International Associations acts as the focal point for information on international organizations and conferences. This information has appeared for many years in two complementary publications and their supplements :

1. Yearbook of Internationa! Organizations (19th ed. 1981) which contains descriptive entries on 11,830 internationally-oriented bodies,
2. International Congress Calendar (21st ed, 1981) which contains descriptive entries on 4,000 future international meetings (usually sponsored by the organizations described in the Yearbook).
3. Supplements to both of the above publications appear, between editions, in the periodical Transnational Associations (6 per year).

2.2. Computerization

2.2.1. The information lor the production of the above publications, together with additions / amendments, is encoded via a terminal in the UAI Secretariat onto permanent files. Publications processed in this way include :

1. Yearbook of International Organizations, since the 1972 edition,
2. Annuaire des Organisations Internationales, since the 1974 edition,
3. Yearbook of World Problems and Human Potential, for the 1976 edition,
4. International Congress Calendar, for the 1981 edition,
5. Supplements to the Calendar for 1981.

2.2.2. The permanent computer files are held, under contract to UAI, by SLIGOS Benelux on magnetic tapes which permit :

1. Proof listings to be generated for editorial amendment,
2. Standardized checks on the data to be performed by computer.
3. Various by-products to be extrated. using any of programmes (e.g. mail-addresses, statistical tables, etc),
4. Extraction and management of working indexes.

2.2.3. Production tapes form SLIGOS are currently processed by COMPUTAPRINT (London) to generate off-set film via computer controlled photocomposition procedures, together with extraction of final indexes.

2.3. Evolution to on-line processing

The possibility of on-line processing has been explored in discussions between UAI and SLIGOS since 1978. In September 1980. UAI and SLIGOS entered into partnership to computerize the International Congress Calendar in order to maintain an on-line information system on international conferences. The international organization information already on computer files was to be incorporated into this system. Since May 1981. SLIGOS has been testing the system with the two sets of information.

3. NATURE OF THE INTERCONTACT SYSTEM

3.1. Coverage

3.1.1. In its current test phase, the Intercontact system contains the information which appears in the ;

- Yearbook of International Organizations and includes historically meeting information prior to the date for the calendar,
- International Congress Calendar

Supplements to these publications

3.1.2. Before it is made fully operational, it is expected that additional features will be added as the result of the production of the :
Directory of National Participation in International Organization (Country membership)

3.1.2. -Transnational Action Yellow-pages (Subject thesaurus).

3.1.3. Other categories of information can be added at any stage according to demand (and when funds permit) for exemple :
- national member organizations
- Statutes
world problem descriptions (already encoded)
- French-language organization descriptions (already encoded).

3.2. Consultation of Intercontact

3.2.1. The above information can be consulted on-line, namely over a telephone line via a terminal in the user's office. In the absence of a terminal, various other compromise procedures are possible (telex, post, etc) as detailed in a later section.

3.2.2. On-line consultation means that the user formulates one or more appropiate questions which he types into his terminal. After a short delay, the reply is displayed on his terminal under the response.

3.2.3. For an on-line system to be convenient to users, it is essential thet they should be - protected - from both the obscurities of computer jargon and from the complexity of the search procedures required. This is achieved by using a suitable « software package », in this case the DOCU/MASTER package developed by Turnkey Systems Inc

(USA) (This is currently used to store and retrieve all information appearing in the Now York Times). A main advantage of using such packages is that they have been thoroughly tested and contain many sophisticated features which it would not otherwise be economically possible to provide.

3.2.4. How the DOCU/MASTER package is used is discussed in the next section.

3.3. Index

3.3.1. The real power of the DOCU/MASTER retrieval system lies in its index.

3.3.2. Every word and number in the Yearbook of International Organ-Congress Calendar is indexed (with the exception of some 50 articles or prepositions).

3.3.3. The index at present contains 910,953 words.

3.3.4. Indexed words may also be retrieved via their synonyms, if these have been defined.

3.4. Language

3.4.1. At present the information on organizations and meetings is in English, with the exception of organization and meeting names (in French. German, Dutch. Spanish and other languages). Any such non-English words may be used as a basis for consulting the system.

3.4.2. The DOCU/MASTER system does permit French and other-language equivalents of the English terms indexed to be incorporated as synonyms if this is justified by demand.

3.4.3. If necessary, the French version of the Yearbook (allready encoded) could also be held by the Intercontact system. This development would probably have to be separately funded.

3.4.4. The DOCU/MASTER commands can also be formulated in other languages, if necessary.

3.5. Off-line replies

3.5.1. Users may formulate questions which give rise to lengthy replies (e.g. a list of all the organizations with members in Italy). In such cases it may be more economic for the user to indicate to the computer that the list should be produced at a lower cost rate in Brussels and dispatched from there by post.

3.5.2. A similar procedure would be used for users without a terminal.

4. HOW TO CONSULT THE INTERCONTACT SYSTEM

4.1. The DOCU/MASTER software is designed to appear exceptionally simple to users. There is one basis command FIND, which the user employs to specify whatever term(s) he considers significant in the meetings or organizations in which he is interested. For example : FIND agriculture or forestry not food and 1983.

4.2. On the basis of the FIND command, the computer replies with an indication of how many meetings or organizations («documents ») meet the criteria specified in the FIND command.

4.3. The user may then choose :

- to display one or more of the « documents « found,
- to scan the documents found by computer for particular combinations of words or dates.
- to sort the documents, before displaying them,
- or to ask a more detailed series of questions to reduce the number of documents further.

4.4. Because of the exceptional ease with which questions can be formulated, it is up to the user to develop a search strategy which will best enable him to locate the kinds of information he is looking for.

4.5. A more detailed overview of how to use the system is given in Part II.

4.6. A more detailed review of search strategies is given in Part IV.

4.7. In addition to the questions possible within the basic DOCU/MASTER framework, programmes can be developed on demand to permit more sophisticated searches.

5. USERS OF THE INTERCONTACT SYSTEM

5.1. The Intercontact system is designed to be of service to a variety of users including :

- governments, embassies
- intergovernmental agencies
- foundations and funding agencies
- conference services and organizers
- tourism services
- travel services
- international organization research
- international action compaigns
- international publication distributors
- library and documentation services
- international organizations in general.

5.2. Users may participate in the system in a variety of ways, including simple consultation, systematic searches, supply of new information, direct entry and quality control of new information, subsidy of certain user categories, etc.

5.3. To distinguish between categories of users, the data bases they are each permitted to consult, and whether they are authorized to amend some portion of the contents, a system of confidential passcodes is used,

5.4. In order to Kind the inclusion of new categories of information, users may constitute themselves into « user clubs » with privileged access to the information *m* which they have invested. The same procedure may be used to fund special search programmes.

5.5, Complex organizations (such as the EEC Of UN groups» can also use the system to store and retrieve information on internal meetings for which access is restricted to divisions of the organization itself or to a limited number of member governments. Such sub-seta of information can be used for scheduling interrelated meetings, facility requirements and calendar development.

6. POTENTIAL OF THE INTERCONTACT SYSTEM

6.1. The Intercontact system is a unique initiative to provide world-wide on-line access to the many interacting bodies of the highly dynamic international community of organizations and their associated meetings.

6.2. Of major significance to the potential of Intercontact is the deliberate effort to ensure its accessibility to users whether in a computer-oriented environment or who are at present only able to work with telex or the postal system.

6.3. On-line access to information on the international community of organizations sets the stage for a further development which is essential to the quality of the information stored. The range and status of users must be extended to enable them to use the Intercontact system to amend, add and exchange information through the on-line system (as is done in airline reservation systems). This step is vital to the elimination of the present delays resulting from dependence on postal services and publication cycles. The Intercontact system is thus the first step towards creating an information environment within which international organizations and associated conference and other service bodies interact in response to each others needs.

6.4. The real potential of Intercontact lies in the manner whereby it can be extended with further categories of data increasing significance to the day-to-day operations of international organizations. These bodies will then become directly involved in rapid update and additions to such information as a way of facilitating their own activities. The Intercontact system would then function as a dynamic evolving model of the international community - a major step beyond the series of static images which are at present available.

6.5. In a time of revolutionary innovation and crisis in a system of increasing complexity, it is astounding that no effort has yet been made to benefit from the revolution in information technology to order understanding of the full range of bodies attempting to act in response to this social crisis. Intercontact could have a major role to play in providing a necessary minimum degree of operational coherence in the overwhelming variety of international activities.

PART II USE OF INTERCONTACT VIA A TERMINAL

1. ACCESS TO DATA BASE (AND TERMINATION)

1.1. The communication link is first established via the telephone or data network, from the user to the data base in Brussels. The number used on the telephone gives direct access to the computer.

1.2. User then requests the DOCUMASTER programme.as follows (*)

COMPUTER RESPONSE

docu

DM661 DOCU/MASTER STARTED

Note : Both on the computer and in these explanations, the user questions and commands appear in small letters, and the computer replies appear in capitals

1.3. User then requests the Meeting/Organization data base using the START command, and specifying the name of the data base (provisionally called DEMO) and the user's confidential password (provisionally UAINT). Without an authorized code a user cannot gain access to the data base. The code also determines whether the user has only the right to consult the data base, or some part of it. or whether he has also the right to update it.

start demo for uaint

If an invalid code is used, the result is as follows :

start demo for OP1

DM 127 AUTHORIZATION ERROR - INVALID OPERATOR OR INVALID DATABASE

1.4. The Meeting/Organization data base (DEMO) at present consists of two sub-data bases, provisionally named as follows :
E 1 Meetings (being the collection of meetings from the International Congress Calendar. 1981 edition)
E 2 Organizations (being the collection of organizations from the Yearbook of International Organizations. 1981 edition)
To gain access to these sub-data bases, the user employs the SELECT command, which will be accepted if he is authorized to use the data bases :
select e1/e2

1.5. The above procedure enables the user to formulate search inquiries. If however a user who is only authorized to make such inquiries, then attempts to SELECT the update mode in order to modify the data base contents, this will be refused as follows :
select update
DM 138 OPERATOR NOT AUTHORIZED FOR UPDATE.

1.6. The user may at any time terminate his use of the data base by use of the STOP command.

2. OVERVIEW OF SEARCH AND DISPLAY PROCEDURES

2.1. Search procedures

2.1.1. FIND is the basic command whereby a search of the data base is initiated. The command must specify one or more searchwords, and may also specify the name of the sub-data base to be searched (e.g. E1 for Meetings) :

find e2 and sport and handicapped
11336FIND E2
65 AND SPORT (78)
I AND HANDICAPPED (64)

In this example, the computer replies to the request by indicating that there were 11336 documents, in this case organization descriptions, in E2 which is the Organizations sub-date base. In addition the reply indicates that of the 78 indexed references to « sport », **65 were** in E2. And of the 64 indexed references to » handicapped -, only 1 is in an E2 document with « sport ».

The search has now been completed and the document could be displayed if desired (see 2.3)

2.1.2. Instead of using AND to connect the searchwords. it is possible to use OR or NOT :

find e1 and agriculture or forestry but not food
4746 FIND E1
116 AND AGRICULTURE (281)
150 OR FORESTRY
58 NOT FOOD (291)

This result shows that there are 58 documents (in this case Meetings) which refer to « forestry « and <• agriculture « not to « food »

2.1.3. To facilitate searching, some words have been defined **as synonyms.** If » conference » is used as a searchword. then documents containing « symposium » will also be found :

find e2 and conference and towns but not europe
11336FIND E2
978 AND CONFERENCE (SYMPOSIUM, 2791)
4 AND TOWNS (43)
3 NOT EUROPE (852)

2.1.4. Where various possible word endingd exist, only the beginning of the searchword needs to be specified, provided it is followed by *a* hyphen

find e2 and medic- and africa- but not europ-
11336FIND E2
535 AND MEDIC (777)
143 AND AFRICA (1494)
101 NOT EUROP (2885)

2.1.5. So**me items of special significance**
in the data base are marked by prefixes. At present these are as follows, with the three letter code indicating how they are labelled within the data base :

meeting =	DAT
meeting town =	VIL
meeting ciry =	PAY
meeting participants =	PAR
organization number =	ORG

When used in specifying a searchword, the prefix ensures that the word will only be found in the context specified ;

find e1 and vil : London but not pay: UK
4746 FIND E1
207 AND VIL : LONDON (207)
2 NOT PAY : UK (454)

This result indicates that the meeting town « London » has been found in 207 Meetings of which only 2 concern a « London » which is not in the meeting country « UK » (namely, as the display would show, meetings in London. Canada).

2.1.6. For those items which have been prefixed as indicated above, searches can also be made for alphabetic or numeric ranges (e.g. ranges of dates or numbers of participants) :

find e1 and europe and par : 2000 thru par : 3000
4746 FIND E1
131 AND EUROPE (852)
0 AND PAR : 2000 THRU
PAR: 3000 (139)
DM 277 ZERO RESULT IGNORED

This result indicates that no Meetings were found for the indicated range of participants for meetings containing the mention « Europe ». (Note it would have been preferable to have used « Europe» - as the searchword)

2.1.7. The user must decide, once a search like those above has been completed. whether the number of documents indicated is short enouch to warrant display (discussed under 2.3, below), or whether a more detailed series of questions should be asked to identify a smaller sub-set of documents for display. A search initialed in any of the above ways may be further narrowed by continuing the search:

find e1 and par: 1000 thru par: 1500
4746 FIND E1
298 AND PAR : 1000 THRU
PAR: 1500(298)
but not europe-
259 NOT EUROPE (2830)

249 NOT AMERICA (1774)
and pay : japan
15 AND PAY : JAPAN (1 21)
but not vil : tokyo
6 NOT VIL: TOKYO (76)

2.1.8. Instead of narrowing down the search progressively, as described in 2.1.7, the user may choose to insert all his searchwords into one single request. This may contain several lines of AND constraints :
find e2 and students and Christian and catholic- and social and university and political and values
13336FIND E2
196 AND STUDENTS (222)
AND CHRISTIAN (254)
8 AND CATHOLIC (210)
4 AND SOCIAL (697)
AND UNIVERSITY (990)
AND CRITICAL (19)
1 AND VALUES (48)

2,2. Sorting and scanning search results (Before display)

2.2.1. Before actually displaying the documents, the user may wish to have them sorted. The sort can only be done on searchwords which have been prefixed, which at present means : meeting date, meeting town, meeting country, meeting participants, and organization reference number. For example, using the resuit of 2.1.7 above :

sort vil : 5, dat : 6
DM 527 00006 DOCS HAVE BEEN SORTED

Here the user requested that the documents be sorted by date within town, specifying that the sort should be made on 5 characters of the town name and 6 characters of the date (which is in the form 810625, for 25 June 1981)

2.2.2. Before actually displaying the documents, the user may wish to have them scanned for certain combinations of words (or dates), possibly in a specified order, as indicated by the example from 2.2.1 : in paragraph ministry and government in order

IN PARAGRAPH MINISTRY, GOVERNMENT SPECIFIED ARGUMENTS FOUND IN :
00 OF TOTAL 006 DOCUMENTS
0000 TOTAL NO OF OCCURENCES

This indicates that - ministry » and « government » are not present in the 6 documents in the order « ministry... govt ».

The scan may be repeated without the order constraint :
in paragraph ministry and government

IN PARAGRAPH MINISTRY, GOVERNMENT SPECIFIED ARGUMENTS FOUND IN :
01 OF TOTAL 006 DOCUEMENTS
0001 TOTAL NO. OF OCCURRENCES

This indicates that « ministry » and « government » have been found in 1 of the 6 documents. An extract may be displayed :

MINISTRY/GOVERNMENT
FOUND IN DNO: 0001617 LNO 0001
78
SECRETARIAT OF IUFRO, C/O*GOVERNMENT FORESTRY EXPERIMENT STATION. ' MINISTRY OF AGRICULTURE, MATSUNOSATO 1, KUKIZAKI-MURA, INASHIKI-GUN, IBARAKI 300 12, JAPAN

2.3. Displaying search results

2.3.1. One or more documents (e.g. meeting or organization descriptions) resulting from the above search requests and any subsequent sort or scan may be displayed using the DISPLAY command (or the ENTER key on the terminal). Example of a single meeting document :

0000563
E1
830433-0533
ARGENTINA
BARILOCHE
A0396 - LATIN AMERICAN CONFEDERATION OF TOURIST ORGANIZATIONS
ANNUAL CONGRESS
TOURISM
2500
3000
50
EX
LATIN AMERICAN CONFEDERATION OF TOURIST ORGANIZATIONS, VIAMONTE 640, BUENOS AIRES, ARGENTINA.
Example of a 2-page **organization** document ;
0005150
E2
A0727

EUROPEAN FEDERATION OF CONFERENCE TOWNS (EFCT) FEDERATION EUROPEENNE DES VILLES DE CONGRES (FEUC) - EUROPAISCHE VEREINIGUNG DER KONGRESSSTADTE - FEDERACION EUROPEA DE CIUDADES DE CONGRESOS EXEC SEC : RITA DE LANDTSHEER, RUE AUX LAINES 1, B-1000 BRUXELLES, BELGIUM. T. 452 98 30. TX B BRU B 63245.

PRES : HENK BORGMAN, MARTINI HAL CENTRE, ZUIDERLAN/STADSPARK, PO BOX 8010, NL-GRONINGEN, NETHERLANDS, T, 26 2826. TX 53 548. FOUNDED : 20 NOU 1964. BRUSSELS, A WORKING PARTY HAVING BEEN SET UP ON 27 NOV 1963, BRUSSELS. FORMERLY KNOWN AS EUROPEAN FEDERATION OF CONGRESS TOWNS.

AIMS : BRING TOGETHER ELIGIBLE EUROPEAN TOWNS DESIROUS OF ACTING AS VENUES FOR CONGRESSES: FACILITATE MUTUAL EXCHANGE OF INFORMATION AND PUBLICATION OF SPECIALIZED STUDIES; COLLABORATE WITH OFFICIAL INSTITUTIONS AND INTERNATIONAL ORGANIZATIONS CONCERNED WITH ORGANIZATION OF CONGRESSES; PROMOTE EUROPE AS A WHOLE AND EACH EUROPEAN MEMBER TOWN AS A LEADING CONFERENCE DESTINATION.

LANGUAGES; ENGLISH. FRENCH, GERMAN. FINANCE: ANNUAL CONTRIBUTIONS OF MEMBER TOWNS. GENERAL MEETINGS: 7 UP TO 1970; FLORENCE 1972, FRANKFURT 1973. MONTREUX 1974. BARCELONA 1974. BRIGHTON 1975. KNOKKE 1976, ZAGREB 1977, GRONINGEN 1978, LISBON 1979, TEL AVIV 1980, SALZBURG 1981. NICOSIA 1982 NGO RELATIONS : INT ASN OF CHF INTERPRETERS (AIIC); INT ASN OF CNG CNTE (AIPC), INT ASN OF PROFESSIONAL CNG ORGANIZERS (IAPCO); INT ONG AND CONVENTION ASN (ICCA); UNION OF INT ASNS (UAI).

PUBLICATIONS : GREEN BOOK OF TECHNICAL CARDS DESCRIBING THE FACILITIES OF MEMBER TOWNS; TECHNICAL DIRECTORY (1980).

MEMBERS; TOWNS (63) IN 17 COUNTRIES :
EU ; AUSTRIA (3). BELGIUM (5). CYPRUS, DENMARK (2), FRANCE (8), GERMANY FR, GREECE (2), ITALY (4). MONACO, NETHERLANDS (6). NORWAY, PORTUGAL, SPAIN (5) SWEDEN (2), SWITZERLAND (7), UK (8), YUGOSLAVIA (6).

ASSOCIATE MEMBERS (3) IN 1 COUNTRY :
AS : ISRAEL (3).,

2.3.2. To control the number of documents displayed, the user may employ such commands as :

display 3 documents
or display all documents
or display next document

2.3.4. To control the number of tines to be displayed in a document, the user may employ such commands as :

display all lines
or display first lines
or display lines 1 thru 3

2.3.5. To control the number of lines to be displayed for a series of documents, the user may employ such

set all lines
or set 4 lines

2.3.6. To display any portion of the index, the user proceeds as follows :
index étudiant
1 ETUDIANT
3 ETUDIANTE
64 ETUDIANTS
1 ETUDIANTS/STUDENT
2 ETUDIER
1 ETUG
1 ETYNOLOGICAL
1 ETZ
2617 EU
1 EU : AUSTRIA
1 EUBL
1 EUBS
1 EUBW

Here the user has requested the index from « étudiant » onwards. The number of occurrences of each word is given. Note that every word in UAI Calendar and Yearbook has been indexed, with the exception of such common words as articles and prepositions. This currently makes a total of 910.953 words.

2.3.7. Display on paper ; If the user wants a copy on paper of what appears on the terminal screen, he may use a special key on the terminal to transfer the information onto his hardcopy device immediately.

2.3.8. Display on paper of long lists : The user may prefer that long lists be made onto paper at his request via the high-speed printer in Brussels (and then sent to him by post). The user can request such lists by using a special key on the terminal, D

ECHOS DE LA VIE ASSOCIATIVE
NEWS ON ASSOCIATIVE AFFAIRS

75e ANNIVERSAIRE DU SCOUTISME 1982-1983

NOUVELLES DE L'ANNIVERSAIRE paraît en anglais et en français. Ce bulletin est destiné aux rédacteurs scouts et aux chefs des associations scoutes qui sont chargés d'organiser la commémoration du 75° anniversaire du scoutisme. Toute information concernant l'Anniversaire sera vivement appréciée; notre adresse : le Cordonnateur de l'Anniversaire. Bureau mondial du scoutisme, Case 78, 1211 Genève 4, Suisse.

THE I H A AND THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES

The International Hotel Association greatly welcomes the opportunity to participate in the United Nations Conference on the Least Developed Countries. It has noted that many of the country studies submitted to the Conference mention plans for the development of the tourism and hotel industries.

The International Hotel Association does not, of course, consider that rapid and indiscriminate hotel construction can provide a solution to the economic and social requirements of the least developed countries. It is convinced on the other hand that a rational and prudent development of tourism, requiring the construction or expansion of hotels, can provide economic and employment benefits relatively rapidly arid at a relatively low capital investment cost.

International Cooperation

Whenever governments decide that tourism and hotel development should figure in their economic plans, it seems clear that international cooperation can be of value. The nature of the industry indeed makes this almost indispensable. As a result of its structure, the International Hotel Association considers itself to be well placed to play a useful role in programmes aimed at bringing to less developed countries the resources and experience that they need when building up their hotel industry. The Association's membership includes International Hotel Chains, individual properties in 135 countries, National Hotel Associations in 67 countries. Educational Institutions, Suppliers to the industry and financial, marketing and management Consultants.

International Hotel Chains which have intensive experience of working in developing countries and which are flexible in their efforts to adapt themselves to the special situations and national priorities of each country, may often be well placed to assist governments in countries with little hotel industry experience. Alternatively, the International Hotel Association can cooperate with governments or other agencies in bringing together the necessary expertise on an ad hoc basis. For example, discussions are in progress with the Government of the Republic of Guinea with a view to the establishment of a comprehensive programme for hotel development.

(Extrait from the statement submitted by RFENELON Secretary general of IHA)

L'AUPELF ET LE DIALOGUE

l'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française) est une organisation internationale, agréée par l'UNESCO comme ONG de statut A (consultation et association). Créée en 1961, elle regroupe la quasi totalité des universités francophones en qualité de membres titulaires. Depuis 1972, elle admet les départements d'études française des universités non francophones comme membres associés.

L'AUPELF est au service de toutes les institutions d'enseignement supérieur dont le français est la langue ou l'une des langues principales d'usage, et qui ont le désir de pratiquer une large coopération internationale. La langue commune est le moyen, la coopération universitaire internationale est la raison d'être de l'Association,

Depuis plus de dix ans, l'AUPELF apporte son concours aux départements et centres universitaires d'études françaises à travers le monde qui, bien que différents de par leur origine, leur taille, leurs statuts, leurs moyens et leurs publics, ont en commun l'intérêt qu'ils portent à l'enseignement d'une langue, le français, et des cultures qui s'y expriment.

Mais l'action de l'AUPELF n'a pas pour dessein un quelconque prosélytisme linguistique; elle ne se situe pas uniquement sous l'aspect du progrès de l'enseignement du français, mais tout autant sous celui de la rencontre des cultures. En fournissant aux responsables de l'enseignement du français dans les univesités de tous les continents l'occasion de se retrouver et d'envisager une réflexion commune, elle contribue au dialogue des cultures, objectif fondamental de l'Association.

LOME 1982: Troisième rencontre mondiale des départements d'études françaises

Université du Bénin, Lomé [Togo], 18 au 24 juillet 1982.

Thème : Rotes *et responsabilités des départements d'études françaises dans leur contexte universitaire, éducatif et culturel, national et internationale.*

Poursuivant et amplifiant les réflexions collectives antérieures de Québec et de Strasbourg, la rencontre de Lomé s'adresse aux professeurs de français et aux universitaires dont les préoccupations sont centrées sur les études françaises et le dialogue des cultures. Forum d'enseignants et non congrès, la rencontre a pour objectif de susciter une réflexion sur la pertinence et les finalités des études françaises tant du point de vue éducatif que culturel et professionnel. A la question le français pour quoi faire à l'université, la rencontre devra apporter des réponses concrètes et applicables.

Située gèographiquement sur le continent africain, la troisième rencontre sera aussi l'occasion de découvrir la vitalité culturelle et artistique de l'Afrique, d'évaluer l'apport africain aux études françaises et de se pencher sur la situation nouvelle née de la dynamique des langues locales, nationales ou régionales.
Sous le thème central *Rôles et responsabilités des départements d'études françaises,* la troisième rencontre mondiale sera le lieu d'une mise en commun des différents travaux et réflexions menés à l'échelle nationale, régionale et internationale. La constitution de modules et d'atefiers favorisera cette mise en commun, notamment dans chacun des domaines identifiés par les comités consultatifs régionaux de l'AUPELF. à savoir :

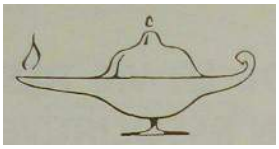
- didactique du français (civilisation, langue, littérature) enseignement fonctionnel du français (français de spécialité, scientifique, instrumental, pour objectifs spécifiques, etc.)
- traduction et terminologie
- contacts des langues et aménagement linguistique
- literature orale, para-littérature, etc.
- moyens de communications de masse
- documentation en langue française
- etc...

Cette démarche se fera selon une méthodologie qui permettra, tout en précisant le contenu des enseignements et leurs finalités ainsi que les orientations de la recherche, de réfléchir sur la pratique de l'enseignement et de formuler des recommandations appropriées.

Enfin, le thème central de la rencontre servira d'argument à un colloque insère dans le programme de la rencontre. Ce colloque tirera les conclusions des différents échanges sur l'enseignement du français dans ses fonctions éducative, culturelle et professionnelle.

DEUX INITIATIVES DE LA FIFDU
Fédération Internationale des Femmes diplômées des Universités

Le dernier congrès de l'Association des Femmes diplômées des universités avait-' décidé qu'elle collaborerait avec quatre autres organisations féminines internationales - l'Association soroptimiste internationale, le Conseil international des femmes, la Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales et l'Union mondiale des femmes rurales - afin d'entreprendre avec elles des projets communs d'éducation extra-scolaire pour les femmes dans des pays en voie de développement. Ce programme a reçu le nom de « Projet 5-0 ». La FIFDU a suggéré aux autres organisations de lancer un projet-pilote, en Inde peut-être. D'autre part, l'Université des Nations Unies, dont le siège est a Tokio, a propose a l'Association japonaise des femmes diplômées, et par elle a la FIFDU, d'entre-



prendre une recherche conjointe sur les questions féminines, à terminer avant 1985 et à présenter à la Conférence mondiale qui clôturera la Décennie des

président de l'Université des Nations Unies, M. Soedjatmoko. d'Indonésie, a suggéré que nous envisagions le sujet dans le cadre de la famille. Ce projet n'en est qu'à ses préliminaires et je ne sais encore ce qu'il en adviendra, mais il est certainement intéressant qu'une institution du niveau de l'Université des Nations Unies s'adresse à nous pour un projet conjoint.
Avec notre réseau de femmes intellectuelles dans le monde entier, nous sommes vraisemblablement en mesure de parvenir à des résultats significatifs et originaux.

La FIFDU s'avance dans de nouveaux champs d'activité, en tant qu'organisation féminine de tète. Je crois ses possibilités immenses.

Extrait d'un message *du Prof. Fumi Takano.*
Présidente de la FIFDU.

PAN-AFRICAN UNION OF JOURNALISTS BORN

A pan-African union of journalists has been formed at a threeday workshop held here at Mindolo Ecumenical Foundation KITWE, Zambia. The workshop was organized by the All Africa Press Service News and Features Service based in Nairobi, The decision was reached after three days of discussions during which time feelings were strongly expressed on the plight of journalists working on the African continent.

Among the aims and objectives of the union would be to forge among Africa's journalists and to encourage recognition of journalism as a profession. The pan-African union would also aim at fostering and encouraging the freedom of the press as an inherent right in line with Article 19 of the United Nations Charter of Human Rights. Realizing the existence of weakness among some of Africa's journalists, the union would aim at fostering professionalism through training, and also at encouraging African countries to know each other better by contributing to recognized news agencies. The union would seek affiliation with international bodies relative to journalism.

The group pointed out that the pan-African union would aim at pressuring governements into defining the legal status of the profession, safeguarding the dignity of the African journalist and exposing harassment of journalists wherever and

whenever it occurred. A number of the Mindolo workshop participants expressed great relief that the All Africa Press Service would act as a « clearing house - on all matters concerning the newly-born union until it reached full growth covering all parts of the African continent. APS, being pan-African by its very nature with correspondents in most African countries, was the right coordinator, said the participants.

Commenting on the initial implementation of the Mindolo decision, Richard Sakala.

general secretary of the union and is also editor-in-chief of All Africa Press Service, said his immediate task was to contact all APS correspondents and stringers on the African continent explaining the aims and objectives of the pan-African union with a view to soliciting membership. Membership, would be on individual basis, the vanguard being APS correspondents who would act as organizing representatives of the union in their respective countries until such time that recruitment of members in other regions of Africa have advanced. Institutes related to journalism would enjoy membership of the union by affiliation. (ARS).

ASSOCIATION OF AFRICAN UNIVERSITIES (AAU)

The need for postgraduate training and research development has become increasingly felt. The aim of the AAU postgraduate training programme is therefore to assist in strengthening focal or regional research related to the needs of African countries by placing postgraduate students in member institutions (Newsletter, AAU, Sept. 1980).

The policy of Africanization is now generally accepted and various universities have evolved their own schemes of selection and training of their nationals as future academics. Some have achieved very high rates of Africanization but a great many still have a long way to go. A study carried out by the Secretariat of the AAU shows that out of a total of 20,00 university teachers in Africa (excluding Egypt) 53.1 % were Africans. Almost 100% of staff in Egyptian universities were nationals.

The AAU postgraduate training programme envisages sponsoring students with a good first degree of master's degree for doctorate degrees in specialised priority fields with a view to becoming university staff; and sponsoring staff already employed as teaching assistants and lecturers on study leave to acquire higher qualifications and undertake intensive research in priority development areas of members countries.

The ten-year programme has been designed to train about 2,400 university staff.

(Bulletin of International Association of Universities).

ALATIR
A new latin american association

W L R A : Association mondiale pour les loisirs et la recreation. *Origine* : 1956 Philadelphia. *But:* Développement, dans le monde entier, avec l'aide des organismes publics et de sociétés privées et par tous les moyens, des jeux et loisirs; recherche d'une expression plus haute et plus vraie de l'esprit communautaire et de fraternité, de meilleures conditions sociales, morales et de travail.

On SEPTEMBER 26, 1980. fourteen Latin American countries convened in Santiago de Chile to create the Latin Amrican Lesure and Recration Association (ALATIR). This important event was the culmination of a movement promoted by WLRA through participation in, and organization of. several regional and international conferences dating back to 1975.

Beyond this, WLRA was succesful in identifying, contacting and affiliating the leisure and recreation leadership in Latin America, principally through the efforts of Ms. Erica Rothenfluh, Special Representative for WLRA's Chairman of the Board. This process proved to be extremely fruitful since it assured committed and continuous participation by national leaders in the difficult task of creating a regional, multi-national organization.

As we go to press, not a full year has passed since the formation of ALATIR. and we are pleased to report that there is great effervescence within the organization. Foremost among its activities at this time, and consistent with its purposes, are the formation of national recreation associations in the member countries, and the development of professional and voluntary leadership through educational seminars.

The former has been given top priority by ALATIR's leadership as they believe that the existence of broadbased and representative national associations are necessary not only for the survival of the regional organization, but perhaps more importantly for the development of services at the national level. Leadership development is also being boosted with three regional training institutes scheduled for this year and numerous leadership exchange programs between different countries.

Although not an extrenely populous area when compared to other world regions - according to 1980 U.N. figures Latin America has 370 million inhabitants ranking it fifth in population among the eight world regions - Latin America does have, however, the second fastest rate of population growth in the world. In addition, 42 percent of its population is under 14 years of age, its urban dwellers comprise 65 percent of the total population, and illiteracy is well over the 50 percent level. These demographic statistics serve as basis for a generalized tendency regarding the orientation of leisure and recreation services in the area. Latin American practitioners call it non-formal education through recreation.

ALATIR has a clear vision of its purpose and role and has accepted the challenge of developing structures and programs that may faciliatate the establishment and improvement of services. Now, the long hard journey of daily struggles to achieve the proposed goals has begun. Let us close ranks and join efforts along the way as we strive to improve the quality of life in our interdependent world.

Nelson MELENDEZ

I A U activities

At the time of an inaugural session of the International Association of Universities held at Unesco House, the President of the Board Dr. Soberon briefly outlined the situation of the IAU after the seventh General Conference (Manila) which had marked a turning point in its history. The University, once a thing apart, the repository of knowledge accessible only to the privileged few. now found itself in the arena of a world seeking to find its way amidst conflicting social, economic and cultural pressures and interests. Moreover, there was a growing recognition of the vital role which the University could and should play in countries striving to achieve higher standards of living and struggling to close the gap separating them from the highly industrialized nations.
The history of the Association, like that of its members, reflected efforts to keep pace with the far reaching changes which had been transforming society, nationally, regionally and internationally. IAU had established its authority and had succeeded in retaining the confidence of its growing membership. But it had been handicapped by the fact that its resources had always remained small in relation to the needs of the constituency it had been established to serve.
Two questions therefore arose : how could the Association best fulfil its obligations to its members and to the university community at large ? How could it find the resources to do so in a situation of economic crisis and constantly rising costs ? It would be for the Board to make a careful review of financial policy and seek new ways of strengthening the finances of the Association. It would be for the Board to

---

on a larger and more effective scale those activities which had already proved their value. Only in this way would IAU be able to move forward and justify its existence as a true centre of co-operation between university institutions and their members.

The eight general Conference should take place in California probably in Los Angeles during the week commencing 12 August 1985.

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES UNIVERSITES ET L'UNESCO

Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits, légèrement abrèges, du discours prononcé par le Directeur général de l'Unesco lors de la séance inaugurale de la trente-huitième réunion du Conseil d'administration de l'Association internationale des Universités.

Je suis particulièrement heureux de participer à une réunion au cours de laquelle vous envisagez de procéder, à la lumière des enseignements tirés de vos activités passées, à une réflexion sur la politique que votre Association se propose de suivre au cours des cinq prochaines années. Les travaux des trois lOumées qui viennent me paraissent donc revêtir une très grande importance pour l'Unesco, au moment où notre Organisation entreprend, de son côté, la préparation de son deuxième plan à moyen terme pour 1984/1989. L'occasion me paraît être propice de jeter ensemble sur l'avenir un regard qui nous aidera à rapprocher nos orientations et à concerter nos actions. Je sais que vous êtes déterminés à vous employer avec toute la vigueur possible à accroître le rayonnement de l'Association internationale des Universités. Non seulement en vous efforçant de trouver les ressources financières nécessaires, mais aussi en élargissant la concertation dont l'AIU fournit le cadre aux institutions qui lui sont affiliées.

Comme vous le savez, le Secrétariat de l'Unesco est d'ores et déjà engagé dans la préparation du deuxième plan à moyen terme pour 1984/1989. Dans cette tâche, la première étape consistera, sur la base des réponses à un questionnaire que nous avons envoyé aux Etats membres comme aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales, d'analyser les grands problèmes mondiaux dans leurs interactions et de définir les moyens par lesquels l'Unesco peut apporter sa contribution à leur elucidation, d'une part, et d'autre part à leur solution dans les domaines de sa compétence. En effet, nous estimons que toute analyse de la problématique mondiale suppose, non seulement la connaissance des faits, tels qu'ils se présentent à l'heure actuelle, mais aussi des facteurs historiques récents ou passes qui les expliquent. Cependant nous considérons aussi que, pour bien saisir la problematique mondiale actuelle, et pour pouvoir mieux orienter les activités de l'Organisation, il est indispensable également que nous examinions les tendances afin de projeter notre action dans l'avenir. Nous sommes conscients du fait que l'éducation qui a vocation à former des générations qui entreront en activité ultérieurement ne peut se borner simplement à envisager les choses en fonction du présent, et qu'elle doit s'efforcer aussi de les envisager dans une perspective plus lointaine. Nous pensons donc que la réflexion que vous allez avoir vous-mêmes ici au cours de vos travaux pourra nous aider à

mieux apprécier les problèmes qui se posent en matière d'enseignement supérieur et nous souhaitons aussi que vous essayiez de nous conseiller quant aux orientations qui. à votre avis, devraient être adoptées par l'Unesco pour ce qui est du développement de l'enseignement supérieur.

Il est certain que l'enseignement supérieur, qui joue déjà un rôle extrêmement important dans le monde, jouera dans l'avenir un rôle beaucoup plus important encore. Lors de la Conférence des ministres de l'éducation des pays d'Europe qui regroupait également, pour la première fois, ceux d'Amérique du Nord et d'Israël, nous avons été frappés par le fait que dans certains pays, face au chômage grandissant des diplômes, il y a une tendance à adopter une attitude malthusienne à l'égard de l'enseignement supérieur. Cela nous paraît extrêmement grave et même dangereux pour l'évolution des différentes sociétés. Mais, à cette tendance, s'oppose une tendance inverse qui est. au contraire, porteuse d'avenir. Certains pays considèrent en effet que plus une nation accroît le niveau de connaissances générales de ses membres, plus donc le niveau de formation est élevé, plus cette nation a des capacités de créer de nouveaux emplois et donc de pouvoir occuper les diplômés qui sortent des universités. Ce sont là deux tendances contradictoires mais ce sont des tendances qui méritent une réflexion. Nous, nous avons la conviction que la tendance la plus conforme à l'évolution actuelle du monde c'est celle qui consiste à parier sur l'homme et sur son avenir en accroissant le niveau de connaissances générales des sociétés, or l'accroissement du niveau de connaissances ne peut se faire, à notre avis, que si l'université joue le rôle qui lui revient dans les sociétés actuelles. Il me semble Que l'université, comme d'ailleurs le système d'éducation en général, à une double fonction : la première est celle •de reproduction et consiste à assurer la continuité historique d'une société du point de vue culturel, en transmettant non seulement le savoir, mais également le système de valeurs sur lesquelles se fonde cette société. Mais l'université, pensons-nous, à une autre fonction essentielle qui est la fonction innovatrice, fonction de création de nouvelles connaissances et de nouveaux savoir-faire, qui permettent aux sociétés de poursuivre leur marche en avant et leurs progrés.

La Conférence générale a défini évidemment les principales formes que l'action de l'Unesco doit revêtir pour contribuer à résoudre les problèmes mondiaux. Elle doit notamment encourager la recherche, la réflexion et la coopération intellectuelle et scientifique (ce que vous faites d'ailleurs très bien, de votre côté, dans le cadre de cette Association); familiariser l'opinion publique mondiale avec la nature de ces problèmes, en vue de la rendre consciente de leur importance et de leur urgence; promouvoir la diffusion des connaissances et les échanges d'expériences, contribuer à l'élaboration des politiques et des stratégies, en vue d'apporter des solutions pratiques à ces problèmes; mettre en œuvre des programmes orientés vers l'action aux fins du développement et notamment en faveur des pays en développement. Je vois dans cette définition une reconnaissance extrêmement heureuse du devoir de réflexion, de sensibilisation de l'opinion publique et de diffusion des connaissances comme condition d'une action tendue vers la promotion d'un développement global et harmonieux qui constitue une des tâches majeures de l'Unesco. Dans l'univers de plus en plus complexe qui est le nôtre, le rappel, je dirais presque cette réhabilitation, de la reflexion comme fondement de l'action, me paraît particulièrement opportun. Et c'est ici que les universités, lieux de concertation, lieux de concentration des compétences les plus hautes dans les domaines les plus divers de la connaissance, peuvent apporter à l'Unesco, à la communauté internationale tout entière, une contribution unique. Elles constituent autant de foyers naturels de convergence des courants de pensées, de libre examen des idées et de rencontres interdisciplinaires où, mieux que nulle part ailleurs, peut s'élaborer une réflexion à la fois spontanée et systématique sur les grands problèmes mondiaux et le devenir de l'humanité. J'irai jusqu'à dire qu'à côté des fonctions traditionnel-connaissances, cette fonction de réflexion globale sur l'avenir du monde devra constituer désormais l'une des missions essentielles des universités. L'autorité morale dont elles jouissent leur permet d'ailleurs, en faisant connaître le fruit de leur réflexion et de leurs travaux, d'œuvrer en faveur de cette sensibilisation de l'opinion publique aux grands problèmes mondiaux qui apparaît indispensable pour que les individus et les peuples décident leur destin au lieu de le subir. C'est d'ailleurs cette réflexion sur le devenir de l'humanité qui permettra aux universités de s'acquitter des responsabilités à mon avis essentielles qui leur incombent à l'égard du système d'éducation dans son ensemble. Responsabilités qui comportent, à côté des fonctions traditionnelles pour beaucoup d'entre elles de formation des enseignants et de recherche dans les sciences de l'éducation, le devoir de participer activement à toute réforme de l'éducation et, en particulier, d'aider les autorités responsables à en définir les objectifs à la lumière des options retenues pour le développement national, dans les pays évidemment où cette fonction est assumée par le gouvernement lui-même. Cette attention accrue portée aux finalités, aux structures, et au contenu de l'éducation, dans son ensemble, aidera grandement les universités elles-mêmes à se définir au sein du système éducatif et à guider leur propre transformation. Ce sera également une façon de plus pour elles de s'intégrer à la communauté, que de participer davantage au développement de l'éducation, qui doit répondre aux attentes et aux aspirations des différents groupes sociaux dont la demande d'éducation est de plus en plus large et de plus en plus diversifiée.

Enfin, il me parait évident que les universités, dans leur effort pour contribuer aux côtés de l'Unesco à l'elucidation et à la solution des grands problèmes mondiaux, ne doivent pas perdre de vue l'objectif essentiel que constitue l'instauration des nouveaux rapports mondiaux que demande de plus en plus la communauté internationale. Nous pensons, en effet, que nous allons vers une ère d'interdépendance planétaire où il est indispensable que *les solidarités entre les différentes nations, mais aussi entre les différentes communautés univesitaires et les communautés scientifiques,* s'affirment davantage et débouchent sur des actions concrètes qui permettent de montrer que les uns ne sont pas insensibles à la pauvreté des autres. Nous sommes convaincus d'ailleurs que dans tes pays où sévit la pauvreté la plus grande, les universités peuvent frayer des voies aboutissant à des solutions d'avenir. C'est dans cette optique que l'Unesco a été amenée à entreprendre un certain nombre de projeta majeurs dans le domaine des sciences exactes et naturelles, tel que le projet majeur de biochimie en Afrique dont l'objectif est d'aider à développer la recherche fondamentale en vue d'améliorer les conditions de l'agriculture, ou même en vue d'améliorer l'alimentation des différentes populations. Je n'ai tenté évidemment ni d'établir une liste exhaustive des tâches qui incombent aux univesités, ni moins encore de vous suggérer quelque programme d'action que ce soit. J'ai simplement tenu, pensant tout haut devant vous comme devant des amis, à évoquer quelques problèmes qui me semblent devoir s'imposer au cours des prochaines années à l'attention de l'ensemble de la communauté internationale. Ils constituent notre préoccupation commune et. je voudrais encore y insister, nous souhaiterions que par vos pensées et vos avis vous nous aidiez nous-mêmes à mieux orienter nos activités et surtout à les rendre plus en rapport avec les besoins actuels de la communauté scientifique universitaire internationale et de ta communauté internationale tout court.

Assemblée mondiale sur le vieillissement

Un Forum d'ONG se tiendra à Vienne (Autriche) du 29 mars au 2 avril 1982 sur le thème général :

Insertion économique et sociale et participation des personnes âgées.

Les objectifs de l'Assemblée

1. Représenter les préoccupations et les intérêts des personnes âgées:

2. Identifier les questions et les préoccupations que soulevé, sur le plan humanitaire et sur le plan du développement, le vieillissement des individus et des

sociétés, et ce aussi bien dans les régions en développement que dans les régions développées du monde;

3. Identifier et recommander des mesures relatives à la contribution et au rôle spécifique des personnes âgées dans le développement ainsi qu'à la part qui leur revient des bénéfices de ce développement;

4. Porter les conclusions et les recommandations du Forum à la connaissance des gouvernements et des décideurs dans le cadre de l'Assemblée Mondiale sur le Vieillissement;

5. Déterminer le rôle et les responsabilités des Organisations Non Gouvernementales sur le plan de l'aide qu'elles peuvent apporter aux gouvernements et aux organisations internationales dans la mise en œuvre du programme d'action défini par l'Assemblée Mondiale.

Dans un but d'efficacité, le Comité Restreint a suggéré que les évaluations et les recommandations du Forum à l'Assemblée Mondiale sur le Vieillissement soient organisées essentiellement autour des deux axes suivants:

1. Le vieillissement des individus:

2. Le vieillissement des sociétés, à la fois dans les régions développées et dans les régions en développement du monde.

Les thèmes de discussion

1. Les modifications des structures et des

vieillissement de ses membres et à l'évolution de ta société. (On entend la notion de famille selon les divers types socio-culturels comme le premier niveau de structure sociale organisée.

Les personnes âgées ne font pas brusquement irruption dans la famille, elles constituent un apport affectif, social et économique qui, bien que difficilement quantifiable, est essentiel).

2. Les besoins économiques et les défis posés aux sociétés par le vieillissement envisagés du point de vue de la production, de la distribution et de la consommation des ressources; les besoins spécifiques et les contributions des personnes âgées dans ce domaine.

3. La garantie d'un niveau suffisant de ressources individuelles propre à assurer aux personnes âgées leur autonomie économique et visant à leur permettre de jouer leur rôle dans la société.

4. La redistribution du temps tout au long de la vie et la recherche d'approches plus souples pour parvenir à une éducation continue, notamment par un aménagement du temps de travail, par de nouvelles formes de participation et d'apports permanents à la famille et à la communauté,

5. L'adaptation du milieu de vie - logement, urbanisme, transports, aménagement des conditions et des postes de travail, éducation, loisirs, services - et la nécessité de trouver des alternatives sur le plan matériel et social, afin d'entretenir les capacités des personnes âgées et d'optimiser le développement des réseaux informels et des services.

6. La définition des besoins des personnes avançant en âge dans le domaine des services médico-sociaux, afin de prévenir la dèsadaptation et de promouvoir les soins et la réhabilitation par une action globale et continue.

7. L'évaluation des besoins en matière de formation et d'éducation des responsables des soins aux personnes âgées dépendantes et de la contribution que les personnes âgées elles-mêmes peuvent apporter dans ces domaines.

8. Sur la base des données démographiques, la recherche de solutions intégrées sur le plan psychologique, économique et social tendant à assurer la coexistence des générations.

L'Association Internationale de Villes francophones de Congrès

L'Association Internationale des Villes Francophones de Congrès a tenu son Assemblée Générale à Versailles, les 15 et 16 septembre dernier.

Bureau, en place pour deux ans (81-83). A la présidence. M. André Schreurs, directeur du Palais des Congrès de Liège.

Une vingtaine de villes ou organismes étaient présents ou représentés à cette Assemblée : Arles. Avignon, Besançon, Colmar, Centre Internationale de Paris, Comité Parisien des Congrès, dakar, Deauville, Grenoble, Liège, Metz. Nancy, Nîmes, P.LM. St-Jacques, Principauté de Monaco, Sofitel, Strasbourg. Versailles. Vittel. Royan.

Voici les principales décisions qui furent prises à l'occasion de l'Assemblée Générale :

1) Participation pour certaines villes membres aux journées de l'Association des Chargés de Conférences et de Réunions (A.C.C.E.R.) et à son exposition MIVICO (Marché International des Villes de Congrès), les 2, 3 et 4 février à Paris;

2) Participation a la section Congrès de IÎNCOM, organisé dans le cadre de la Semaine Mondiale du Tourisme à Paris, les 18 et 19 février 1982;

3) Organisation d'une Bourse de Congrès qui a déjà fonctionné à Versailles, et au cours de laquelle les membres ont échangé des renseignements précis sur les congrès francophones et internationaux, susceptibles de venir dans chaque ville membre.

4) L'Assemblée Générale a également projeté l'organisation de deux séminaires, l'un aux Etats-Unis, en mars 1982. à St-Louis, comprenant une journée à Atlanta et à New-York, en vue, notamment, de comparer les méthodes américaines et francophones pour la promotion et l'organisation des congrès; l'autre, à Deauville, en automne 1982. Il s'agira d'un séminaire de trois jours, portant sur les résultats d'une enquête actuellement en cours au Palais des Congrès de Paris sur le comportement, les centres d'intérêt et les dépenses des congressistes.

En ce qui concerne la défense de la Francophonie, chaque ville a précisé les mesures prises en ce sens, et plus spécialement celles visant à défendre la langue française dans les congrès internationaux.

L'Association a obtenu pour cette action l'aide de l'Association Internationale des Palais des Congrès (AIPC) et de l'Association Internationale des Interprètes de Conférences (AIIC), du fait que les Palais des Congrès risqueraient de perdre leur spécificité si on renonçait à l'interprétation simultanée.

Une renonciation risquant aussi de mettre en péril l'emploi des interprètes.

Toutefois, les Palais des Congrès ont fait valoir qu'ils ne peuvent évidemment pas refuser un congrès se déroulant exclusivement en anglais, et souhaitent que les Pouvoirs publics, tant en France que dans les autres pays francophones, puissent être sensibilisés au problème de la langue

---

des subsides à cet égard. Notons enfin que l'Association a également décidé d'étendre son action dans d'autres pays francophones, et des contacts seront pris prochainement avec les villes de : Aoste en Italie. Alger en Algérie, Charleroi et Namur en Belgique, Luxembourg (Grand-Duché du Luxembourg), Montreux et Delémont en Suisse romande et St-Louis aux Etats-Unis.

La prochaine assemblée générale de l'Association Internationale des Villes francophones de Congrès se tiendra à Avignon en 1982.

Le Bureau de l'Association internationale des Maires et Responsables des Villes francophones ou partiellement de langue française, s'est réuni à Liège, le 7 octobre 1981. sous la présidence de M. Jacques Chirac, Maire de Paris.

A l'occasion d'un déjeuner au Palais des Congrès, offert aux membres du Bureau par le Bourgmestre de Liège M. Edouard Close. M. Schreurs a pu entretenir M. Chirac et plusieurs autres Maires des objectifs et de l'activité de l'Association Internationale des Villes Francophones de Congres. M. Chirac et ses collègues ont montré un intérêt particulier pour ceux-ci, notamment la défense de la langue française dans les congrès internationaux.

McGill Conferences :

graduates in the new school of congress organizing

The 1979 appointment of McGill University's Conferences & Special Events to the select ranks of IAPCO's membership crowned six years of remarkable progress for the Montreal, Canada organization. The first to be elected from that country, McGill is also the only university-affiliated professional congress organizer. To qualify, an organizer must have staged ten international congresses and have met IAPCO's exacting standards of professionalism.

McGill Conferences & Special Events was founded in 1973, with a two-fold charter : to serve the international needs of the university, and to attract international business of an academic nature. The results have exceeded all expectations. In 1976, with the organization still in relative infancy, a bid was made for the 1980 Congress of the International Society of Hematology. Against the odds, McGill's pitch prevailed, and the newcomer was faced with the daunting prospect of organizing a S 1 million-plus international conference. The - Blood » congress was an unqualified success that also proved instrumental in re-shaping the modus operandi of its creators. The sheer scale and complexity of the event demanded the utilization of computers. McGill enlisted the ample resources of the university's own computer centre to help design a program for computerizing registration and abstract processing. The system that emerged proved a model of efficiency, helping bring the congress in under budget and managing the inhuman task of keeping track of 5,000 delegates.

- Computerization is a natural for congress organizing ... says McGill Conferences manager Joan Gross, « because expenses and revenues are in a constant state of flux in the four years or so it takes to stage a major conference. You start off with a conservative estimate of the number of delegates anticipated and base your initial budget on that. But delegates are still being recruited at the eleventh hour, so it works out that your budget has to be continually revised ». Along the road to an automated convention, McGill discovered computer typesetting, resulting m a cost-saving in type of about 50 %. The Hematology book of abstracts is a fraction of the thickness of the volume produced for the last Blood congress. Nevertheless, the eventual paper output for the conference weighed in at 12,000 kgs (25,000 lbs.) and filled 4 1/2 vans. Each delegate received a specially designed shoulder bag to accommodate 2.5 kgs (5 lbs.) of printed material. McGill Conferences stresses that the university itself does not provide the venue for major congresses, a task that requires almost the entire city's conference facilities. A multitude of locations were used for Hematology, including eleven major hotels and the palatial entertainment centre. Place des Arts. A fleet of Montreal city buses was mobilized to shuttle the delegates around a special route. More than 1,700 scientific papers were presented, as well as 130 exhibits. Delegates were treated to a full schedule of after-hours social activities.

« The need for computerization becomes obvious ». says Joan Gross, « and the ways in which we apply it are getting more and more sophisticated. It starts with the distribution of a brochure and invitation to, maybe, 25,000 potential delegates around the world. Then a letter of confirmation. This is quite simple. But coming down to the wire, with half the city's hotels waiting for an invasion, the press primed up and support staff hired, it can get a little nightmarish. In the actual week, when everything has to run like clockwork, the logistics of handling up to 5,000 delegates are truly staggering. »

The books are still open on the Hematology congress. 4j years later. (Any monies left over are turned back to the congress committee). In the meantime, McGill has racked up some notable successes, including the 1978 World Congress on Pain, the 1979 Conference on Mathematical Programming and the acquisition of the International Solar Energy Conference slated for 1985. All conferences are of an academic nature and in many cases are extensions of research conducted at the university.

With several major projects running concurrently at any given time, Joan Gross and her staff are always facing a formidable volume of work. « But we're aggressive, we want the business and we have the technological expertise to handle it », she asserts. « I think we can say we've helped put Montreal on the map as an international venue, and with the new convention centre due to open in a couple of years, we'll be even better equipped ».

McGill University, one of the oldest and most revered in North America, enjoys an international reputation for its pioneering achievements, particularly in the field of medicine. McGill Conferences is upholding that reputation on its own international stage.

Congrès internationaux et transporteurs aériens

par Cl. Guillot *

Que les congrès internationaux constituent un phénomène en développement constant ne fait certainement de doute pour personne, et surtout pas pour les spécialistes qui concourent à leur réalisation.

A l'échelon mondial, les chiffres retenus par l'UAI pour les quelques dernières années parlent d'eux-mêmes :

1975 : 3 320 congrès internationaux
1976: 3699
1977 : 3727
1978: 3763
1979: 4345
1980: 4812

soit une progression de 45 % sur 6 ans. Encore ces chiffres ne concernent-ils que les réunions organisées et/ou patronnées par les associations internationales. Ils sont cependant suffisants pour refléter une tendance applicable à toutes manifestations de cette nature.

A quoi est due cette croissance ? Tout d'abord au fait que le congrès reste l'un des moyens les plus efficaces qui permette aux hommes d'échanger leurs idées, de mettre en commun leurs connaissances, conscients qu'ils sont des conséquences négatives de l'isolement dans ce domaine.

Par ailleurs, le développement de la recherche, débouchant sur un élargissement spectaculaire du savoir, de !a « science » dans le sens premier du terme, entraîne une spécialisation de la connaissance.

C'est ainsi que. de plus en plus, le » grand congrès » engendre à son tour des congrès spécialisés participant de la même discipline. Il existe toujours un congrès international du cancer mais, parallèlement, sont peu à peu apparus les congrès du cancer cervico-facial, du cancer du poumon, du cancer du foie, etc...

De la même manière, on assiste depuis plusieurs années au développement de rencontres organisées par les professions techniques ou commerciales, véritables carrefours où les spécialistes échangent leurs idées et leurs méthodes.

Tout porte donc à penser que le phénomène continuera à croître et que. même si les congrès par satellite devaient se développer, le besoin qu'éprouvent les hommes de se rencontrer, de se connaître mieux en dehors des séances de travail, militera pour cette croissance.

Mais l'organisation d'un congrès n'est pas une mince affaire : il faut trouver une salle adéquate, munie de l'équipement nécessaire en matière d'audio-visuel. d'interprétation simultanée, de sonorisation; il faut s'assurer de l'hébergement nécessaire dans une périmètre acceptable, prévoir la restauration, se préoccuper de la gestion des inscriptions, offrir un programme touristique attrayant pour les accompagnants et un éventail de tours pré- et post-congrès pour les participants et, bien sûr. organiser le transport des congressistes.

Les transporteurs aériens s'intéressent de près au développement des congrès internationaux. La clientèle affaires représente en effet pour eux une part substantielle de leurs recettes et les congressistes entrent bien évidemment dans cette catégorie.

C'est pourquoi les principales compagnies aérienne ont. au cours des dernières années, créé en leur sein un service congrès et mis sur pied une stratégie commerciale permettant de mieux appréhender cette clientèle.

Le rôle de ce service spécialisé, au niveau du Siège d'un transporteur aérien, est avant tout de collecter l'information relative aux congrès prévus dans le monde.

La recherche de cette information se fait à partir d'un certain nombre de sources dont les principales sont :

- le calendrier de l'UAI
- les bulletins de l'ICCA
- la presse médicale
- la presse professionnelle
- les calendriers de congrès édités par les villes ou par les Palais de Congrès
- les contacts avec les organisateurs, au niveau du Siège ou au niveau local.

Ces informations sont ensuite sélectionnées par les compagnies en fonction de critères, variables pour chacune d'elles, tels que date, lieu en fonction du réseau, nombre de participants, répétitivité, puis diffusées aux services commerciaux locaux dans le monde, à charge pour ces derniers de les exploiter.

Selon les compagnies, la diffusion peut reposer sur des notes d'information, sur un calendrier édite par le transporteur ou encore sur la mise en fichier informatisé des données recueillies.

Parmi la somme des congrès ainsi répertoriées, les services congrès des compagnies aériennes choisissent un nombre de réunions pour lesquelles ils manifestent un intérêt particulier en fonction des résultats commerciaux escomptés.

Ils prennent alors contact avec l'organisateur (c'est d'ailleurs parfois l'inverse qui se produit), se livrent avec lui à une estimation du nombre de congressistes par point d'origine et, si l'opération leur semble avantageuse, lui proposent un accord dont les termes peuvent se résumer ainsi :

- l'organisateur du congrès nomme la compagnie aérienne transporteur officiel
- il fait figurer le logo du transporteur dans les documents tels que le programme, les bulletins d'information ou tout autre support se rapportant au congrès
- il met souvent à la disposition du transporteur une page de publicité dans le programme
- lorsque la structure de l'association ou de la société le permet, l'organisateur communique au transporteur les noms des responsables nationaux ou locaux
- en contrepartie, le transporteur porte le congrès à la connaissance de ses services commerciaux dans les pays concernés et leur transmet les contacts locaux
- les services commerciaux se rapprochent de ces responsables locaux et traitent avec eux les modalités du transport, point d'origine par point d'origine, transport qui s'insère souvent dans le cadre d'un « voyage tous frais compris » (inclusive tour) élaboré localement en collaboration avec un agent de voyages.

Dans ce type d'accord, il est très important de noter que seuls les services commerciaux locaux du transporteur, et non le service congrès du siège, sont à même de proposer aux congressistes un tarif et. le cas échéant, un produit touristique appropriés, les conditions étant par nature variables suivant le point d'embarquement considère.

Il apparaît donc que, conscients de l'importance que revêt ce marché, les transporteurs aériens se sont dotés des moyens spécifiques propres à mener une véritable politique des congrès particulièrement bien adaptée au développement de ce fait associatif.

Ils trouvent ainsi tout naturellement leur place dans cette longue chaîne qui va de la conception du congrès jusqu'à sa réalisation et y apportent leur professionalisme, au mieux de l'intérêt commun.

INTERNATIONAL CONGRESS CALENDAR 1981

6me supplément / **6th** Supplement

Les informations faisant l'objet de cette rubrique constituent les suppléments au » Annual international congress calendar» 21e édition, 1981.

Comme la 21e édition du Calendrier des Congrès, les Suppléments sont entièrement produits et photocomposés au départ de la nouvelle banque de données de l'UAI. Cette banque de données est intégrée à la banque de données de l'Annuaire des Organisations internationales. Toutes deux pourront être consultées en accès direct, dans le courant de l'année 1981. Différents services spéciaux peuvent également être obtenus a l'aide de l'ordinateur - Microfiches, index, listes mises à jour (informations détaillées sur demande).

This calendar is a bi-mestrial supplement to information listed in the «Annual International Congress Calendar.. 21th edition 1981.

As for the 21 st edition of the Calendar the Supplements are to be generated entirely from a computerized data base via photocomposition routines. The date base is integrated with that for the Yearbook of International Organizations.

Both are to be accessible on-line in 1981. A variety of special services - Microfiche, updated listings etc... can be made available with computer assistance (details sent on request).

(M) - Modifications des informations publiées dans le « Congress Calendar 1981 ».

(N) = Réunions Nationales a large participation internationales.

82/11/15-20 London (UK)
North Atlantic Assembly. 28. Annual session. (A3004)
Ph Deshormes. 3 place du Petit Sablon, B-1000 Bruxelles, Belgium. T. 513 28 85 C. Asatlantic.

82/11/17-19 Shizuoka (Japan) (N)
Japan Institue of Metals. 3 International symposium. P : 130-. C: 20-
The Japan Institute of Metals, Aza Aoba, Aramaki, Sendai-shi, Miyagi 980. Japan.

82/11/18-12/04 Hong Kong *(Hong* Kong) (N)
1. World conference. P 550-
Christopher L. L. Bonn. World Motivation Conference Ltd. Jersey School of

Motivetion, St Queen (Jersey) CI. UK.

82/11/19-20 Cape Town (South Africa) (N)

Symposium on current trends in diabetes.

The Secretariat S 40, PO Box 70, Tygerberg 7505. South Africa.

82/11/22-26 Hong Kong (Hong Kong) (N)
7. Southeast asian geotechnical conference. P: 400-500
VII SEAGC, c/o hk Institution of Engineers, POBox 13987, Hong Kong, Hong

Kong.

82/11/24-26 Den Haag (Netherlands) (N)
Petroleum Geology of the Southeastern North Sea. 1. Congress
c/o Netherlands Congress Centre PO Bot 82000. NL-2503 EA Den Haag. Nethertands.

82/11/26-12/02 Tokyo (Japan) (N)
7. Inlernational conference on vacuum metallurgy. P: 500-. C: 20-
c/o The lion and Steel Institute of Japan. Keidanren Kaikan 1-9-4. Ohrenmachi. Chiyods-ku. Tokyo 100. Japan

(M) = Modifications to notices published in the « Congress *Calendar 1981 -*

(N) = National Meetings with international participation.

82/11/29-12/10 Genève (Switzerland)
World Meteorogical Organization, Commission for Basic Systems. 8. Session. (A3556)
DA Davies. 4 av Giuseppe-Motta, CH-1211 Genève 20. Switzerland. T 34 64 00 C Meteomond

82/11/29-12/02 Paris (France)
Western European Union. 28. Session, 2nd part of the assembly. (A3431)

Edouard Longerstaey, 9 Grosvenor Place. London SW1X 7HL. UK. T. 235 555 ». *C Euruni London SW1X 7HL.*

82/11 / - Bombay (India)

International Council of Museums. Comites internationaux pour les sciences

et techniques et pour l'ethnographie. Joint meeting. (A1749)

F Lightfoot, Commonwealth Institute. Kensigton High Street, London W8 5NQ,

UK.

1982 / 12 DECEMBER
82/12/06-10 Wien (Austria)

Organisation Gestosis. 14. International congress P: 700- (A4165)
Univ Dou Dr E Reinold, 1 Universität Freuenklinik, Spitalgasse 23, A - 1090 *Wien, Austria.*

82/12/ - Tel Aviv (Israel) (D)
International Congress on uncertainly and time element in planning and engineering P: 200-250
Prof Dan Soen Association of Engineers Ichitects in Israel, in coop with *international Technical Cooperation* Centre. PO Box 3082. Tel Aviv, Israel

Annual International Congress Calendar

22nd edition-1982

This edition of the Calendar is generated entirely from a computerized data base via photocomposition routines. The data base is integrated with that for the Yearbook of International Organizations- Both are to be accessible on-line in 1982. Supplements and a variety of special services (details sent on request) wil be made available with computer assistance.

This Calendar **is** divided for your convenience into :

- A geographical section permitting you to locate by country and city in which will be held international congresses, conferences, meetings, symposia sponsored or organized by international organizations or important national bodies, in 1982 and subsequent years.
  Date, place, address of organizing body, theme, estimated number of participants, number of countries represented and concurrent exhibition (if any) are indicated as well as the reference to the international organization entry in the Yearbook of International Organizations.

- A chronological section giving for each meeting the date, place, name of organizer, type of meeting, theme, number of participants expected, indication of any exhibition planned in conjunction, and the yearbook reference. (Addresses are given in the geographical section).

- A subject/organization index (combined) based on significant keywords in the organization name, conference name, or the name of the principal theme of the conference. This computer generated index refers to both the chronological and geographical sections.

Amendments and additions to the Calendar appear as supplements in the magazine "Transnational Associations".

This Calendar has been published and prepared by the Congress Department of the Union of International Associations, from information derived from primary sources. It cancels the previous editions.

PRICE:

- Calendar and supplements : BF 2.000,- + 210 (postage)
- Calendar only : BF 1.250,- + 60 (postage).
- Air mail postage payable separately.
- Microfiche and on-line service (details on request).

Cette edition du Calendrier des Congrès, est entièrement produite et photocomposée au départ de la nouvelle banque de données de l'UAI. Cette banque de données est intégrée à la banque de données de l'Annuaire des Organisations Internationales. Toutes deux pourront être consultées en accès direct, dans le courant de l'année 1982 ; des suppléments et différents services spéciaux pourront également être obtenus à l'aide de l'ordinateur (informations détaillées sur demande).

Comme pour les éditions précédentes, les informations sont regroupées en deux sections principales complétées par deux index :

- **Section géographique** permettant de repérer par pays et ville, les congres, conférences, symposiums interantionaux prévus sous l'égide d'organisations internationales ou d'importants groupements nationaux depuis 1982 jusqu'aux dates les plus éloignées.
  Sont indiqués : les dates, lieu, nom et adresse de l'organisateur, type de réunion, thème, nombre de participants attendus, la mention - s'il y a lieu - d'une exposition conjointe ainsi que la référence à la notice descriptive dans l'Annuaire des Organisations Internationales.

- **Section chronologique** donnant pour chacune des réunions annoncées : les dates, lieu, nom de l'organisateur, type de réunion, thème, nombre de participants attendus, mention d'une exposition conjointe s'il y a lieu, ainsi que la référence à l'annuaire. (L'adresse est donnée dans la section géographique).

- **Index analytique et des organisations internationales** (combiné) basé sur les principaux mots-clés du titre de l'organisation, des noms de !a conférence et des thèmes principaux. Cet index généré par l'ordinateur se réfère aux sections géographiques et chronologiques.

Les nouvelles informations et les amendements sont publiés sous forme de suppléments dans la revue Associations Transnationales.

Ce calendrier a été préparé et compilé par le Département Congrès de l'Union des Associations Internationales, d'après des informations reçues de sources directes. Il annule les éditions précédentes.

PRIX:

- Calendrier avec suppléments : FB 2.000- + 210 (expédition).
- Calendrier seul : FB 1.250,-+ 60 (expédition).
- Envoi par avion payable séparément.
- Microfiches et accès direct : détails sur demande.

EDITOR •
UNION 0F INTERNATIONAL ASSOCIATIONS
Rue aux Laines 1. B-1000 Brussels. Belgium

1983

1983/01 JANUARY

83/01/04-08 Bangalore (India)
International Federation for Information Processing, WG 7 1. Working conference on stochastic differential systems filtering and control. *(A 1828)*

3 rue du Marcha. CH- 1204 Geneva, Switzerland. T. 28 26 49. Tx 28 472 ifip ch.

83/01 / - Singapore (Singapore)
International Association of Gerontology Asia/Oceania regional congress. P 500-. (A1293)
Singapore Professional *Centre, 1298, Blk 23 Outran Park. Singapore 0316, Singapore.*

83/01/ - Singapore (Singapore) (N)
International Association Trichologists, Conference. (-)

David Salinger, Int Assn Trichologists. 18528 Sherman Way 105. Reseda CA 91335, USA.

83/01/ - Singapore (Singapore)

(N|
Medic-Asia Conference
Interfama Pte Ltd, Suite 834, 8th Floor, World Trade Centre, 1 Maritime Square.

Singapore 0409. Singapore.
In conjuction with 3rd medic Asia 83 exhibition.

1983 /02 FEBRUARY

83/02/06-11 Libreville (Gabon)
International Road Federation 5. African road conference.

(A241B)
G Gerald Wilson, 1023 Washington Building. Washington, DC 20005, USA. T. (202) 783 6722. C. Introadfed.

83/02/ - Tel Aviv (Israel)

IN)
5. European conference of psycho-analysts. P: 500-
Prof Dov Alexandrovitz. Shalvata Hospital. Ramatayim, Israel,

1983/03 MARCH

83/03/13- 17 Singapore (Singapore) (N)
9 Essential oil congress. P- 1500-
JC Lam, fssential OH Assn of S'pore, c/o 18 Chin Bee Road. Singapore 2261, Singapore.

83/03/13-18 Tel-Aviv (Israel)

(N)
International conference on the application of mini- and micro-computers in

information, documentation and libraries. P: 500-
Mr C Keren, Director of the Hilton National Canter of Scientific and Technological information. 84 Ha-Hashmonaim Street, Tel-Aviv, Israel.

83/03/ - Brussels (Belgium)
Federation of American Women's. Clubs Overseas Congress. (B4711)
Ms *Coppin, Dréve das Mélèzes 4. B-1950 Kraainem, Belgium.*

1983/04 APRIL

83/04/11 -13 Kobenhavn (Denmark)
European Federation of Chemical Engineering / Member Societies of the Federation in Denmark, Norway, Sweden and Finland, 6. International congress in Scandinavia on chemical enginering.

Belle Center A/S. Canter Boulevard. DK-2300 Copenhagen S. Denmark

83/04 - Loughborough (UK)
European Federation *of* Chemical Engineering / Institution of Chemical Engineers. Rugby Symposium *on* effluent treatment in the process industries: Gaseous pollution, liquid pollution (A0725)
Dr *J J Stenhouse. Dept of Chemical Engin. University of Technology, Loughborough (Leish) L E 1 1 3TU. UK*

83/04/ - - (Netherlands)
International Federation for Information Processing, WG 5 2. International conference on CAD. CAM and production management. (A 1828)
3 *rue du Marche. CH-1204 Genève. Switzerland. T. 28 26 49. Tx 28 472 ifip ch.*

1983 / 05 MAY

83/05/02-06 **Brussels** (Belgium)
International Union of Phlebology. 8. World congress. (A2750)
Ms Dslia Shanni. c/o *SdR. Ave des Abeilles 16. 8-1050 Bruxelles. Belgium.*

83/05/02-06 - (Netherlands)
North Sea Hydrographie Commission. 14. Conference. (A3923)
Dr G Zickwolff. Deutsches Hydrographisches Institut. Bernhard-Nocht-Strasso 78. Postfach 220. D-2000 Hamburg 4. Germany FR.

83/05/08-13 Tiberias (Israel) (N)
International symposium on tilapia in aquaculture. P: 300-
Prof L Fishelson. Dep: of Zoology, Tel-Aviv University, Tel-Aviv. Israel.

83/05/11-14 Brussels (Belgium)
International Federation of the Periodical Press. Congress. (A2027)
Lucas Tessens. Fed nle presse périodique belge. Rue Belliard 20 - Bte 6. B-1040 Bruxelles. Belgium.

83/05/13-14 Brechin (Zimbabwe)
World Ploughing Organisation. 30. World ploughing contest. (A3573)
Alfred Hall. Foulsyke, Loweswater. Cockermouth, Cumbria CA 13 ORS. UK. T. Lorton 090085 637.

83/05/16-29 Koln (Germany FR)
International European Construction Federation. General assembly. (A1910)
M Parion. 33 av Kleber. F-750 16 Paris. France. T. 720 10 20.

83/05/25-27 Den Haag (Netherlands)
Association of International Bond Dealers. Conference. (B0145)
Nederlands Congresgebouw. Postbus 82000. NL-2508 EA Den Haag. The Netherlands.

83/05/ - Kiel (Germany FR)
International Dairy Federation. Seminar on the role of milk proteins in human nutrition, (A1784)
P Staal. 41 sq Vergote. B-1040 Bruxelles. Belgium. T. 733 98 88/89. C. Dairy-federation.

83/05/ - Zadar (Yugoslavia) (N)
6. International symposium on impedance methods for brain circulation investigation and international conference on bio-impedance. Ex
Petar Baturic. Dep: of Neurology. Medicinski Centar, 57000 Zadar. Yugoslavia.

83/05/--(Ireland)
International Dairy Federation. Seminar on developments in dairy waste water disposal. (A1784)
P Staal. 41 sq Vergote. B-1040 Bruxelles. Belgium. T. 733 98 88/89. C. Dairy-federation.

1983 /06 JUNE

83/06/14-17 Jerusalem (Israel)
Institute of Internal Auditors. 42. International conference. P. 1500-. (A1031)
Mr Jacob Witkowski. Institute of Internal Auditors, c/o PO Box 29313. Tel Aviv, Israel.

83/06/15-17 Galway (Ireland)
stitute of Electrical and Electronics Engineers. Numerical Analysis Group. Electron Devices Society / Irish Mathematical Society. 3. International conference on the numerical analysis of semiconductor devices and integrated circuits (B0621)
Don Chnstianscn. 345 £ 47th Street. New York NY 10017. USA. T. (212 752 6800.

83/06/ - (2nd Qtr) Nairobi (Kenya) (N)
International Farm Management Association. 5. International congress. P: 500- C: 60- (-)
P J James. Secretary. Block A. Govt Bldgs, Coley Park, Reading RG1 6DT, UK

1983 / 07 JULY

83/07/24-08/02 London (UK)
International Council of Museums 1 3. General conference. (A1749)
American Express, Group Salas Office. 6 Hay market, London SW1 4BS, UK.

83/07/ - Jerusalem (Israel) (N)
International high pressure conference, P: 250-
Dr Eliezer Rappaport. Israel Atomic Energy Commission. Sorek Nuclear Research Centre, Jerusalem, Israel.

1983 / 08 AUGUST

83/08/15-19 Soderkoping (Sweden)
International Federation for Information Processing. WG 2.5 Working conference on PDE software : modules, interfaces and systems. (A1828)
3 rue du Marche. CH- *1204 Geneve. Switzerland. T. 28 26 40 Tx 28 472 ilip ch.*

83/08/22-27 Providence RI (USA)
International Association of Hispanists. 8. Triennial congress: Recent research in language and literature and history in Spanish speaking countries P 600-. C: 20-25. Ex. (A3857)
Prof Geoffrey Ribbans, Dept of Hispanic and Italian Studies, Brown University Providence. RI 029 12. USA.

83/08/28-09/03 Singapore (Singapore) (N)
2. Royal Australian college of obstetricians and gynaecologists annual scientific meeting. P: 1000-
Prof S S Ratnam. Dept of Obstetrics & Gynaecology National Univ of Singapore, Kandang Kerbau Hospital. Singapore 0821. Singapore.

1983 / 09 SEPTEMBER

83/09/02-08 Caesarea (Israel) (N)
Israel Society for Hypnosis in Psychotherapy & Psychosomatic Medicine. International congress. P: 400-
Dr K Fox. 44 Hanassi Blvd. Haifa. Israel.

83/09/19-23 Paris (France)
International Federation for Information Processing. IFIP congress 83. (A1828)
3 rue du Marche, CH-1204 Genève. Switzerland. T. 28 26 49. Tx 28 472 ifip ch.

83/09/22-26 Tokyo (Japan)
International Society of Radiographers and Radiological Technicians. 4. Asian and Australasian conference. P: 3000-. C: 50-. (A2565)
Mr Lucky Morimoto, Sec Gen. Int Dept. The Japan Association of Radiologie Technologists. 1-26-7 Shinkawa Chuo-ku. Tokyo 104. Japan.

83/09/ - Haifa (Israel) (N)
3. European congress on hypnosis in psychotherapy and psychosomatic medicine. *P:* 250-
Dr K Fuchs. Specialist in Obstetrics &Gynaecology, Rambam Hospital, or 44 Hanassi Ave. Haifa. Israel.

83/09/ - Jerusalem (Israel) (N)
8. European symposium on fluorine chemistry. P: 300-400
Prof Henry Felig. Dept of Inorganic nalytical Chemistry. Hebrew University. Jerusalem. Israel.

83/09/ - Singapore (Singapore) (N)
Recycling world congress
Exhibition for Industry Ltd. 157 Station Road East. Oxted RH8 OOF (Surrey), UK.
In conjunction with recycling world exhibition

83/09/--(UK)
International Federation for Information Processing, WG 5 6. 2. International symposium on automation of offshore oil field operations. (A1828)
3 rue du Marche. CH-1204 Genève. Switzerland. T. 28 26 49. Tx 28 472 Hip Ch.

1983 / 10 OCTOBER

83/10/10-14 Tokyo (Japan)
World Association of Societies of Pathology. 12. World congress P: 1000-. C: 20-. (A3466)
c/o Dept of Clinical and Pathology School of Medicine. Juntendo University. 3-1-1. Hongo, Bunkyc-ku, Tokyo 1 13. Japan.

1983 / MONTH NOT DETERMINED

83/ -/ - Paris (France)
United Nations Educational Scientific and Cultural Organization. 22. Session of the general conference. (A3383)
Amadou-Mahtar M'Bow. Place de Fontenoy. F-75700 Paris. France. T. 577 16 10. C. Unesco.

83/ -/ - - (North America)
International Federation for Information Processing. WG 2 1. Working conference on high level language specifications. (A1828)
3 rue du Marche. CH- 1204 Geneva. Switzerland. T 28 26 49. Tx 28 472 ifip ch.

International Federation for Information Processing / International Federation of Automatic Control, WG 5 2 Working conference on optimization methods in CAD (A1828/A1862)
3 rue du Marche, CH-1204 Genéve, Switzerland T. 28 26 49. Tx 28 472 *ifip ch*

1984

1984 / 04 APRIL

84/04/01-06 Singapore (Singapore) (N)
14. World savings banks congress. P: 1400-
Post Office Saving Bank. 9th Floor. CPF Building, 79 Robinson Road. Singapore 0104. Singapore.

1984 /05 MAY

84/05/13-19 Jerusalem (Israel) (N)
9 International congress of physical medicine and rehabilitation. P: 900-
Prof Joshua Chaco. Chairman of the Israel Society of Rehabilitation Medicine and Rheumatology, c/o PO Box 29784. Tel Aviv. Israel.

1984 / 06 JUNE

84/06/ - Jerusalem (Israel)
Committee on Data for Science and Technology. 9. International conference. P: 200- (B0319)
Prof A S Kertes, Dept of Inorganic and Analytical Chemistry, Institute of Chemistry. Hebrew University. Jerusalem, Israel.
At the same time as the 14th general assembly meeting

84/06/ - Jerusalem (Israel)
Committee on Data for Science and Technology. 14. General assembly meeting. P: 200-. (B0319)
Prof A S Kertes. Dept of Inorganic and Analytical Chemistry, Institute of Chemistry. Hebrew University. Jerusalem. Israel.
At the same time as the 9th international conference

1984/07 JULY

84/07/02-06 Berlin (Germany DR) (N)
International congress on catalysis
DECHEMA. Postfach 97. D-6000 Frankfurt 97, Germany FR.

1984/ 08 AUGUST

84/08/24-09/01 Tokyo (Japan)
International Federation of Cell Biology. 3. Internationonal congress on cell biology. P: 3000-. C: 50- Ex.
(A2476)
Japan Society for Cell Biology, c/o Shigei Medical Research Institute. 2117 Yamada, Okayama 70 1-02. Japan.

1984/09 SEPTEMBER

84/09/21-22 Horncastle (UK)
World Ploughing Organisation. 31. World ploughing contest. (A3573)
Alfred Hall. Foulsyke, Loweswater, Cockermouth, Cumbria CA 13 ORS, UK, T. Lorton 090085 637.

1984 / MONTH NOT DETERMINED

84/ -/ - Athinai (Greece)
International European Construction Federation. General assembly.(A1910)
M Parian. 33 av Kleber. F-75016 Paris, France. T. 720 10 20.

84/ -/ - Montreux (Switzerland)
International Federation of Translators. 10. Congress. (A2036)
Mr Julien Perrier. Avenue Ruchonnet 1 bis. CH-1800 Vevey, Suisse.

84/ -/ - Singapore (Singapore) (N)
Asean Law Association. Meeting. (-)
Tan Sook Yee Dean. Faculty of Law National Univ of Singapore, Kent Ridge Campus, Singapore 05 1 1, Singapore

84/ -/ - - (-)
World Dredging Conference Association. 10. World dredging conference. P: 800-. (A3506)
Peter Chia, c/o Singapore- Engineering onsultancy Services Pte Ltd. Engineering Services Building. Maritime Square. Singapore 0409. Singapore.

1985

1985 / 06 JUNE

85/06/ - Jerusalem (Israel) (N)
4. World congress on intensive and critical care medicine. P: 4000-
Prol S Burststein. President. Israel Soc of Critical Care Mod Rambam Hospital Intensive Care Dept, Jerusalem. Israel.

85/06/ - Jerusalem (Israel) (N)
2. International congress of critical care nurses. P: 4000-
Prof S Bursistein, Israel Soc of Critical Care Mod Rambam Hospital, Intensive Care Dept. Jerusalem, Israel

85/06/ - Jerusalem (Israel)
World Veterinary Poultry Association. 8. International congress. P: 500-. (A3607)
Dr Y Samberg, World Veterinary Poultry Assn. PO Box 9043, Haifa, Israel.

1985 /09 SEPTEMBER

85/09/21-22 Fynnen Island (Denmark)
World Ploughing Organisation. 32 World ploughing contest. (A3573)
Alfred Hall, Foulsyke. Loweswater, Cockermouth. Cumbria CA 13 ORS, UK. T. Lorton 090085 637.

1985 / MONTH NOT DETERMINED

85/ -/ - Singapore (Singapore) (N)
International Federation of Women's Travel Organization. Congress. P: 400-. (-)
Women's *Travel Club of Singapore. PO Box 644. Maxwell Road. Singapore 9012. Singapore.*

85/ -/ -- (Brazil)
International Road Federation. 10. World congress. (A2418)
G *Gerald Wilson. 1023 Washington Building, Washington. DC 20005. USA T. (202) 783 6722. C. Introadfed.*

85/ -/ - - (Finland)
International European Construction Federation. General assembly, (A 1910)
M Parion. 33 av Kleber. F-75016 Paris. France. T. 720 10 20.

1986

1986 /09 SEPTEMBER

86/09/ - Hasselt (Belgium)
World Ploughing Organisation. 33. World ploughing contest (A3573)
Alfred Hall. Foulsyke, Loweswater. Cockermouth, Cumbria CA13 ORS. UK. T. Lorton 090085 637.

1986 / MONTH NOT DETERMINED

86/ -/ - - (Switzerland)
International European Construction Federation. General assembly. (A1910)
M Parion, 33 av Kleber. F-75016 Paris. France. T. 720 10 20.

86/ -/ - - (USAI (N)
International Farm Management Association. 6. international congress. (-)
P J James. Secretary. Block A, Govt Bldgs. COley Park. Reading RG1 6DT. UK.

1987

1987 / 10 OCTOBER

87/10/- Marchfeld (Austria)
World Ploughing Organisation 34. World ploughing contest. (A3573)
Alfred Hall, Foulsyke, Loweswater. Cockermouth. Cumbria CA13 ORS. UK. T. Lorton 090085 637.

ASSOCIATIONS INTERNATIONALES / INTERNATIONAL TRANSNATIONAL ASSOCIATIONS

(former title : INTERNATIONAL ASSOCIATIONS)
33th year

(ancien titre : ASSOCIATIONS INTERNATIONALES)
33e année

Vol. XXXIII 1981 Vol. XXXIII

Index of articles

Index des articles

ONG et ordre mondial /
NGOs and international **order**

The major concerns of the independent voluntary sector (IVS). by David Horton Smith, Frank Penna. Cathy Nikkei Orme (extracts) *N'* 2, 91-97.
Forces et enjeux dans les relations internationales - Recueils d'écrits de Marcel Merle N° 2. 116-117.
La reconnaissance juridique des associations transnationales, par Georges-Patrick Speeckaert N' 1, 21-24.
Le Prince et la Cité, par Robert Fenaux N' 3. 184-187.
Les droits et devoirs des associations (OING), conclusions du rapport au Forum de Bruxelles 1980. par S. Marcus-Helmons N' 4, 221.
A glance at the rights and obligations of associations (Forum Brussels 1980), by S. Marcus-Helmons N' 4, 222-224.
La dimension mondiale des organisations non-gouvernementales, par Vladimir Hercik *N'* 4. 225-228.
In search of transformational pathways - Bibliography of studies conducted from 1962 to 1981 under the auspices of the Union of International associations and Mankind 2000 by A.J.N. Judge N'4, 251-259.
L'ordre mondial et l'univers des associations, par Robert Fenaux N' 5. 293.
International voluntary associations : their contribution to a new world order, by Vladimir Hercik N' 5. 295-298.
Le rôle des associations dans l'ordre mondial / The role of associations in world order. L'enquête OING (Forum, Bruxelles 1980) / INGO inquiry (Forum. Brussels 1980)

Réponses de : Confédération internationale des syndicats libres, Fédération mondiale des villes jumelées, Conseil international de l'action sociale. Alliance internationale des femmes, Fédération européenne de zootechnie, Conseil international des archives, Association internationale des charités de St Vincent de Paul, Chambre de commerce internationale, Fédération européenne des villes de congrès. Fédération internationale des femmes diplômées des universités. Conseil international de la philosophie et des sciences humaines, Union européenne de la démocratie chrétienne, Association mondiale des sciences de l'éducation, Office international de l'enseignement catholique. Bureau international catholique de l'enfance, Fédération mondial des anciens combattants. Fédération internationale pour l'économie familiale, Fédération internationale des universités catholiques. Fédération internationale pour l'éducation des parents, Association des universités partiellement ou entièrement de langue française. Société européenne de culture, Conseil international des femmes. Organisation mondiale du mouvement scout ;
Replies from : Scientific research council on peace and disarmament, International federation of agricultural producers. International co-operative alliance. World organization of the scout movement, Central agency for joint financing development programmes, World confederation of organizations of the teaching profession, International union of the history and philosophy of science. International touring alliance, World Jewish congress. World council of churches. Women's international league for peace and freedom N' 5, 299-304.
Réponses des associations juridiques, synthèse par Monique Boury N' 5. 304-305.
L'Alliance internationale Ste Jeanne d'Arc, par Magdeleine Leroy-Boy N' 5, 305-306.

Le fait nouveau d'une diplomatie économique, par Robert Fenaux N' 5, 320.
Le nouvel ordre économique international, introduction au dossier N' 5,321-322.
Pour la formation d'une opinion publique favorable au nouvel ordre économique international (Conférence des ONG bénéficiant d'arrangements consultatifs auprès de l'Unesco, novembre 1980) N' 5, 323-326.
Le débat d'introduction au Forum commémoratif de l'UAI - de l'international au transnational. Essai synoptique par Sabine Speeckaert N' 6.

Consultation et/and participation. IGO-NGO Dossiers / Dossiers des relations OIG-ONG

Les OING et le Conseil de l'Europe N' 1, 15-20.
Conférence pléniere des OING auprès du Conseil de l'Europe. Strasbourg 1980. Expose de E. Slopianka N' 1. 25-26.
Bilan de la Commission de liaison des OING auprès du Conseil de l'Europe (janvier 1981). par Claude-Laurent Genty N'1,27.
Unesco and international non-governmental organizations - From consultation to cooperation N' 1, 30-37.
Les obligations attachées au statut consultatif, rapport par Vladimir Hercik N' 2,98-101.
De la consultation à la coopération : l'Unesco et les OING (document Forum 1980) N' 2. 107-115.
L'OCDE et les partenaires sociaux N" 4. 246-247.
Dossier OING-UNESCO :
La dix-huitième conférence des OING-Unesco, par Mme F. Lafitte N' 5, 327-328.
Amélioration des mécanismes de consultation collective et des méthodes de travail N' 5,329-330.
L'éducation pour les droits de l'homme (journées d'études, mars 1981). Rapport de synthèse, par Elie Jouen N' 5.331-335.
La participation, par Robert Fenaux N'3, 148-149.
Consultation et participation - le dossier des relations OIG-ONG / Relationship for NGO's with UN System :
Rapport du Comité chargé des ONG à l'Ecosoc, février 1981 (extraits) N' 3,150-151.

Réserves gouvernementales concernant des demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement N' 3, 152-158.
Les ONG et les organismes du système de l'ONU. étude des relations officielles et non officielles aux fins de consultation (résumé), par Marianne Huggard N' 3,158-159.
Contributions diverses des ONG, par le Conseil de la Conférence des ONG dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC N'3.159.
The future relationship between the UN and the NGO's, by Ambassador Olle Dahlen N' 3. 160-162.
NGOs and the United Nations System - An examination of formal and non-formal consultative relationships, by Marianne Huggard N'3. 163-168.
Consultative relationships of UNCTAO. UNICEF, UNRWA. ILO, FAO UNESCO. WHO, ITU. WIPO, IFAD. IAEA, GATT N· 3, 168-173.
Bureau de la Conference des ONG ayant le statut consultatif auprès de l'ECOSOC (réunion novembre 1980) N' 3,174.
Obligations bound up with consultative status (Forum Brusels 1980) N' 3, 175-178.
Indépendance et droit de critique des OING (Forum Bruxelles 1980), par G.M. Riegner N' 3,178-180.

Régionalité / Regionalism

Identité el régionalité, par Robert Fénaux N' 4, 220-221.
Les ONG et l'Amérique latine

Conférence des ONG d'Amérique latine. Buenos Aires 1972 N-4,231-233.
Les relations entre les ONG et la CEPAL N" 4, 234.
Normes des relations de coopération OEA-ONG N" 4, 234-235.
Asociacion latinoamericana de derecho constitucional, par Salvador Maria Lozada N' 4, 235-236.
ALIDE N' 4. 236-237.

La Société européenne de culture
Le suprême message de Jaroslaw Iwaszkiewicz N 4, 239-240.
Histoire de la SEC polonaise, par Michel Rusinck N° 4. 240-241.
La société européenne de culture, par Wojciech Natanson W 4.242-244.
La culture pour la paix, par Michelle Campagnolo-Bouvier N" 4, 245.

Communication

Réalités et mythes de la communication N" 2. 78-79.
The future and the learning capacity of nations : the role of communications, by K. Soedjatmoko N' 2, 80-85.
Metaconferencing possibilities, by Anthony J.N. Judge N' 2.102-106.
La communication transnationale et le nouvel ordre mondial / For a new global organizational order :
Les suites du rapport Mc Bride à la 21e Conférence générale del'Unesco N' 5.307.
Les problèmes de la communication, rapport intérimaire d'un groupe de travail à la 18e Conférence des ONG bénéficiant d'arrangements consultatifs auprès de l'Unesco N' 5 308-310.
Tensing associative networks to contain the fragmentation and erosion of collective memory, by Anthony J.N. Judge N" 5,311-316.
L'opinion publique et le désarmement, par Raymond Goor N'5, 317-320.

Portraits d'ONG / NGO Method and Expériences

The Red Cross - International humanitarian law and cooperation in the development and dissemination of knowledge of that law N' 1.11-14.
L'Assemblée de l'Atlantique Nord N' 3, 181-182.
La Société européenne de culture, par Jean Morand N' 3 183.
Une science cherche son identité à travers une association internationale - l'Association internationale de cybernétique par Georges R. Boulanger N' 4, 248-250.

International meetings / Réunions internationales

International meetings... some figures. Les réunions internationales... quelques chiffres, by/par Gh. de Coninck N' 1 47-49.
Répartition géographique des réunions internationales par continent, pays et ville en 1979. Geographical distribution of international meetings by continent, country and city in 1979 N' 1.50-51.
L'utilisation des langues dans les réunions d'OING - sémi nairede la FIIG N' 2, 86-90,
International Congress and Computer N' 3, 191 -197,
Conférence documents - Ground rules for administrative and working papers, by W. van der Brugghen N' 4, 260-263.
Deauville, une perspective nouvelle pour les congrès et séminaires internationaux, par J.P. Reyns N' 4, 265,
Les membres associes de l'UAI. Réunion 25 juin 1980 et 21 septembre 1981 N' 4, 271-272.
L'état actuel de l'étude quantitative des réunions, par Gian Carlo Fighiera N'5. 337-341.
Congrès internationaux et transporteurs aériens, par Claude Guillot N' 6.
Inter-Contact - On-line information system on international organizations and conferences using information managed by the Union of international associations N' 6.

Le dossier de Strasbourg

Strasbourg OING 1981. par Robert Fenaux N' 1, 6-7.
Message de Pierre Pflimlin. Maire de Strasbourg N' 1. 8.
La coopération entre le Conseil de l'Europe et l'UAI, par F. Karasek, Secrétaire général du Conseil de l'Europe N' 1, 9.
Les OING et le Conseil de l'Europe N' 1, 15-20.
La reconnaissance juridique des associations transnationales - un dossier confié au Conseil de l'Europe, par Georges-Patrick Speeckaert N' 1, 21-24.
Conférence plénière des OING auprès du Conseil de l'Europe. Strasbourg 1980, Exposé de E. Slopianka N' 1, 25-26.
Allocution (extrait) de G. Adinolfi N' 1, 26.
Bilan de la Commission de liaison des OIONG auprès du Conseil de l'Europe (janvier 1981), par Claude-Laurent Genty N' 1,27.
Rapport d'activités de la Commission de liaison des OING auprès du Conseil de l'Europe (1980). par Egon Slopianka N" 1, 27-29.
Le Conseil de l'Europe et la promotion féminine - Réunion sectorielle des OING sur les questions d'égalité entre les sexes N°1,29.
Strasbourg, capitale européenne de l'année internationale des personnes handicapées, par M. Monbeig-Andrieu N' 1. 39-40.
Le palais de la musique et des congrès de Strasbourg N' 1. 45.
Le tourisme dans le département du Bas-Rhin, par Renaud Jautzy N' 1,46.

Regular Features / Chroniques

Echos de la vie associative / News on Associative Affairs N' 3. 188-189 ; n" 4. 267-270.
Congressalia N· 1, 47-51 ; N' 2 121-125 ; N' 3. 191-197 ; N" 4. 273-276.
IAPCO News N' 2, 118-119 ; N' 3, 190 : N' 4. 276.
Suppléments à l'Annuaire des Organisations internationales. édition française N°1. 53-59; N' 2, 127-133.
Supplements to the International Congress Calendar 21st edition 1981 N' 1. 61-72 ; N' 2. 135-144 ; N' 3 199-216 ; N' 4, 277-288 ; N' 5, 343-360 ; N' 6,

Vol. XXXIII 1981 Vol. XXXIII

Authors Index

Adinolfi N' 1.29.
Boulanger, R. N' 4, 248-250.
Campagnolo-Bouvier, Michèle N' 4. 245.
Colard, Daniel N' 5, 321-322.
Dahlen, O. N' 3, 160-162.
De Coninck, Ghislaine N' 1. 47-51.
Fenaux, Robert N' 1, 6-7; N' 2, 78-79; N' 3 148-149: 184-187 ; N 4,220-221 ; N' 5,293-294 : N'6,
Fighiera, Gian Carlo N' 5,337-341.
Figueroa, Godofredo N' 3,190.
Genty, Claude-Laurent N' 1. 27.
Goor, Raymond N' 5, 317-320.
Guillot, Claude N' 6.
Hercik, Vladimir No 2, 98-101; N' 4, 225-228; N' 5, 295-298.
Huggard, Marianne N' 3.163-168.
Iwaszkiewicz, J. N' 4, 239-240.
Jautzy, Renaud N' 1,46.
Jouen. Elie N 5. 332-335.
Judge, A.J.N. N- 2, 102-106; N' 4, 251-259; N' 5. 311-316.
Karasek, Franz N' 1,9.
Lafitte. Mme F. N' 5, 327-328.
Lozada, Salvador Maria N' 4. 235-236,
Marcus-Helmons N' 4, 221-224.
Merle, Marcel N' 2,116-117.
Monbeig-Andrieu N' 1,39.
Morand, Jean N' 3,183.
Natanson, Wojciech N' 4, 242-244.
Pflimlin, Pierre N' 1,8.
Reyns, J.P. N' 4, 265.
Riegner, G.M. N' 3,178-180.
Rusinek, Michal N' 4, 240-241.
Slopianka, E. N' 1,25-26.
Smith, David H. n' 2, 91-97.
Soedjatmoko, K. N' 2, 80-85.
Speeckaert, Georges-Patrick N' 1,21-24.
Speeckaert, Sabine N' 6.
Van der Brugghen, W. N' 4, 260-263.

Index of page numbers — Index de pagination

N'1	**pages 1 - 72**
N'2	73-144
N'3	145-216
N'4	217-288
N'5	289 - 360